

هذا من الامن

Radio-Télévision : Euronews prend son envol

Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14780 - 7 F

DIMANCHE 12 - LUNDI 13 JUILLET 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Interrogations algériennes

CHEF d'un gouvernement en sursis de formation, M. Boudiaf n'appartient assurément pas aux « jeunes élites » vers lesquelles le Haut Comité d'Etat (HCE) avait promis de se tourner au lendemain de l'assassinat du président Boudiaf. Cela dit, pragmatisme autant que volontarisme, celui qui fut le ministre de l'Industrie du président Boumedienne apparaît comme l'un des mieux placés pour remettre sur les rails une économie en pleine tourmente et qui, en trois années, n'a toujours pas réussi à passer d'un socialisme étatique à une économie de marché.

Le plus sérieux obstacle reste la poid de la dette extérieure. Évaluée à 26 milliards de dollars, son remboursement « mangera » cette année encore près des trois quarts des recettes d'exportation, essentiellement les hydrocarbures. Le fardeau serait insupportable pour n'importe quel pays, et l'on comprend les pathétiques tentatives des gouvernements algériens successifs pour, sinon rééchelonner la dette, du moins la « reprofiler » de façon à étaler une partie des remboursements dans le temps. Si Alger peut se targuer de quelques succès dans ce domaine, rien ne dit que le rééchelonnement pourra être évité longtemps. M. Sid Ahmed Ghozali, l'ex-premier ministre, l'avait compris. Qu'en sera-t-il de son successeur - et mentor ?

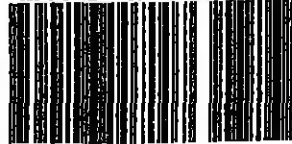
Cependant, le débat autour du rééchelonnement est un peu vain, car l'Algérie applique d'ores et déjà la médecine de cheval prescrite par le Fonds monétaire international. C'est ainsi qu'en juin les prix de tous les produits de première nécessité ont été libérés, à l'exception de trois d'entre eux : le lait, le pain et la semoule.

La vérité des prix instaurée, l'inflation est condamnée à grimper en Algérie. Les experts tablent sur une hausse minimum de 35 % cette année, qui viendra s'ajouter aux 30 % enregistrés l'an passé, alors que l'activité bat de l'aile. Les statistiques officielles prévoient une hausse de la production intérieure. En réalité, elle a baissé de 3,5 %. Faute de pièces de rechange et de produits finis, nombre d'entreprises ferment leurs portes. Les autres tournent souvent au ralenti. Résultat, le chômage, déjà très élevé, s'étend. Un jeune Algérien sur quatre serait sans travail. Une proportion condamnée à augmenter, pour peu que le gouvernement restructure un secteur public dispendieux autant qu'inefficace. Le précédent gouvernement avait entrepris de le faire. Sur ce dossier aussi, M. Abdesslam devra trancher rapidement.

L'ANCIEN gouvernement comptait beaucoup sur les ressources en hydrocarbures pour sortir l'Algérie de l'ornière. Envisager d'explorer offerts aux compagnies pétrolières internationales, proposition de les associer à l'exploitation de gisements déjà en production - comme celui d'Hassi-Messaoud - la politique actuelle va à l'encontre de celle menée dans les années 60-70 par M. Abdesslam. Sera-t-elle remise en cause alors que les premiers résultats se révèlent encourageants ? Une telle perspective est difficilement imaginable, car les investisseurs étrangers se détourneraient alors de l'Algérie. Ses dirigeants ne peuvent donc plus se permettre de renouer avec les errements économiques du passé.

Lire également
« Loin des capitales » : Timimoun, une oasis d'espoir en plein désert par FRANCIS CORNU page 5

M0146 - 0713 0 - 7.00 F



A deux semaines des Jeux olympiques de Barcelone

L'ETA propose à Madrid une trêve en échange de négociations

Le mouvement indépendantiste basque ETA a proposé au gouvernement espagnol, vendredi 10 juillet, une trêve de deux mois en échange de l'ouverture de négociations politiques. Cette offre intervient deux semaines avant le début des Jeux olympiques de Barcelone. Elle devrait être officiel-

lement rejetée par le gouvernement, qui exige, avant tout dialogue avec l'ETA, que celle-ci renonce au terrorisme. Cependant, en l'absence de négociations officielles, des contacts officieux entre le pouvoir et l'organisation basque ont eu lieu ces derniers mois.



Lire page 4 les articles de MICHEL BOLE-RICHARD

Israël entre deux sionismes

Le programme des travaillistes, qui se préparent à gouverner, répond mieux que celui du Likoud aux aspirations actuelles du pays

par Jean-Pierre Langellier

En Israël, où l'on goûte, comme ailleurs en Orient, les images fortes, le récent succès électoral des travaillistes fut salué comme un « séisme ». Le mot n'est pas outrancier. Certes, le parti de M. Itzhak Rabin et ses alliés de gauche ne disposent en fin de compte que d'une modeste majorité à la Knesset, soixante et un sièges sur cent vingt. Soucieux d'affirmer sa victoire, le premier ministre désigné est donc contraint

de faire équipe avec des partis religieux, éternels courtisans des lende-mains de vote.

Pourtant, un coup d'œil sur les pourcentages est autrement révélateur. Lors de chaque scrutin, depuis le triomphe de Menahem Begin en 1977, 4 % seulement des votants désignent un camp pour l'autre. Dans ce pays - très conservateur dans l'isolement - droite et gauche se maintiennent à peu près en équilibre. Cette fois, l'avance des travaillistes sur le Likoud est d'une rare amplitude : 10 % du

total des voix. Il s'agit bien, pour Israël, d'un violent glissement de terrain dans les profondeurs de l'électorat (1).

Mais cette secousse collective est d'abord un sursaut de la raison, la preuve d'une « certaine souplesse de pensée », pour reprendre l'expression ravie de M. Abba Eban, doyen - travailliste - de la diplomatie israélienne.

Lire la suite page 6
(1) Le parti travailliste a recueilli 34,8 % des suffrages exprimés contre 34,9 % au Likoud.

Le congrès du PS et les « affaires »

M. Bérégovoy promet une loi contre la corruption

M. Pierre Bérégovoy, qui s'exprimait samedi matin, 11 juillet, à Bordeaux, devant le congrès du Parti socialiste, a souhaité que la France connaisse « un renouveau civique ». Se déclarant « solidaire » de M. Henri Emmanuelli, dont l'éventuelle inculpation a conduit les dirigeants socialistes à manifester

leur unité retrouvée, le premier ministre a annoncé le dépôt, à la rentrée, d'un projet de loi visant à « débarrasser » la France « des ferments de corruption », à partir des propositions faites par la commission de prévention de la corruption, dont le rapport a été rendu public le 8 juillet.

« La fin d'une époque »

par Alain Rollat

Le discours prononcé, samedi matin, devant le congrès du Parti socialiste, par M. Pierre Bérégovoy, constitue un excellent éloge de la vertu et un louable plaidoyer pour la démocratie. Le premier ministre exhorte les Français au « combat pour le civisme », en rappelant que les démocraties sont en péril lorsque, dans la vie de la société, « le poids des corporatismes et des égoïsmes » l'emporte sur le sens de l'intérêt général et lorsque, dans le fonctionnement de l'Etat, l'équilibre des pouvoirs n'est plus assuré.

Son constat sur l'état de la France procède également d'une analyse pertinente : notre pays, comme les autres, vit en effet « la fin d'une époque », et tout a déjà été dit sur le désarroi des sociétés occidentales qui ont

perdu leurs anciens points de repère. Mais c'est justement la lucidité de ce constat qui souligne à quel point le pouvoir exécutif est aujourd'hui confronté à une impossible page. Car l'Histoire enseigne que toutes les « fins d'époque » rendent généralement les peuples sourds aux appels à la raison.

Lire la suite page 7

Lire aussi

- La déclaration de M. Bérégovoy
- L'unité retrouvée autour de M. Emmanuelli
- La recherche d'un antidote par PATRICK JARREAU
- Le juge Van Ruymbeke se déclare « en dehors de toute polémique politique » pages 7 et 8

La justice à l'épreuve

Le pouvoir peut-il « laisser faire » les juges alors que ses élus en sont la cible ?

par Anne Chemin

En décidant, lors de son arrivée place Vendôme, de « laisser la justice faire son travail », M. Michel Vauzelle rompt avec les pratiques de son prédécesseur, M. Henri Nallet. Durant trois ans, le gouvernement, dirigé en 1989 par la découverte des fameux cahiers Delcroix, avait cru pouvoir étouffer les affaires en « tenant les procureurs », selon la formule de certains ministres. La chancellerie s'était donc fer-

mement opposée à l'ouverture d'une information judiciaire sur les activités marseillaises d'Urb, comme elle avait bloqué les investigations sur les commissions versées au bureau d'études du PS lors de la construction d'un observatoire aquatique à Fleury, dans l'Aude. Cette politique s'était révélée désastreuse.

Lire la suite
ainsi que l'article de ROLAND-PIERRE PARINGAUX et nos informations page 9

L'ÉTÉ FESTIVAL

Les défilés du cœur

« Le Cavalier d'Olmedo », de Lope de Vega, a ouvert le 46^e Festival d'Avignon

AVIGNON

de notre envoyé spécial

« Le Cavalier d'Olmedo, une des œuvres les plus considérables du théâtre universel », a dit Federico Garcia Lorca, qui l'avait mise en scène en 1933. « La terre est d'or », ajoutait-il, regardant les océans de blé peu de jours avant les moissons, et dans la Cour d'honneur, c'est une cascade de blé.

Les épis grimpent, dévalent, montent à l'assaut des pierres, ils jettent au public l'image de la vie, de la faim, à même la terre, mais, un taillis de blé, ce peut être aussi le refuge d'un partisan qui échappe à la garde civile, l'abri d'un gibier traqué ou celui de deux amants, et ce signe du pain de chaque jour, de la sueur des fronts, bascule alors vers les dangers, vers les imaginations, ce

que Lluís Pascal et son décorateur Ezio Frigerio rappellent en dissimulant à demi dans les blés des figures géantes de chevaux emballés et de bras qui les retiennent...

Mais de vrais chevaux débouchent du palais (rien d'anormal, du temps des papes ils galopèrent dans les étables).

MICHEL COUNOT

Lire la suite,
l'article de SYLVIE DE NUSSAC et nos informations page 13

DATES

Il y a cinquante ans, la rafle du Vel'd'Hiv'.

Lire page 2 l'article
de NICOLAS WEILL

OMNIBUS

GROS LIVRES
POUR LECTEURS VORACES



1050 PAGES / 135 F

56 TITRES PARUS / PRESSES DE LA CITÉ

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 6 DH ; Tunisie, 760 m ; Allemagne, 2,60 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Antilles/Réunion, 5 F ; Côte d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 14 KRÖ ; Espagne, 180 PTA ; G.-B., 95 p ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,50 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRÖ ; Suisse, 1,50 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$;

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
16, RUE FALGUIÈRE,
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Tél. : 206.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-30-10
Tél. : 281.311 F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.
Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
« Lecteurs du Monde »
Le Monde-Entreprises
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde
PUBLICITE

Jacques Lesourne, président
Michel Cus, directeur général
Philippe Dupuis, directeur
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avin
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-71
Tél. MONDIPUB 634 128 F
Tél. : 46-62-72-71. Société filiale
de la SARL Le Monde et de Médias et Régions Europe SAS

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 37 437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE

Reproduction interdite de tout article
sans accord avec l'administration

TÉLÉMATIQUE

Compagnie 36-15 - Tapes LEMONDE
ou 36-15 - Tapes LM

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry,
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.
Tél. : (1) 40-65-32-50

TARIF	FRANCE	SUISSE BELGIQUE LUXEMBOURG PAYS-BAS	AUTRES PAYS non membres CDE
3 mois	400 F	572 F	700 F
6 mois	790 F	1 128 F	1 390 F
1 an	1 620 F	2 056 F	2 560 F

ÉTRANGER :
par voie aérienne
tarif sur demande.
pour vous abonner
renvoyez ce bulletin
accompagné
de votre règlement
à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL
36-15 LEMONDE
code d'accès ABO

Changements d'adresse détaillés ou
provisaires : nos abonnés sont invités
à formuler leur demande deux
semaines avant leur départ, en indi-
quant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN
D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois 6 mois 1 an

□ □ □

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les
noms propres en capitales d'imprimerie.

PP, Poste RP 201 MON 01

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lesourne, gérant
directeur de la publication
Bruno Frappat
directeur de la rédaction
Jacques Gollu
directeur de la gestion
Manuel Lucbert
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(adjoints au directeur
de la rédaction)

Yves Agnès
Jacques Amalric
Thomas Ferenzi
Philippe Herremann
Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur
des relations internationales)

Anciens directeurs
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauriol (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
André Fontaine (1985-1991)

DATES

Il y a cinquante ans

La rafle du Vel'd'Hiv'

L'AUBE du jeudi 16 juillet 1942 se lève sur l'un des épisodes les plus sombres de l'Occupation : la rafle du Vel'd'Hiv'. Pendant deux jours, près de 4 500 fonctionnaires français de police, baptisés « agents capteurs », arrêtent à partir de 4 heures du matin à leur domicile des familles juives : femmes jusqu'à cinquante-cinq ans, enfants à partir de deux ans et hommes jusqu'à soixante. Même les malades sont arrachés de leur lit d'hôpital. Après un premier regroupement dans les écoles de quartier ou dans les commissariats, ces files de « prisonniers » qui ne sont coupables d'aucun délit sont dirigées vers des autobus à plate-forme. Les familles sont concentrées au Vélodrome d'Hiver (le « Vel'd'Hiv' »), rue Nélaton, dans le quinzième arrondissement. On sépare les mères des enfants plus tard à coups de crosse, à l'abri des regards indiscrets, dans les camps du Loiret, de Pithiviers et de Beaune-la-Rolande. Quant aux célibataires et aux couples sans enfant, ils sont conduits directement à Drancy, et de là à Auschwitz.

La rafle a été soigneusement préparée par les SS Dannecker et Oberg d'un côté, René Bousquet, secrétaire général pour la police du ministère de l'Intérieur de Vichy, Jean Legay, délégué de Bousquet en zone occupée, et Laval lui-même, de l'autre. Cependant, le bilan de l'opération est inférieur aux prévisions. Le fichier mécanographique des juifs établi par la préfecture de police récemment retrouvé - avait en effet laissé espérer aux Allemands comme à la police près de 25 000 arrestations. Au soir du 17 juillet : 12 884 personnes - 3 031 hommes, et surtout 5 802 femmes et 4 051 enfants - ont été appréhendés.

Pourquoi tant de femmes et d'enfants ? Parce que cette rafle n'est pas la première. Depuis plusieurs jours, la rumeur a filtré. Bien des hommes, n'imaginant sans doute pas que leur conjointe ni leur progéniture puissent entrer dans la catégorie des « déportables », ont seuls pris la précaution de quitter leur domicile avant la visite des policiers.

Huit mille personnes vont donc s'entasser cinq jours durant au Vélodrome d'Hiver. Détail qui en dit long sur l'atmosphère de l'époque : il n'y a, à ce jour, aucune photo identifiable de la rafle. Ni aucun reportage de presse. Seuls quelques témoignages pris sur le vif nous donnent une idée de ce que fut ce « premier cercle » de la solution finale, en plein cœur de Paris, sous le soleil étouffant de juillet.

« Une odeur insupportable »

A l'extérieur, « il régnait une odeur insupportable », note dans son journal Denise Lefschetz, une jeune scoutte israélienne qui cherche, avec d'autres, à faire sortir quelques enfants et tourne autour du bâtiment. Rien n'a été prévu pour recevoir ces familles formées principalement de « juifs apatrides » (Allemands, Autrichiens, Polonais, Tchécoslovaques ou Russes), qui sont pour le moment les seuls à être arrêtés (parmi eux se trouvent cependant beaucoup d'enfants nés sur le sol français). Dans les premières heures, l'eau manque. Aucun WC, fonctionnant. « Durant trois heures, note la jeune fille, sous le choc, nous tournons autour. Un cortège incessant d'étoiles jaunes (cette discrimination visible a été imposée aux juifs de zone occupée depuis le 7 juin 1942) vient du métro Duplex jusqu'aux agents (les gardes mobiles qui bloquent l'entrée de la salle), attend, puis se fait renvoyer au métro. Cortège lamentable avec des colls. »

A l'intérieur, la vision est encore plus affreuse. L'avocat André Baur est le président de l'UGIF (Union générale des juifs de France, créée le 29 novembre 1941 à l'instigation des Allemands pour coiffer toutes les œuvres juives ; André Baur sera lui-même déporté l'année suivante avec sa femme et ses quatre enfants). A ce titre, il se rend au Vel'd'Hiv' au soir du 16 juillet. Voici ce qu'il en dit : « La vaste enceinte grouille de haut en bas... Nous pénétrons sur la piste centrale par le tunnel. Une foule énorme dans les tribunes où les fauteuils paraissent tous occupés... De temps en temps, des jeunes gens apportent des baquets d'eau, et tous s'y précipitent pour remplir leurs quarts, leurs casseroles ou de simples boîtes de conserves. Sur la piste, à droite en sortant du tunnel, des brancards sont posés où gisent des femmes et des enfants étendus. Dans une petite enceinte à gauche, la Croix-Rouge a installé une ambulance où s'affairent les infirmières et les



17 juillet 1942 : les cars de la « section spéciale » garés le long du Vélodrome d'Hiver

deux médecins. On a l'impression qu'il n'y a que des enfants et des malades. (...) Une femme devenue folle est liée sur un brancard, une autre a cherché à tuer son enfant avec une bouteille. Un autre enfant fut amené, les veines du poignet presque sectionnées par sa mère. Une lettre écrite le 18 au Vel'd'Hiv' donne la mesure de la panique des internés : « Nous sommes très malheureux. A chaque instant il y a de nouveaux malades. Il y a des femmes enceintes, des aveugles... Nous couchons par terre... (...) Mais on n'en peut plus. C'est encore plus ahurissant que toutes les femmes racontent des choses qui ne tiennent pas debout, et au lieu de se remonter, elles se descendent. » Parfois, sans raison, des applaudissements éclatent, et cessent presque aussitôt, témoignage du désarroi d'une masse en proie à un désespoir absolu.

« Sans paroles inutiles et sans commentaires »

Que peut savoir pourtant du sort atroce qui l'attend cette foule ainsi parquée ? L'inquiétude des internés fait constamment craquer des autorités des réactions d'indiscipline ou de résistances. La rafle n'a-t-elle pas été marquée par quelques cas de suicide ? La circulaire signée par le directeur de la police municipale Hennequin prescrit d'ailleurs aux « agents capteurs » de procéder aux arrestations « sans paroles inutiles et sans commentaires ». D'un autre côté, comment justifier aux yeux des futures victimes la fable de la déportation « pour le travail », alors que ceux dont on se saisit sont en majorité des femmes, des enfants ou des vieillards incapables à la moindre tâche ? Ne libère-t-on pas du Vel'd'Hiv' justement, les « juifs travailleurs », propres à servir de main-d'œuvre aux autorités d'occupation ?

Que peuvent ressentir à ce moment les juifs menacés ? Un rapport de l'UGIF décrit alors « la psychologie du juif de la zone occupée » comme tiraillée entre « une anxiété terrible pour le lendemain

et un optimisme inébranlable pour l'issue finale ». Mais cet optimisme n'empêche pas certains de se poser des questions. Jacques Bielinck, un ancien journaliste, qui sera lui-même déporté à Sobibor l'année suivante, note dans son journal, le 1^{er} août 1942, que « des convois partent fréquemment pour l'Allemagne et la Pologne ; ce sont les déportés, dont on ignore le lieu d'établissement, et avec lequel il n'y a pas de correspondance ».

La société mieux que l'Etat...

Mais d'autres ont, semble-t-il, déjà tout compris. Le Consistoire central des israélites de France envoie le 25 août 1942 au gouvernement français une véhémente protestation contre les déportations. Après avoir rappelé les promesses d'auto-détermination formulées par Hitler à l'égard des juifs dans son message du 24 février, le texte conclut qu'« il a été établi par des informations précises et concordantes que plusieurs centaines de milliers d'israélites ont été massacrés en Europe orientale ou y sont morts après d'atroces souffrances, à la suite des mauvais traitements subis ».

En juillet 1942, la « solution finale » fonctionne depuis près d'une année. Plus de 1 million de juifs sont morts. La presse anglo-saxonne s'est faite l'écho de massacres et même du caractère systématique de l'entreprise de destruction nazie (à Londres, le Jewish Chronicle, dès janvier 1942, le Daily Telegraph, les 25 et 30 juin de la même année). Certes, ces nouvelles, parues dans des journaux britanniques, peuvent rappeler à Vichy le « bourrage de crâne » dont les alliés s'étaient fait une spécialité durant le premier conflit mondial. Mais tous lisent la presse suisse, à commencer par le maréchal Pétain lui-même. Une presse suisse d'autant plus crédible qu'elle est en permanence exposée à la vigoureuse censure d'un gouvernement fédéral soucieux de ne pas provoquer l'Allemagne. Or la presse suisse, elle aussi, parle, en cet été

1942, de l'extermination des juifs.

Sur cette question, l'historien Walter Laqueur résume la situation en soulignant que Laval et ses collaborateurs, « s'ils ne connaissent pas tous les détails de la « solution finale », savaient certainement, par contre, que les juifs ne reviendraient pas ». En acceptant de prêter le concours de la police française le 2 juillet (sans laquelle l'arrestation des juifs aurait été bien plus difficile sinon impossible), en insistant pour que les enfants de moins de seize ans saisis en zone non occu-

pée avec 10 000 autres juifs, au cours du mois d'août, soient emmenés eux aussi, ministres et hauts fonctionnaires ont fait de ce 16 juillet 1942 une date de l'histoire de France. Tout se passe comme si, en ce terrible été, la société avait, mieux que l'Etat, défendu les traditions libérales françaises. Un général, Robert de Saint-Vincent, commandant militaire de Lyon, refuse le concours de la troupe pour la chasse aux juifs. L'archevêque de Toulouse, Mgr Saliege, proteste, le 23 août, dans une lettre pastorale, contre le sort fait aux victimes. Le pasteur Boegner, à la tête de la Fédération protestante de France, s'élève dans une lettre au maréchal Pétain contre « une défaite morale dont le poids serait incalculable ».

Pour autant qu'elle ait pu et s'informe et s'exprime, une fraction de l'opinion publique a su sortir pour un temps de l'apathie et du silence. Malheureusement, cela n'empêche pas les Allemands d'obtenir pour 1942 le quota de juifs de France prévu par les fonctionnaires d'Eichmann. Des 8 000 victimes recensées par Serge Klarsfeld (dont 73 853 déportés, parmi lesquels environ 25 000 Français), près de la moitié auront été frappés au cours de l'année 1942. L'été 1942 représente à cet égard un sommet, puisque, entre le 17 juillet et le 30 septembre, ce sont 33 000 juifs de France qui disparaissent sans retour. A l'Hôtel Lutetia, où s'organise après la Libération le retour des déportés, on ne verra revenir des camps que 2 600 survivants.

Les tragiques événements de cet été 1942 marquent aujourd'hui encore une de ces ruptures dont l'histoire de France est émaillée. En rendant ainsi visible la persécution des juifs aux yeux de l'opinion publique, ils ont rendu, surtout après la fin de l'Occupation, difficile sinon impossible l'expression directe d'un antisémitisme qui, depuis l'affaire Dreyfus, avait imprégné la culture politique du pays. Tant que perdure cet interdit, le poids de la « défaite morale » dont parlait le pasteur Boegner en sera quelque peu allégé.

NICOLAS WEILL

Bibliographie : de nombreux livres ont paru récemment sur la question, parmi lesquels le Journal de Jacques Bielinck 1940-1942 (Cerf, 1992, collection « Theodoth ») ou les Carnets du pasteur Boegner 1940-1945 (Fayard, 1992). On se reportera, entre autres, à l'indispensable Vichy-Auschwitz, de Serge Klarsfeld (Fayard, 1983), à Vichy et les juifs, de Michaël Marmur et Robert Paxton (Calmann-Lévy, 1981, disponible en Livre de poche, collection « Biblio-Essai »), ainsi qu'à l'ordonnance de la Solution finale et l'information étouffée, de Walter Laqueur (NRF, Gallimard, 1981).

Enfin, sur la rafle elle-même, le premier récit est dû à Claude Lévy et Paul Tiliard dans leur Grande Rafle du Vel'd'Hiv' (Laffont, Paris, 1967), depuis peu réédité. Tout l'été, le CDJC (Centre de documentation juive contemporaine), 17, rue Geoffroy-Saunders, 75004 Paris (tél. : 42-77-44-72) accueillera l'exposition « Le temps des rafles ». On pourra consulter enfin les Lois de Vichy, recueil publié par Dominique Remy, préface de Michel Sapin (Ed. Romilhat, Coll. « Poche Retour au texte », 255 p.).

LE MONDE
diplomatique

Juillet 1992

- **ALGÉRIE :** Un pays à la dérive, par Ignacio Ramonet.
- **PROCHE-ORIENT :** Les équilibres de la victoire travailliste en Israël, par Michel Warchawski. - Dispersion, résistances et espoirs des exilés palestiniens, par Nadine Picardou. - M. Basm, la bombe et le dictateur de Bagdad (A.G.).
- **MAASTRICHT :** Trente-cinq ans d'Europe du non-dit, par Bernard Cassen. - Le principe de subsidiarité, par Monique Chenuillet-Gendreau. - Le « non » des Danois, par Jean-Pierre Ahrut. - L'intégration européenne fragilise l'Etat belge, par Alain Tondeur.
- **AFRIQUE :** Risque de famine sans précédent, par Claire Brisset. - Sida, pauvreté et production agricole, par Pierre Antonios. - Ce que l'Afrique pourrait apprendre à l'Europe, par Michel Cahen. - « La papeter enveloppe la pierre », une nouvelle d'Adrian Adams.
- **BANGLADESH :** Une pauvreté bien encadrée, par Michel Chossudovsky.
- **STRATÉGIE :** L'équipement militaire français, trop cher et dépassé, par Antoine Sanguinetti. - La non-prolifération nucléaire contre la souveraineté des Etats, par Jean-Luc Thierry.
- **PÉTROLE :** Washington renforce son emprise, par Nicolas Sarkis.

En vente chez votre marchand de journaux - 20 F

سكس اى اى اى

Le sommet d'Helsinki a révélé la peur des Occidentaux d'être entraînés dans le conflit

Un dispositif de surveillance dans l'Adriatique

La mise à la disposition de l'UEO, par la France, de l'un de ses avisos de Toulon est indépendante de l'effort consenti par

A map of the Adriatic Sea region. Countries shown include Slovenia, Croatia, Bosnia-Herzegovina, Montenegro, Italy, and Albania. Major cities marked with dots include Ljubljana, Trieste, Rijeka, Zagreb, Ancone, Pescara, Rome, Dubrovnik, and Bar. The sea is labeled 'MER ADRIATIQUE'. A scale bar at the bottom right indicates 0 to 100 km.

ailleurs au profit du corps « onusien » de « casques bleus ».

Au 23 juillet prochain, la France aura mis en place 2 900 hommes – l'équivalent d'une brigade – sous la bannière de l'ONU, soit entre le cinquième et le quart des effectifs globaux des Nations unies dans l'ex-Yougoslavie. Avec son bataillon logistique à Zagreb, son bataillon d'infanterie dans la Krajina et un état-major à Belgrade, la France a déjà déployé environ 2 000 « casques bleus ». Depuis le 5 juillet et jusqu'au 23 de ce mois, 700 autres Français, avec un détachement de neuf hélicoptères, seront acheminés, par le transport de chariots de débarquement de la mer, par des avions russes Antonov ou l'ONU, jusqu'à Sarajevo, où ils sont chargés de protéger l'aéroport par lequel arrive l'aide humanitaire internationale. Ces 700 Français supplémentaires représentent la moitié du nouveau contingent – aux côtés d'unités ukrainiennes et égyptiennes que les Nations unies ont demandé en renfort au début du mois de juillet.

L'OTAN n'a pas voulu être en arrière de la main et, pour sa part, l'organisation alliée devrait avoir monté, dans les prochains jours, une opération maritime dans le même sens. Elle le fera à partir de certains navires préle-

JACQUES ISNARD

M. Mitterrand a dû faire à son tour une mise au point vendredi pour préciser qu'il n'entendait pas engager l'escalade militaire en Bosnie. « La France exécutera les résolutions de l'ONU mais, en tant que membre du Conseil de sécurité, elle ne demandera pas à ce conseil l'envoi de troupes sur le terrain. Personne ne l'a demandé, nous n'avons donc pas eu à le refuser. Si on nous le demandait, nous dirions que d'autres méthodes nous paraissent préférables », a-t-il dit.



mettre au point les procédures

Panic à M. Milosevic

pratiques de coordination. Outre la France, en effet, la Grande-Bretagne a décidé d'expédier en Adriatique une frégate. La Belgique et l'Espagne ont fait savoir qu'elles participeraient à cette mission. Au total, une demi-douzaine de bateaux - avec l'appui d'appareils de surveillance maritime et d'un avion-radar français - seront positionnés dans les eaux internationales de cette mer.

Au 23 juillet prochain, la France aura mis en place 2 900 hommes - l'équivalent d'une brigade - sous la bannière de l'ONU, soit entre le cinquième et le quart des effectifs globaux des Nations unies dans l'ex-Yougoslavie. Avec son bataillon logistique à Zagreb, son bataillon d'infanterie dans la Krajina du sud et un état-major à Bel-

Il ne s'agit pas encore d'un blocus naval, on l'ait expliqué : les navires européens n'ont pas mandat d'arrêter, ni de fouiller les bâtiments. Ils n'ont pas à rouvrir les ports monténégrins, ce qui supposerait une nouvelle résolution de l'ONU. Les ministres de l'UEO ont d'autre part décidé d'étudier la mise en place de corridors pour assurer l'acheminement terrestre de secours aux populations de Bosnie, ce qui, précisent-ils encore une fois, impliquerait également une nouvelle résolution du Conseil de

Le premier ministre serbe de la Yougoslavie (Serbie et Monténégro), M. Milan Panic, a affirmé, vendredi 10 juillet, à Helsinki, sa volonté de faire tout ce qui est en son pouvoir pour mettre fin au conflit en priant le président serbe, M. Slobodan Milosevic, de ne pas gêner son action.

M. Panic, un milliardaire américain d'origine-serbe dont la nomination doit être confirmée mardi par le Parlement de Belgrade, a mis en garde le président serbe, M. Stambouk Milosevic, considéré comme un des principaux responsables de la crise yougoslave : « Que Dieu lui vienne en aide s'il se met en travers de mon chemin ! » Milosevic fera son travail et moi le mien », a-t-il ajouté.

Dans la mesure où l'ONU n'a pas voté de résolutions formelles pour intercepter, fouiller et *a fortiori* arraisonner les navires marchands qui s'aventureraient en direction des ports monténégrins de Bar et Tivat, le travail des bateaux de l'UEO consistera, après s'être regroupés dans un premier temps, à faire de la présence et de la surveillance dans la zone, c'est-à-dire à compter et « marquer » le trafic maritime.

grade, la France a déjà déployé environ 2 200 « casques bleus ». Depuis le 5 juillet et jusqu'au 23 de ce mois, 700 autres Français, avec un détachement de neuf hélicoptères, seront acheminés, par le transport de l'Armée de l'air *Bellevue*, à Foudre et par des avions russes Antonov loués par l'ONU, jusqu'à Sarajevo, où ils sont chargés de protéger l'aéroport par lequel arrive l'aide humanitaire internationale. Ces 700 Français supplémentaires représentent la moitié du nouveau contingent – aux côtés d'unités ukrainiennes et géorgiennes – que la Nouna ukrainienne demande en renfort au début du mois de juillet.

L'OTAN n'a pas voulu être en arrière de la main et, pour sa part, l'organisation alliée devrait avoir monté, dans les prochains jours, une opération maritime dans le même sens. Elle le fera à partir de certains navires préle-

JACQUES ISNARD

SERBIE : après les étudiants et l'opposition

Les paysans de la Voïvodine ont déclenché un mouvement de contestation contre le régime de Belgrade

Pour la troisième fois de la semaine, les agriculteurs et les éleveurs de la Voïvodine, la plus grande plaine fertile de l'ex-Yougoslavie, ont bloqué, vendredi 10 juillet, pendant dix heures, plusieurs routes de cette province du nord de la Serbie pour réclamer un marché libre des céréales et la démission du gouvernement serbe.

années par le gouvernement serbe. La colère des paysans est montée d'un cran, jeudi, lorsque le Parlement serbe a adopté une loi autorisant le gouvernement à prendre, en période d'embargo international, des mesures pour raisonner ou interdire la vente de différents produits ou, au contraire, à obliger la mise sur le marché de certains produits de première nécessité. Une peine d'emprisonnement d'un minimum de trois ans est prévue pour ceux qui violeraient ces dispositions.

industriels et les produits agricoles. La récolte de cette année en a déjà subi les conséquences, puisque les agriculteurs de Crepaja ont réduit en moyenne de 50 % la consommation d'engrais chimiques.

pour nos propres besoins.» Toutefois, l'Etat serbe possède des moyens pour lutter contre la « désobéissance » des paysans : un impôt contre ceux qui laissent leurs terres en friche et la prison pour ceux qui stockent des

CREPAJA
de notre envoyée spéciale

Cette politique a ravivé chez les habitants de la campagne le souvenir des années d'après la libération, lorsque la police obligeait les paysans à vendre leurs greniers et à vendre le blé à l'Etat. « Nous préférons garder le blé dans nos silos plutôt que de le céder à bas prix à l'Etat », insiste un paysan. « Le gouvernement subventionne les usines en faillite, indemnise les ouvriers au chômage technique et relève les salaires des enseignants desquels manifestent pour acheter la paix sociale sur notre dos », tempête-t-il.

Pour le président du Parti paysan paysan (NSS), M. Dragan Veselinov, « les mesures du gouvernement seront conduites à l'étouffement du marché » et à l'autarcie des campagnes. Cette politique aggrave, dit-il, le signe de l'époque stalinienne, dit-il, risque d'avoir des effets plus néfastes que l'embargo lui-même. Les paysans ont décidé de tenir tête au pouvoir et ceux qui ne sont pas satisfaits bloquer les routes avec leurs tracteurs ne cachent pas leur intention de se préparer à une résistance passive. « Nous vivons de notre blé », dit-il, « des autres et nous ne sèmerons que »

La révolte paysanne, limitée pour le moment à la Voïvodine, la seule région de Serbie où le président Milosevic est arrivé en deuxième position lors des élections de décembre 1990, pourrait s'élargir prochainement au centre de la Serbie. C'est du moins ce qu'a annoncé M. Milorad Babic, agriculteur de la région de Suradnja et député au Parlement. M. Babic, qui milite pour l'indépendance de la Voïvodine, prétend que si Milosevic perdrait alors l'un de ses principaux appuis contre l'opposition de Belgrade et son pouvoir serait considérablement affaibli.

FLORENCE HARTMANN

A Crepaja, un gros village de cinq mille habitants à une quarantaine de kilomètres au nord de Belgrade, les paysans ont en colère. Dès l'aube, ils ont placé leurs tracteurs en travers de la route pour lancer un nouvel avertissement au gouvernement serbe de Belgrade, qui vient de geler les prix de près de 50 % des produits agricoles et de saisir le monopole du rachat des produits laitiers. Les paysans ont aussi brûlé en flammes des tickets de rationnement du diesel destinés à la vente des récoltes de blé à la direction des réserves de l'Etat. Le gouvernement offre 40 dinars par hectare et par kilo de blé aux agriculteurs, qui réclament le double, en raison de la flambée des prix industriels et d'une nouvelle augmentation de 116 % du carburant.

« L'autarcie des campagnes »

Déterminés, les paysans qui tiennent le barrage de Crepaja ne comptent pas se satisfaire de l'augmentation de 12,5 % du kilo de blé, accordée, mercredi, par le gouvernement pour désamorcer le mouvement. « La Voïvodine a connu la faim, pendant et après la guerre. Cette fois-ci nous ne nous laisserons pas faire. » Les paysans de la Voïvodine reprochent au gouvernement la disparité des prix entre les produits

GRANDE-P

Dernière condamnation

« Vous serez pendu par le cou jusqu'à ce que mort s'ensuive » : cette phrase a probablement été prononcée pour la dernière fois, vendredi 10 juillet, dans la petite île de Man, au milieu de la mer d'Irlande. Mais Anthony Taare, le jeune meurtrier de vingt-deux ans qui était jugé ce jour-là, a toutes les chances de voir sa peine commuée en emprisonne-

RETAGNE

mort dans l'île de Man

ment à vie par le Home Office de Londres. Dernier bastion de la peine de mort dans l'archipel britannique, Man devrait rentrer dans le rang d'ici à la fin de l'année ; d'ailleurs, la dernière exécution dans l'île remonte à 1872. L'île de Man dépend de la couronne britannique, mais possède un large statut d'autonomie. — (Reuter, UPI.)

Ces mesures, visant à atténuer les effets de l'embargo des Nations unies, imposé le 30 mai à la Serbie et au Monténégro, marquent, pour les agriculteurs de la Voïvodine, un durcissement d'une « politique agricole discriminatoire » menée depuis plusieurs

BOSNIE-HERZÉGOVINE
Selon l'ONU un accord est imminent à Sarajevo
sur l'ouverture des « couloirs humanitaires »

Au moins sept personnes ont été tuées et une vingtaine blessées, vendredi 10 juillet, à Sarajevo, lorsque des forces serbes ont lancé une nouvelle attaque contre le quartier de Dobrinja, proche de l'aéroport de la capitale bosniaque. Par ailleurs, un soldat canadien de la Force de protection des Nations unies (FORPNU) a été amputé du pied après avoir marché sur une mine, et plusieurs autres «casques bleus» ont été blessés par une explosion dans une ancienne caserne de l'armée yougoslave au sud-ouest de la ville.

solution politique » a insisté, vendredi à Genève. M^{me} Sadaako Ogata, haut-commissaire des Nations unies pour les réfugiés.

A son retour d'un voyage dans l'ex-Yougoslavie, au cours duquel elle s'est notamment rendue à Sarajevo, elle a demandé la convocation d'une conférence humanitaire internationale, insistant sur le fait que, « dans toute l'ancienne Yougoslavie, il y a plusieurs Sarajevo où des milliers de personnes sont coincées depuis des mois dans leurs villages, sans nourriture ni médicaments ». - (AFP, Reuter, IPR).

Ces derniers combats sont intervenus alors que se poursuivaient les négociations entre la FOPRONU et les belligérants pour la mise en place de couloirs humanitaires destinés à acheminer l'aide internationale de l'aéroport au centre-ville. Le commandant du contingent canadien de l'ONU, le colonel Michel Jones, qui a entamé ces entretiens en début de semaine, a estimé qu'un accord pourrait intervenir samedi. Depuis le début du pont aérien humanitaire vers Sarajevo, près de 1 000 tonnes de secours sont parvenues à l'aéroport.

□ **TURQUIE** : interdiction du Parti socialiste - La cour constitutionnelle d'Ankara a décidé, vendredi 10 juillet, d'interdire le Parti socialiste turc pour « activités contre l'indivisibilité du territoire », rapporte l'agence turque semi-officielle Anatolie. Ce parti n'avait pas pu obtenir, aux élections législatives d'octobre dernier, les 7 % de voix nécessaires pour être représenté au Parlement. (AFP).

Toutefois, « l'aide humanitaire ne saurait être un substitut à une

EUROPE

ESPAGNE : en échange de l'ouverture de négociations

L'ETA propose au gouvernement une trêve de deux mois

A deux semaines de la cérémonie d'inauguration des Jeux olympiques de Barcelone, le 25 juillet, l'organisation indépendantiste ETA a proposé au gouvernement espagnol, vendredi 10 juillet, une trêve de deux mois en échange de l'ouverture de négociations politiques dans un pays neutre.

MADRID

de notre correspondant

En dépit de la proposition de trêve, faite pour tenter de trouver une solution au conflit, le communiqué diffusé par le mouvement nationaliste basque annonce qu'il est évident que l'ETA maintient et multipliera ses actions sous les feux de la lutte. Le pouvoir socialiste n'a pas réagi officiellement à cette annonce de trêve que, pourtant, il cherchait à

obtenir. Au ministère de l'intérieur, un porte-parole s'est contenté d'indiquer qu'il fallait que l'ETA renonce sans conditions à la violence.

Un nouveau «chantage»

Cette trêve assortie de conditions ne peut donc publiquement être acceptée par le pouvoir, même si elle peut apparaître comme une ouverture. Le chef du gouvernement, M. Felipe Gonzalez, avait encore répété, le 17 juin, qu'il «n'a pas eu et n'a pas l'intention de négocier», qu'il n'est pas question de «donner un quelconque avantage aux violents». Même au prix de la tranquillité des Jeux olympiques, l'offre est donc nettement insuffisante aux yeux des autorités.

L'annonce de l'ETA intervient cependant à un moment judicieusement choisi. En mettant, pratiquement, le pouvoir en demeure de choisir entre la négociation et la continuation de la violence, le mouvement terroriste prend l'opinion publique à témoin et essaie de faire croire que si les attentats se poursuivent, c'est, tout simplement, parce que les responsables politiques du pays refusent le dialogue. Cette invitation à une paix civile de deux mois en échange de pourparlers est aussi une ultime tentative pour tenter d'exploiter la présumée vulnérabilité du pouvoir, confronté en cette année 1992 à une série d'événements internationaux qui le placent plus directement à la merci des terroristes.

Mais, après les coups reçus en Espagne - et plus encore en France (lire ci-dessous) - le mouvement nationaliste est considérablement diminué. Sa capacité d'action a été largement entamée par le démantè-

lement de sa direction et les multiples arrestations opérées au sein de ses commandos d'action. A l'heure actuelle, selon les propos de M. Corcuera, il n'existe plus guère que deux structures capables de commettre des attentats. La plus organisée se trouve dans la région de Madrid, comme en témoignent les récentes actions.

La proposition de trêve est considérée dans les milieux politiques comme un nouveau «chantage», qui permet à l'ETA de reprendre l'initiative. Cette trêve est la deuxième dans l'histoire de ce conflit. La première avait été offerte, au début de janvier 1989, alors que débataient les conversations d'Alger entre le gouvernement et l'organisation basque. La suspension de la lutte armée s'était prolongée jusqu'au début du printemps de cette année-là, quelques jours après la rupture du dialogue qui, depuis, n'a jamais repris, même s'il y eut des contacts officieux.

MICHEL BOLE-RICHARD

POLOGNE : mettant fin à une crise de plusieurs mois

La Diète a approuvé la désignation de M^{me} Suchocka au poste de premier ministre

La Diète polonaise a approuvé vendredi 10 juillet, par 233 voix contre 61 et 113 abstentions, la désignation de M^{me} Hanna Suchocka comme premier ministre. Celle-ci dirigera un gouvernement de large coalition, regroupant des personnalités de plusieurs partis issus de Solidarité aux positions parfois opposées. Le Parlement devait se prononcer samedi sur la composition du gouvernement.

Après des mois de chaos politique, les députés polonais se sont rassemblés et ont donné à leur pays, vendredi 10 juillet, une chance de sortir de la crise en approuvant le choix de M^{me} Hanna Suchocka comme premier ministre. M^{me} Suchocka, cinquième chef de gouvernement de la Pologne post-communiste, s'est engagée devant la Diète à mettre un terme aux querelles de partis qui paralysent le Parlement polonais, où vingt-neuf formations sont représentées depuis les élections d'octobre 1991. «Je veux dire clairement qu'au long des temps que durera ma mission, les querelles idéologiques ne devront pas affecter le gouvernement», a déclaré cette juriste de quarante-six ans, qui a déjà la réputation d'une femme volontaire, douée d'une impressionnante capacité de travail. Le nouveau cabinet, a-t-elle précisé, «ne sera pas un gouvernement d'affrontement mais de coopération avec le Parlement et la présidence de la République».

Compte tenu de l'expérience tumultueuse des précédents gouvernements, les relations du président Walesa avec la nouvelle équipe constituent évidemment un point d'interrogation. M. Walesa a en tout cas voulu se montrer positif en exprimant l'espoir, dans une lettre à la Diète, que M^{me} Suchocka puisse former «un gouvernement efficace et stable, jouissant du ferme soutien d'une majorité des membres du Parlement. Je ferai tout, pour que ce gouvernement fonctionne bien», a-t-il ajouté.

Les titulaires des portefeuilles

qui lui importent le plus (défense, intérieur, affaires étrangères) sont attribués à des hommes avec lesquels il s'entend (MM. Onyszkiewicz, Mieczanowski, Skubiszewski). L'ancien premier ministre, M. Tadeusz Mazowiecki, chef de l'Union démocratique, le parti de M^{me} Suchocka, a rendu hommage aux qualités humaines du nouveau chef du gouvernement, qui lui ont permis de se poser en «candidat du compromis» devant un Parlement divisé.

La tâche n'en sera pas moins rude pour M^{me} Suchocka, qui réunit dans son équipe des gens aux positions parfois opposées. Ainsi, le vice-premier ministre chargé de l'économie, M. Henryk Goryszewski, l'un des dirigeants de la très conservatrice Union chrétienne-nationale (ZChN), qui n'a jamais caché sa méfiance à l'égard du capital étranger, va devoir cohabiter avec d'ardents libéraux comme l'ancien premier ministre Jan Krzysztof Bielecki et le ministre des privatisations Janusz Lewandowski, ou des progressistes comme Jacek Kuron, ministre du travail.

Mais pour l'essentiel, la composition de l'équipe de M^{me} Suchocka traduit un retour aux priorités économiques et démocratiques - des premiers gouvernements post-communistes : M^{me} Suchocka a déclaré vendredi qu'elle voulait poursuivre la politique de stabilisation de l'économie et de lutte contre l'inflation et accélérer les privatisations ; dans une allusion au problème de l'éducation, elle a également demandé que le ministère de l'intérieur soit au service de l'Etat et non pas des partis politiques.

M^{me} Suchocka est aussi la première femme premier ministre en Pologne, ce qui ne veut pas dire que les problèmes des femmes constitueront nécessairement sa priorité : sans figurer parmi les plus extrémistes puisqu'elle est opposée à la pénalisation de l'IVG, elle est cependant ouvertement hostile à l'avortement.

S. K.

ITALIE : déstabilisé par les scandales

Le conseil municipal de Milan tente d'éviter de nouvelles élections

Le conseil municipal de Milan a élu, jeudi 9 juillet, une nouvelle équipe conduite par le maire socialiste démissionnaire, M. Piero Borghini. La précédente équipe avait été obligée de se démettre le 11 mai, à la suite de multiples arrestations d'adjoints au maire et de conseillers municipaux, dans le cadre des enquêtes sur les affaires de pots-de-vin qui secouent la ville.

Cette nouvelle équipe est largement ouverte à des techniciens. Les cinq partis qui constituent la ma-

jorité municipale ont voulu éviter de nouvelles élections, qui auraient permis à la Ligue lombarde (populiste), désormais deuxième force politique milanaise, de gagner encore du terrain.

Par ailleurs, les députés italiens se sont prononcés jeudi, à une large majorité, pour la levée de l'immunité parlementaire de cinq de leurs collègues soupçonnés d'avoir trépané dans ces affaires de corruption. - (AFP)

Enlevé en Sardaigne

Le petit Farouk Kassam a été libéré

Enlevé en Sardaigne le 15 janvier dernier, le petit Farouk Kassam a été libéré, dans la nuit du vendredi 10 au samedi 11 juillet, après cent soixante-dix-sept jours de cauchemar, a annoncé samedi le chef de la police italienne. Les ravisseurs avaient apparemment mal choisi leur proie : Farouk Kassam, le père de l'enfant, gérant d'un hôtel à Porto-Cervo, sur la côte sarde, n'a aucun lien de parenté avec l'Aga Khan - qui possède de nombreux biens en Sardaigne - contrairement à ce qui avait été dit au moment de l'enlèvement.

Le drame vécu par Farouk était devenu une affaire nationale, et les

appels condamnant la «loi du silence» qui protège les malfaiteurs s'étaient multipliés : le pape lui-même était intervenu. Vendredi, les télévisions ont programmé des émissions spéciales pour suivre l'événement. Mais les circonstances de la libération de Farouk restent obscures : les autorités parlent d'une «brillante opération conjointe de la police et des carabinieri», tandis que les médias évoquent une rançon de 2 milliards de lires, voire le rôle d'un bandit sardo repent, Graziano Mesina, qui serait allé seul chercher l'enfant dans les montagnes du centre de l'It. - (AFP, AP)

L'ASTRADUL

Association des Traducteurs
Diplômés de l'Université de Londres
Vous propose une équipe de traducteurs
FRANÇAIS et ANGLAIS
Tél. : 45-58-65-13 - 45-55-92-94 - 47-07-77-13
B.P. 225.07 - 75327 Paris Cedex 07
Siège social : Institut britannique de Paris

Une conséquence de la coopération policière entre Paris et Madrid

MADRID

de notre correspondant

L'offre de trêve de l'ETA est, en partie, une conséquence de l'étroite collaboration entre les polices française et espagnole qui, depuis quelques mois, a permis de porter des coups sévères à l'organisation indépendantiste.

Après des années au cours desquelles la presse espagnole reprochait aux autorités françaises leur laxisme dans la lutte contre le terrorisme basque, c'est un climat de satisfaction qui règne désormais à Madrid. Si besoin était, M. François Mitterrand, lors de sa visite à l'Exposition universelle de Séville, le 6 mai, avait glorifié cette «entente cordiale» en affirmant que «les relations avec l'Espagne sont les plus harmonieuses de l'Histoire des deux pays» et en exprimant le souhait que «tous les terroristes soient arrêtés».

De fait, jamais par le passé la police française n'avait frappé aussi fort et pendant aussi longtemps. Il est indéniable que les arrestations auxquelles elle a procédé ont considérablement entravé la capacité d'action des poseurs de bombes.

Ignacio Aracama, dit «Macario», ancien membre du commando Madrid, aujourd'hui exilé en République dominicaine, a reconnu que «les conditions pour développer la lutte armée sont chaque jour plus difficiles». Dans un document - dont a fait état le quotidien *El País*, ce chef «historique» se demandait si «l'opération de Bidart, l'extradition de Txiki et d'autres séries d'événements qui sont en cours ne sont pas une

indication que nous nous trouvons dans une phase finale».

Les coupes claires ainsi opérées dans les rangs de l'organisation en France, et surtout les documents récupérés, ont permis d'apprendre que, contrairement à la version officielle, des contacts ont bien eu lieu entre les autorités et le mouvement indépendantiste. Le quotidien *ABC* avait révélé que M. Rafael Vera, secrétaire d'Etat à la sécurité, et Antonio Etxebarria - autre dirigeant exilé en République dominicaine - avaient eu des relations, en janvier dernier, pour mettre au point une trêve, et que M. Luis Roldan, directeur général de la Guardia Civil, avait proposé, en août dernier, au téléphone, un marché à un responsable de Herri Batasuna, la coalition considérée comme l'alle légale de l'ETA au Pays basque.

Stratégie de la division

M. Vera a répondu qu'il s'agissait seulement de «prendre la température de l'ennemi» et que ce n'était en rien «des négociations». A travers cette affaire, qui a embarrassé quelque peu le pouvoir, on constate que le gouvernement de M. Gonzalez tente de jouer sur les deux tableaux, même s'il s'agit seulement de liens officieux répondant à une stratégie de la division. Depuis la rupture des négociations d'Alger, en avril 1989, il y a eu, en effet, sept contacts ou tentatives de contacts avec l'organisation indépendantiste.

D'un côté, le régime frappe, et de l'autre, il tente d'arnaque pour

garantir la paix civile au cours de cette année chargée d'événements. Tel est également le sens de la négociation entreprise depuis le 5 juin entre Herri Batasuna et le PNV (Parti national basque), la principale formation politique de cette région, afin de trouver une issue à la violence. Pour le régime, il s'agit d'une tentative de dialogue qu'il faut «respecter», selon le terme utilisé par M. José Luis Corcuera, le ministre de l'intérieur.

Le PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol) a, en effet, tout intérêt à favoriser ces conversations, dans lesquelles il ne se compromet pas officiellement, afin non seulement de tester le stade de réflexion politique où en est arrivé Herri Batasuna, mais également les possibilités d'ouverture et l'état des forces de l'adversaire. L'ETA, de son côté, est favorable à ces pourparlers. Dans un communiqué diffusé début juin par le journal *Egin*, le mouvement indépendantiste, sur un ton beaucoup plus modéré que d'habitude, avait exprimé sa satisfaction de voir des entretiens s'entamer, tout en souhaitant «qu'ils puissent favoriser la sortie négociée du conflit».

Le dernier attentat, ayant fait des blessés - il a été commis à proximité d'un supermarché, à Madrid, le 9 juin, - a néanmoins posé la question de l'opportunité des conversations entre le PNV et Herri Batasuna. Le président du gouvernement basque, M. José Antonio Aznar, s'est attiré une belle volée de bois vert en disant que, si l'explosion de la voiture piégée avait fait des morts, il aurait fallu immédiatement suspen-

dre les pourparlers : comme si leur poursuite dépendait de la plus ou moins grande «réussite» des terroristes.

Peu après Txema Montero, l'ancien parlementaire européen membre de Herri Batasuna, a été expulsé de son parti pour avoir estimé que le statut d'autonomie du Pays basque et de Navarre était suffisant pour travailler à l'indépendance réelle d'Euzkadi (le Pays basque). Ce qui revenait à remettre en question la lutte armée, moyen de combat toujours privilégié par les indépendantistes. Cette éviction comme le fait que Herri Batasuna se refuse toujours à condamner les attentats illustrent les limites du dialogue engagé jusqu'à maintenant. D'ailleurs, M. Gonzalez avait affirmé qu'il n'avait pas «beaucoup d'espoir» que les pourparlers «portent des fruits».

M. B.-R.

Dix-huit Basques condamnés à Paris. - José Zabala Elorriaga, dit Waldo, Jesus Arcauz Arana et Miguel Zarrabe Elcorroite ont été condamnés, vendredi 10 juillet, à huit ans d'emprisonnement par la 17^e chambre correctionnelle de Paris. Ces trois militants présumés de l'ETA étaient poursuivis pour association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste. Quinze autres membres ou sympathisants présumés de l'organisation séparatiste basque ont été condamnés à des peines plus légères. Enfin, le tribunal a prononcé quatre relaxes.

(Publicité)

PUBLICATION JUDICIAIRE

CONTREFAÇON DES MARQUES DE LA SOCIÉTÉ LOUIS VUITTON

Par arrêt du 21 août 1991, la Cour d'Appel de Montpellier :

juge que la preuve est apportée que M. Charles Barberan a fait commerce d'articles de fabrication imitée Louis Vuitton et a occasionné un préjudice à cette société en lui livrant une concurrence déloyale, en portant atteinte à sa marque et en la privant d'une partie de son marché...

... Condamne Charles Barberan à payer la somme de 100.000 F à titre de dommages-intérêts.

Lui interdit d'user de la marque Louis Vuitton, à quelque titre que ce soit, sous astreinte définitive de 1.000 F par infraction.

Ordonne la confiscation et la remise à la société Louis Vuitton de la totalité des marchandises contrefaites.

Ordonne aux frais de Charles Barberan le coût des publications judiciaires.

Pour extraits

FINS D'EMPIRES



Le Monde

1501 60 44 01

150

DIPLOMATIE

La fin du Sommet d'Helsinki

Accord sur la limitation des effectifs militaires en Europe

Vingt-neuf pays appartenant à la CSCE ont signé, vendredi 10 juillet à Helsinki, un accord sur la limitation des effectifs des forces armées terrestres et aériennes en Europe, qui met un point final aux négociations de désarmement conventionnel (CFE) limitées aux membres des deux alliances.

L'accord complète le traité signé à Paris en novembre 1990, qui portait sur la réduction des armements conventionnels en Europe, dans une zone allant de l'Atlantique à l'Oural.

Les vingt-neuf pays (les seize pays de l'OTAN, les cinq membres est-européens de l'ex-pacte de Varsovie et les États issus de l'ex-URSS situés dans la zone d'application du traité : Russie, Ukraine, Biélorussie, Géorgie, Arménie, Azerbaïdjan, Moldavie, Kazakhstan) ont également adopté un texte qui permet l'entrée en vigueur provisoire du traité CFE, en attendant sa ratification par la Biélorussie en octobre.

Les signataires de l'accord sur les

effectifs ont annoncé les plafonds qu'ils s'engagent à respecter. Ces limites n'ont pas fait l'objet de négociations, mais elles sont obligatoires et ne peuvent être modifiées que par consensus des signataires.

Les plafonds sont de 343 000 hommes pour l'Allemagne, 325 000 pour la France et 260 000 pour la Grande-Bretagne. Les États-Unis se sont fixés un plafond de 250 000 hommes, nettement supérieur aux effectifs qu'ils auront en Europe dans les prochaines années. Le plafond pour la Russie est de 1 450 000 hommes et pour l'Ukraine de 450 000.

Cet accord conclut la dernière négociation de désarmement en Europe, limitée aux membres de l'OTAN et de l'ex-pacte de Varsovie, avant que ne s'établisse, comme le prévoit le document final du sommet d'Helsinki, un nouveau cadre de négociations regroupant les cinquante-deux États de la CSCE. (AFP.)

A TRAVERS LE MONDE

BULGARIE

M. Loukanov ancien premier ministre a été arrêté

M. Andreï Loukanov, le dernier chef de gouvernement communiste de Bulgarie, a été arrêté, jeudi 9 juillet, et placé sous mandat de dépôt pour abus de biens publics et détournement de fonds, a annoncé l'agence de presse bulgare BTA. M. Loukanov, qui avait contribué au renversement du dictateur Todor Jivkov lors de la révolution de palais de novembre 1989, est accusé d'avoir octroyé des prêts importants et d'impossibles à rembourser à des pays socialistes du tiers-monde, et d'avoir aggravé l'énorme dette extérieure du pays. Ministre du Commerce extérieur pendant plusieurs années, M. Loukanov, cinquante-trois ans, faisait partie du petit groupe de communistes réformateurs bulgares.

TCHÉCOSLOVAQUIE

Le gouvernement fédéral a présenté son programme pour la partition

Le nouveau gouvernement fédéral tchécoslovaque, dirigé par M. Jan Straský, a présenté, vendredi 10 juillet, au Parlement son projet de déclaration de politique générale pour les trois mois à venir. Ce texte fait de la partition de la fédération en deux États indépendants la tâche primordiale du nouveau cabinet. Les modalités de la scission devront être négociées par les parlements tchèque et slovaque d'ici la fin septembre, précise le texte. En matière fiscale, le gouvernement s'en tiendra au budget d'austérité adopté l'an dernier, mais laissera à partir de l'an

prochain aux gouvernements des Républiques tchèque et slovaque le soin d'établir leurs propres budgets. Il délèguera certaines de ses fonctions aux gouvernements régionaux d'ici la fin de septembre et ne conservera que les finances, la politique étrangère, la défense, les transports et communications, l'économie et l'environnement. (Reuters.)

TOGO

Attentat à la grenade contre le Parlement

Trois grenades ont explosé, vendredi 10 juillet, à Lomé, dans l'enceinte du Parlement, où devaient se réunir, deux heures plus tard, les membres du gouvernement et de l'assemblée de transition. Cette réunion devait être présidée par le ministre du docteur Marc Ategebe, président de l'Union togolaise pour la réconciliation (UTR) et membre du Haut Conseil de la République (HCR, assemblée législative provisoire), qui avait été tué, le 5 mai, lors de l'embuscade tendue à M. Ghislain Olympio, l'un des principaux opposants au chef de l'État, le général Gnassingbé Eyadéma.

Cet attentat a eu lieu le lendemain de la publication du rapport d'une commission d'enquête de la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH), attribuant à des éléments de l'armée nationale la responsabilité de l'attaque contre M. Olympio le 5 mai. Les obsèques du docteur Ategebe se sont déroulées sans incident, en présence du premier ministre, M. Joseph Kokou Koffigoh, et du président du HCR, Mgr Philippe Kpodzo, archevêque de Lomé, qui a dénoncé ceux qui, par la violence, souhaitent « briser les forces démocratiques en les frappant au cœur ». (AFP.)

FINIS D'EMPIRES

sous la direction de Jean-Pierre RIOUX



Dans le Monde, pendant tout l'été, une série d'histoires retracant sur quarante-trois siècles les avatars de l'empire. De la Perse à Rome, de Byzance à Venise ou à Moscou, une rétrospective des vicissitudes, des échecs et des succès qui ont fait et défont l'empire.

Fins d'empires, un grand feuilleton à lire cet été.

Le Monde
CHAQUE JOUR, A PARTIR DU LUNDI 20 JUILLET 1992
(numéro daté mardi 21)

AFRIQUE

TUNISIE : double procès des islamistes

Les membres des « commandos du sacrifice » sont jugés à leur tour

TUNIS

de nos envoyés spéciaux

Le procès des 108 islamistes membres des « commandos du sacrifice » s'est ouvert, vendredi 10 juillet, devant l'une des chambres du tribunal militaire de Tunis, tandis que celui des 171 fidèles du mouvement clandestin Ennahdha, plus directement impliqués que les précédents dans un « complot », se poursuivait devant une autre chambre du même tribunal.

Bien avant la planification du « complot » proprement dit, les « commandos du sacrifice » avaient voulu se débarrasser de la tutelle politique d'Ennahdha pour s'enga-

ger, sans plus attendre, sur la voie de « la violence révolutionnaire insurrectionnelle ». Entraînés par un ingénieur, M. Habib Lassoud, ces groupes, qui sont passibles de la peine de mort, étaient notamment composés de militaires, de policiers et de douaniers. Sitôt ouvert, leur procès a été renvoyé au 27 juillet, pour permettre à plusieurs avocats de défendre leurs clients impliqués dans la première affaire.

Ce renvoi donne à penser que le procès du véritable « complot », ouvert jeudi, pourrait s'achever au plus tard le 24 juillet, à la veille de l'anniversaire de la proclamation de la République. Déjà, une

dizaine d'accusés compromis directement dans la tentative d'assassinat du président Ben Ali ont été interrogés tout au long de la journée de vendredi. Sans se démarquer explicitement d'Ennahdha - ou même en s'en réclamant - tous ont nié les faits retenus contre eux. Mis en contradiction avec leurs aveux enregistrés sur bandes vidéo et diffusés dans la salle d'audience, ils ont soutenu que ceux-ci leur avaient été extorqués, affirmant avoir été torturés et menacés de l'être encore.

Le pouvoir semble décidé à mener les choses avec célérité, à se débarrasser d'une affaire « dont la Tunisie de l'ère nouvelle se serait

bien passée ». D'autant plus volontiers que ces deux procès n'ont pas le caractère de droit commun que l'on veut leur attribuer en haut lieu.

J. de B. et M. D.

o Solidarité des « frères » algériens. - Dans un communiqué affiché, vendredi 10 juillet, autour des mosquées intégristes d'Alger, le Front islamique du salut (FIS) algérien a dénoncé le procès de ses « frères » tunisiens, affirmant qu'il s'agit d'une « boucherie organisée par le général Ben Ali contre les meilleurs fils de la Tunisie ». (AFP.)

LOIN DES CAPITALES

Timimoun : une oasis d'espoir en plein désert

TIMIMOUN (Algérie)

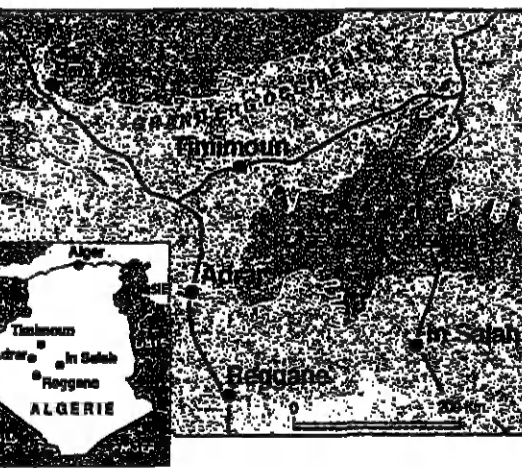
de notre envoyé spécial

A première vue, il paraît impossible de découvrir la moindre trace de la main de l'homme dans le désert des déserts. Voilà déjà un long moment que l'aviation survole l'immense Sahara. Néant magnifique et varié, mais à l'évidence des plus « hostiles », selon la formule de ces explorateurs d'un autre siècle, si l'on ose s'y risquer. Pourtant, alors que l'appareil se rapproche du sol absolument aride, de curieuses taupinières attirent le regard. Si strictement alignées qu'elles ne peuvent que révéler une intervention humaine.

Par dizaines, ces alignements convergent vers de miraculeuses tâches vertes qui, soudain, semblent jaillir du jaune environnant : les palmeraies de Timimoun. Jusqu'à Reggane (à 1 500 kilomètres d'Alger), en passant par Adrar, tout au long du rebord occidental du plateau du Tademaït, c'est un chapelet d'oasis qui balisent ainsi - et ont fait naître - la multitude de ces taupinières. Distants seulement de quelques mètres, les monticules cachent des puits ; ils ont permis de creuser et servent à entretenir des galeries qui, parfois, sont des kilomètres, dont l'objectif est de ramener à la surface les eaux souterraines.

Travail séculaire de titans ingénieurs, c'est le réseau des foggaras. La « merveilleuse spécialité de cette région », souligne l'enthousiaste wali (préfet) d'Adrar, M. Mohamed El Andaloussi. Il est chargé d'administrer un territoire presque aussi vaste que la France, mais il n'est pas son unique motif de satisfaction. Cet homme du Nord est un fonctionnaire heureux d'avoir été envoyé dans le Grand Sud algérien, qui a souvent été un lieu d'exil et l'est encore. Non loin de Timimoun et de Reggane ont été récemment internés des centaines de « fous de Dieu », ou soupçonnés de l'être, condamnés à l'enfer saharien par la répression du mouvement islamiste.

Loïn du « stress algériens » et de la plupart des « graves problèmes », que connaît aujourd'hui le pays, et que l'on vit si mal au Nord, M. El Andaloussi goûte la « paix » du désert et vient fort tous les « avantages » du Sahara, ainsi que ses « promesses ». Lieu de paradoxes, le Sahara est riche. En pétrole et en gaz (on vient d'en découvrir près de Reggane), on le sait depuis des décennies. Mais riche en eau, on le sait moins. Il ne s'agit pas seulement des nappes qui alimentent depuis toujours les palmeraies des oasis, mais encore, plus profond, d'énormes cornes fossiles qui, au cours de l'ère quaternaire, l'ancien premier ministre, pourraient permettre d'irriguer toute l'Algérie. Et les Algériens de parler de « 60 000 milliards de mètres cubes » dormant sous les sables, depuis l'aube de la planète. Avec, sans doute, quelque excès d'optimisme. Mais, par les temps qui courent à Alger, les raisons d'espérer sont bien rares.



ment très organisée, soudée et économe - témoin la séculaire « reglette » de la foggara -, où tout est conçu avec soin, de génération en génération.

Pour M. El Andaloussi, le Sahara est également riche de ses hommes. Il ne tarit pas sur les mérites de la population de cette région du Touat (appellation signifiant « sources » en langue locale), les Zénètes, des Berbères noirs de peau, qui, avant d'embrasser l'islam à l'arrivée des Arabes, avaient probablement été convertis au judaïsme.

« Ce sont des gens de grande tradition et de haute valeur morale », affirme-t-il, admiratif. Son ami le procureur d'Adrar, homme du Nord comme lui, vient appuyer ses dires en

confiant qu'il n'a eu à connaître que d'un seul « crime de sang » en neuf ans de poste. « Comment voulez-vous qu'on ne reste pas ici si longtemps ? », s'exclame ce magistrat souriant, peu envieux des mutations et promotions plus fréquentes de ses collègues du Nord. Le wali ne manque pas non plus de louer la religiosité des Zénètes : « Placés sur la route des caravanes reliant les villes du Maghreb et Tombouctou, ils ont toujours été au centre du commerce et des échanges culturels entre l'Afrique du Nord et l'Afrique noire. Depuis longtemps, le rayonnement de leurs écoles coraniques et de leurs mabouras s'est étendu à tout le continent, voire au-delà. » Le wali explique alors que les « barbus » islamistes venus du Nord n'ont guère eu de prise sur la région : « Ils ne pouvaient pas donner ici de leçons en matière de religion. Et puis la société locale est si solidement structurée que leur discours politique est resté sans effet. Il n'y a pas de crise d'identité dans ces parages. »

Enfin, comme d'autres fonctionnaires venus d'ailleurs, M. El Andaloussi n'hésite pas à faire valoir que les gens du Touat sont « très travailleurs », laissant de cette façon entendre que les gens du Nord le seraient nettement moins... La preuve ? Leur adaptation à l'agriculture « de l'an 2000 », expérimentée ces dernières années, à l'instigation du gouvernement, à proximité de leurs palmeraies mais en plein désert, autour de forages modernes tirant des profondeurs une eau hors d'attente des foggaras. Formant des « coopératives de fellahs », ils ont commencé à suivre l'exemple de quelques pionniers descendus du Nord pour faire de la culture céréalière et du maraîchage à une tout autre échelle que celle des minuscules jardins sous les palmiers. Toutefois, avisés et prudents, quel que soit leur « génie » ancestral, ils n'ont vraisemblablement pas de siôt se lancer, à l'instar d'un audacieux, dans l'élevage de vaches laitières françaises, sur le sable et par 50 degrés à l'ombre...

En tournée dans le Touat pour en montrer tout le « potentiel », à son homologue français, M. Louis Mer-maz, et inciter celui-ci à l'aider, M. Mohamed Mesli, ministre de l'Agriculture dans le gouvernement sortant, nous a dit à quel point Alger attachait d'importance à ce développement, autant qu'au Nord de tels projets sont actuellement impossibles. Car, dans l'Algérie septentrionale fertile, l'agriculture est nettement paralysée par d'interminables litiges fonciers, conséquence de la récente décolonisation des terres.

Paradoxalement, dans cette Algérie qui, au plan économique, social et politique, subit une très inquiétante « traversée du désert », se cherchant un nouvel avenir, il faut aller loin, en plein cœur du Sahara, pour trouver à coup sûr de réels espoirs.

FRANCIS CORNU

EN BREF

CHINE : Pékin affirme ne jamais avoir détenu de prisonniers de guerre américains. - Répondant à la publication récente d'une liste de militaires américains disparus pendant la guerre de Corée, un porte-parole du ministère chinois des affaires étrangères a démenti, vendredi 10 juillet, que son pays les ait détenus sur son territoire. « Après enquête, a-t-il déclaré, la partie chinoise a informé la partie américaine qu'elle n'avait reçu aucune personne citée dans cette liste de la part de l'ex-URSS (...). Aucun des prisonniers de guerre sous contrôle chinois (en Corée) n'a été transféré en Chine ou dans un pays tiers (...). Il n'y a aucun prisonnier de guerre américain en Chine. » (UPI.)

TIMOR-ORIENTAL : condamnation d'un dissident par un tribunal indonésien. - Un tribunal indonésien a condamné un

correspondant de presse timorais, M. Carlos dos Santos Lemos, à huit ans de prison pour avoir organisé des réunions clandestines dans le but de préparer des manifestations anti-indonésiennes et pour avoir envoyé à l'étranger des informations sur le massacre de civils par l'armée indonésienne à Dili en novembre dernier. Il était le dernier d'un groupe de huit dissidents à passer en justice. (UPI.)

CAMBODGE : un troisième

héliport de l'ONU touché par des tirs. - Un hélicoptère des Nations unies a été atteint par des tirs, jeudi 9 juillet, alors qu'il survolait une zone proche de la base khmère rouge de Pailin, dans l'ouest du pays, a annoncé un porte-parole de l'Autorité provisoire de l'ONU (APRONUC) à Phnom-Penh. Il s'agit du troisième incident de ce type. « Une lettre a été envoyée à l'officier de liaison

(khmer rouge) à Pailin, demandant que les troupes dans la région de Sok-San évitent de se livrer à de tels actes », a-t-il ajouté. L'APRONUC a commandé mille gilets pare-balles pour protéger ses « escouades bleues ». (UPI.)

SRI-LANKA : plus de 250 morts lors d'affrontements entre l'armée et les Tamouls. - Quarante-six soldats ont été tués, samedi 11 juillet, par les séparatistes des Tigres de libération de l'Eelam tamoul lors de l'attaque du petit camp militaire de Kattapotha, dans le nord de l'île. Vendredi, onze membres des forces armées avaient péri dans une embuscade dans le district de Trincomalee ; les assaillants ont également subi des pertes. Deux militaires gouvernementaux ont par ailleurs été tués près de la base aérienne de Palali, dans la péninsule septentrionale de Jaffna. Jeudi, dix-huit soldats et deux

cents Tigres avaient trouvé la mort dans cette péninsule lors de la prise par l'armée de la localité de Iyakachchi, selon un porte-parole militaire. (AFP, Reuters.)

KENYA : reprise de l'aide économique française. - Paris a décidé de reprendre son aide économique au Kenya, celle-ci ne devant pas être inférieure à 500 millions de shillings kenyans (90 millions de francs) pour 1992, a précisé, vendredi 10 juillet, à Nairobi, l'ambassadeur de France, M. Michel de Bonnacore. L'aide française, comme celle des autres donateurs étrangers, avait été gelée en novembre, dans l'espoir de contraindre le régime à des réformes démocratiques. « La France salue les changements politiques qui ont eu lieu ces derniers mois », a expliqué l'ambassadeur. (AFP.)

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : ancien dictateur du Panama

Le général Noriega condamné à 40 ans de prison pour trafic de drogue

Reconnu coupable en avril dernier d'avoir trempé dans le trafic de la cocaïne entre la Colombie et les États-Unis via Panama, le général Manuel Noriega a été condamné, vendredi 10 juillet, à une peine de quarante années de prison par un juge fédéral américain de Miami (Floride). L'ancien homme fort du Panama, qui est âgé de cinquante-quatre ans et qui était passible de cent vingt années de réclusion, est le premier chef d'État capturé dans son pays, avant d'être jugé aux États-Unis. Il s'agit aussi d'une première dans les annales internationales. Les avocats du général, qui y voient un procès politique, ont immédiatement décidé de faire appel.

Les automobilistes de Panama ont immédiatement accueilli par un concert de klaxons l'annonce de la condamnation de leur ancien dictateur, le général Manuel Noriega. Le président Guillermo Endara a, pour sa part, estimé que cette sentence « mettait fin à un chapitre douloureux de notre histoire », ajoutant que « Noriega ne paiera jamais pour tout le sang versé à Panama ». Si la démocratie a pu être rétablie dans l'isthme après la spectaculaire et sanglante opération « Juste cause » lancée en décembre 1989 par les États-Unis du président George Bush, le trafic de drogue n'a pas diminué pour autant. Il a même doublé, selon la Drug Enforcement Administration (Agence américaine chargée de la lutte contre le trafic des stupéfiants), bien que les saisies de cocaïne effectuées au Panama aient quintuplé l'an dernier par rapport à 1989.

A Washington, le président Bush a estimé que ce « châtiment mérité » infligé à « un grand criminel » montrait que les trafiquants de drogue, « si puissants, si riches ou si bien armés qu'ils puissent être, n'étaient pas au-dessus de la loi ». Quelle loi au juste ? et de quel pays ? ne manque-

ront pas de lui rétorquer les avocats du général Noriega, qui ont fait appel, et les parlementaires américains qui n'ont pas ménagé leurs critiques sur le fonctionnement de la justice dans toute cette affaire.

La sous-commission judiciaire de la Chambre des représentants n'a cessé d'estimer que les autorités fédérales avaient abusivement accordé des faveurs (réductions de peines, promesses d'immunité pour l'avenir, paiements en espèces...) à des trafiquants condamnés pour des crimes « liés à la justice », en échange de leur coopération durant le procès. Au total, durant les sept mois d'audiences, l'accusation n'a apporté aucune preuve irrefutable de la participation de l'accusé au trafic de drogue, mais la défense n'est pas parvenue non plus à convaincre de l'innocence d'un homme qui s'est contenté de se présenter comme un « prisonnier de guerre », victime d'un règlement de comptes politique. La Maison Blanche avait même sérieusement craint un acquittement.

C'est effectivement été un comble après tant d'efforts déployés. Sept mille hommes - le plus fort contingent américain, à l'époque, depuis la guerre du Vietnam - avaient été envoyés pour réaliser la capture du général, la « créature américaine », selon l'expression du Washington Post, faisant notamment allusion aux relations étroites d'antan entre M. Noriega et la CIA. Une capture bien plus laborieuse que prévue, à l'issue d'une opération qui aura coûté la vie à plus de 500 Panaméens, dont au moins 200 civils.

Une décision récente de la Cour suprême des États-Unis, faisant peu de cas de toutes les règles de droit international, a suscité les plus vives protestations de la majorité des pays latino-américains, qui avaient condamné l'opération « Juste cause ». La plus haute instance judiciaire américaine a efflué estimé que le gouvernement avait le droit d'enlever, dans un autre pays, un ressortissant étranger accusé de crime aux États-Unis.

M. J.

Première visite d'un chef d'État chilien en France depuis 1965

Les entretiens de M. Patricio Aylwin à Paris doivent consacrer l'amélioration des relations entre les deux pays

Accompagné d'une importante délégation, le président du Chili, M. Patricio Aylwin, devait entamer à Paris, dimanche 12 juillet, une tournée européenne, qui le conduira ensuite en Belgique, au Portugal et en Espagne. Cette visite de trois jours en France - la première d'un chef d'État chilien depuis 1965 - doit consacrer l'amélioration des relations entre les deux pays, des plus tendues sous la dictature du général Pinochet. Invité aux célébrations du 14 juillet, M. Aylwin (démocratiquement élu en 1989) doit rencontrer élu MM. Mitterrand, Bérégovoy, Dumas, ainsi que les représentants du CNPF, dans le but, notamment, d'encourager les investissements français au Chili.

SANTIAGO

de notre correspondant

En publiant un long bilan du passage de la dictature à la démocratie au Chili, un groupe de journaux latino-américains vient de rendre un bel hommage au chef de l'État chilien en titrant : « Patricio Aylwin ou le succès de la transition ». C'est en défendant l'idée de ce succès que le président Aylwin multiplie, ces derniers temps, les visites à l'étranger.

Sans doute l'homme se préoccupe-t-il bien de la tâche. Politicien expérimenté - il fut président du Sénat à partir de 1971 - il avait été réélu en 1987 à la tête de la démocratie chrétienne, le grand parti central du paysage politique chilien, qu'il avait dirigé dès 1958. Assez âgé pour qu'on se lui prête pas de grandes ambitions une fois son mandat achevé, il faisait figure de rassembleur naturel aux yeux de la coalition opposée au général Pinochet lors du plébiscite d'octobre 1988. La victoire du « non » le porta logiquement à la présidence de la République, qu'il assumait le 11 mars 1990.

L'homme, qui, en tant que président du Sénat, avait demandé, peu avant le coup d'État du 11 septembre 1973, au président Allende d'abandonner certains de ses pouvoirs au profit des forces armées du général Pinochet, est bel et bien parvenu à symboliser le renouveau démocratique de son pays.

Ce renouveau, il l'a assuré à sa manière, avec prudence et discrétion, sans jamais contourner les obstacles, particulièrement dans le domaine des droits de l'homme. « La justice, dans la mesure du possible », répète-t-il. Certes, la commission « Vérité et réconciliation », dans son rapport publié en mars 1991, décrit l'ensemble des exactions commises pendant la dictature (2 279 personnes furent assassinées ou exécutées entre 1973 et 1990) et un processus d'indemnisation des victimes a été mis en place. Mais la loi d'amnistie promulguée le 11 mars 1978 par le pouvoir militaire rend impossibles les poursuites judiciaires à l'encontre des responsables, sauf dans certains cas isolés.

Le « sens de l'humour » du général Pinochet

La question des prisonniers politiques a également été résolue avec pragmatisme. Ils étaient quatre cents lors de l'arrivée au pouvoir du président Aylwin ; ils sont quarante aujourd'hui. Toutefois, les libérations n'ont pas été obtenues de façon solennelle, comme cela fut le cas pour le gouvernement en février 1991 ayant été, en grande partie, vidée de sa substance par le Congrès.

Il a donc fallu que le président utilise, au cas par cas, son droit de grâce envers les prisonniers condamnés (par la justice militaire, le plus souvent) et encourage les tribunaux à libérer sous caution les prévenus, en attendant qu'ils soient jugés puis graciés. Les quarante personnes encore détenues sont, certes, aux-quelles une libération sous caution a été refusée, souvent parce qu'elles ont participé à des crimes de sang à l'encontre de membres des forces armées.

C'est sans doute au prix de telles concessions que le pouvoir civil a, dans l'ensemble, réussi à normaliser ses relations avec les militaires. La tâche n'était pas aisée. Depuis son arrivée au pouvoir, le président Aylwin a dû composer avec le général Pinochet, resté commandant en chef de l'armée de terre. « Mes relations avec le général Pinochet ont été meilleures que ce que je craignais. Sur le plan humain, nous nous comprenons. Il a un grand sens de l'humour », a-t-il récemment déclaré au journal chilien *El Mercurio*.

Il n'empêche que la pratique du pouvoir n'a pas été facilitée par les réticences de l'ancien dictateur à se placer sous l'autorité du chef de l'État et de son ministre de la Défense. Le dispositif institutionnel laissé au pays par le dictateur - notamment la Constitution de 1980 adoptée après référendum - garantit aux forces armées une grande autonomie à l'égard du pouvoir civil, ainsi qu'une grande influence sur le déroulement de la vie politique. Les quatre commandants en chef des forces armées font en effet partie du Conseil national de sécurité (huit membres au total), qui nomme une partie des sénateurs et peut présenter des recours devant le tribunal constitutionnel.

Parachever le retour à la démocratie

C'est dire l'importance des réformes constitutionnelles présentées par le président (le *Monde* du 12 juillet), qui proposent notamment l'abolition de l'immunité des chefs de différents armées, l'introduction du scrutin à la proportionnelle et la suppression des sénateurs désignés. Pour M. Aylwin, l'enjeu est de taille : il s'agit de laisser à son successeur un pays complètement démocratique.

Les partis politiques sont déjà entrés en campagne pour l'élection présidentielle de décembre 1992. Face à une droite divisée - Rénovation nationale et Union démocratique indépendante - la coalition de dix-neuf partis au pouvoir garde toutes ses chances. Avec

29 % des voix aux municipales de juin, la démocratie chrétienne, présidée par M. Eduardo Frei (fils de l'ancien président Eduardo Frei, qui gouverna le Chili de 1964 à 1970), reste la première force politique du pays. Mais d'autres figures politiques commencent à acquiescer une dimension de premier plan, tel M. Ricardo Lagos, le charismatique ministre de l'Éducation, futur candidat des deux partis socialistes membres de la coalition (PS et PPD).

Au niveau économique, l'ultralibéralisme imposé par le général Pinochet, avec l'aide des « Chicago Boys », n'a pas été sensiblement modifié. Le gouvernement de M. Aylwin s'est contenté de lui adjoindre un volet de politique sociale qui, bien que significatif, n'a pas encore comblé le « déficit » du régime précédent (il y a cinq millions de pauvres sur treize millions de Chiliens). Le Chili a obtenu des statistiques impressionnantes dans les statistiques : l'inflation est maîtrisée (13 % cette année), le chômage faible (4,6 % de la population active) et l'on anticipe une croissance réelle de 8 % pour 1992. Mais le pays est entièrement dépendant de ses exportations, qui « tirent » la croissance.

Le président, soucieux que son pays retrouve son rang en Amérique latine à travers une reconnaissance internationale, a deux grands objectifs : conclure de nouveaux accords de libre-échange (avec les États-Unis notamment) et encourager les industriels étrangers à investir au Chili, afin que ce dernier puisse diversifier des exportations encore trop dépendantes du cuivre ou d'autres produits de base.

A Paris, M. Aylwin ne devrait pas manquer d'exprimer les craintes chiliennes face à la construction européenne, parce que comme protectionniste, et de souligner la relative faiblesse de la présence économique française, jugée « anecdotique », si l'on excepte quelques grands contrats.

BRUNO ADRIAN

PROCHE-ORIENT

Israël entre deux sionismes

Suite de la première page

C'est aussi l'expression du vif désir d'un « changement sans risque », que seul M. Itzhak Rabin pouvait, en l'occurrence, assouvir. La rudesse bougonne de ces vieux chefs recyclés, ses quarante-cinq années au service exclusif de l'État juif, l'évidence de ses titres de gloire et l'expérience de son entourage d'anciens baroudeurs, le protégeaient du moindre soupçon de faiblesse.

Familier des peurs qui hantent le peuple israélien et du besoin impérieux de les apaiser - alors que M. Itzhak Rabin n'hésitait pas à en tirer si nécessaire un profit politique - le leader travailliste s'est montré résolument rassurant en faisant publiquement silence, pendant sa campagne - au-delà de l'affirmation de quelques grands principes - sur la manière dont il exercerait ce « mandat pour la paix » sollicité de l'électeur. Mais ni le « centrisme » qu'il affiche ni le flux de son programme ne suffisent à expliquer que les Israéliens aient choisi de renouer, en confiance, avec le vainqueur de 1967.

Si M. Itzhak Rabin a pu rendre crédible l'alternance travailliste, c'est parce que les transforma-

tions de la société israélienne ont soudain fait de lui l'homme de la situation et qu'il s'est retrouvé au diapason d'un pays prêt à l'entendre et à le suivre. Usé par quinze ans de pouvoir et affaibli par des querelles de chefs, le Likoud n'offrait plus à un peuple fatigué par des décennies de haine et de violence qu'un horizon immobile, alourdi des orages de l'intifada palestinienne.

Le fardeau des territoires

Appliquant, sans le dire, le vieux mot d'ordre de son maître, Menahem Begin (« On n'annexe pas son propre pays ! »), M. Shmitta n'entendait pas aller clairement au bout de sa logique en annexant de jure la Cisjordanie et Gaza. Il lui importait avant tout d'approcher du point de non-retour, au-delà duquel tout compromis territorial deviendrait impossible, tout projet d'autonomie vide de sens. Ne vient-il pas d'avouer, avec un cynisme candide, au journal *Maariv*, que sa participation aux négociations de l'après-Madrid ne visait qu'à « gagner une dizaine d'années » ? Favorables, dans leur majorité, à une authentique négociation, ses

compatriotes ont refusé cette « ruse historique ». Au profit de M. Rabin.

Dans le grand jeu de la terre et de la paix, les Israéliens sont sans cesse plus nombreux à souhaiter une certaine forme de compromis, à tenir l'occupation de la Cisjordanie et de Gaza pour un fardeau plutôt qu'un atout, retrouvant ainsi l'intuition initiale - et visionnaire - de Ben Gourion qui, il y a vingt-cinq ans déjà, voulait s'en délester. Ce n'est pas un hasard si l'électeur a chassé de la Knesset les trois députés du parti annexionniste Tefiya, pourtant animé de longue date par deux fortes personnalités, M. Yuval Neeman, le « père » de la bombe israélienne et M. Ze'ev Cohen, le « passionaria » de l'extrême-droite.

L'homme de la rue a mieux pris conscience que les vieux slogans du Likoud, mille fois répétés - « La Samarie et la Judée nous appartiennent », « Sur cette terre, il n'y a pas de place pour deux », « Nous n'en céderons pas un pouce » - ont un prix, que l'intransigence se paie, tôt ou tard. Il a senti le grave danger que sa querelle avec l'Amérique - alliée et conquérante - aurait, à trop durer, fait planer sur l'État juif (le *Monde* du 12 juillet). Vieil ami du Parti républicain depuis la présidence Nixon, le leader travailliste offrait, à cet égard, tous les gages d'une rapide réconciliation.

M. Rabin a su exploiter à son avantage la crise sociale. Comme Menahem Begin avait, en 1977, catalysé la réputation anti-travailliste de nombreux juifs séfarades, transformant en victoire la « réconciliation de deux humiliations », M. Itzhak Rabin a tiré profit de la colère des immigrants ex-soviétiques contre un Likoud incapable de hâter leur intégration en Terre Sainte (2) et qui voyait - à tort - dans leur anticonformisme la garantie de leur soutien. Bien plus : dans les « villes de développement », durement frappées par le chômage, la droite a perdu une partie de son électorat séfarade pour avoir trop négligé ses difficultés quotidiennes. Si l'ennemiement du Likoud chez les « juifs orientaux » reste une réalité sociologique essentielle, ceux-ci ne sont plus d'une loyauté à toute épreuve.

Les travaillistes ont convaincu une majorité d'Israéliens que leur discours d'unité nationale progresserait d'un même rythme, pourvu qu'ils retrouvent les vertus du compromis. Car il en découlerait alors une réduction des dépenses militaires - aujourd'hui 20 % du PNB - et un meilleur usage de l'argent public, permettant à chacun de toucher enfin les « dividendes de la paix ».

Deux traditions rivales

A force de se côtoyer au pouvoir depuis 1984, et de devoir survivre ensemble dans une « union nationale » contre-nature, le Likoud et les travaillistes étaient souvent contraints d'estomper leurs différences. Mais ce sont bien deux traditions politiques rivales qui s'affrontent, deux visions du monde et d'abord deux conceptions du sionisme : l'une rigide, exaltée, maximaliste ; l'autre moins crispée, plus souple et pragmatique. Leur grande ligne de fracture, c'est le partage de la terre (entre Israéliens et Palestiniens) : les travaillistes en acceptent le principe, le Likoud le rejette formellement.

La droite ne propose à l'ennemi que « la paix contre la paix ». Pour elle, « la terre contre la paix » est un échange a priori impensable. C'est affaire, pour certains, de sécurité ou d'idéologie, pour d'autres, de judaïsme. Leur vision d'Israël reste celle d'un État-forteresse entouré d'ennemis mortels. Ce qu'on appelle depuis toujours le « complexe de Massada » (3), et qui nourrit un véritable « pessimisme historique ». Il leur est plus facile d'évoquer l'apocalypse que de croire à la réconciliation avec l'ennemi. Ils brandissent la sécurité comme un argument massif qui conjure la vieille « peur géographique », banalise la conquête et légitime l'appétit territorial.

Terre contre paix ? Pareil troc contredirait l'idéologie du « Grand Israël », chère aux héritiers de Ze'ev Jabotinsky et Menahem Begin. Dans la trilogie judaïque terre-peuple-Bible, le Likoud privilégie résolument la terre. Sa composante religieuse invoque l'alliance entre l'Éternel et son peuple, en brandissant la Bible comme un irréfutable titre de

propriété. Pour elle, la sacralité absolue d'« Eretz Israël » exclut toute restitution des territoires. Cède-on un « don de Dieu » ? Ainsi la transcendance justifie l'occupation.

C'est pourquoi le Likoud n'envisage, en dernier ressort, que l'autonomie des Palestiniens, pas celle du pays où ils vivent. Comme si l'on pouvait dissocier les hommes de leur terre ; comme si, selon le mot de l'ancien vice-premier ministre Yigal Allon, les Arabes étaient des personnages de Chagall flottant dans les airs. Les travaillistes, quant à eux, pronent un Israël « ouvert » et raisonnable, réceptif aux suggestions et prêt à prendre des risques, plus attentif au monde et au sort de l'adversaire arabe. Conscients que le problème palestinien n'a pas de solution militaire, ils rejettent le spectre d'une guerre perpétuelle. Leur pari opusculiste est l'espoir. Ils veulent doter Israël d'une véritable « sécurité politique » où la force de dissuasion, la solidité des institutions, la vigueur de l'économie, la cohésion nationale comptent autant que la fameuse « profondeur stratégique ».

Le peuple avant la terre

Dans leur patriotisme, le peuple, son identité et ses valeurs priment sur le contrôle de la terre. Soucieux de préserver le caractère juif et démocratique de l'État, ils préfèrent un pays plus petit mais plus homogène, plus proche aussi de l'idée que s'en firent les pionniers - socialistes et laïcs - de l'aventure sioniste. Ils considèrent qu'Israël est bien assez fort pour négocier sans crainte une paix qui est à sa portée.

Aujourd'hui, le sionisme de M. Rabin correspond mieux à « l'air du temps » que celui de M. Shamir. Si l'État juif n'a pas encore atteint cette « normalité » qu'obsède l'écrivain A. B. Yehoshua, il n'est plus la « Sparte moderne » chère à ses fondateurs. C'est une société plus bourgeoise, plus hétéroclite, plus levantine, où les excès de l'idéologie et de la religion sont moins bien supportés que naguère.

Les juifs des implantations ouziennes sont moins enfiévrés qu'on ne le croit par l'idéologie

du « Grand Israël ». Jeunes couples en quête d'air pur et d'un appartement à bon marché, beaucoup se comportent en banlieusards plus qu'en colons. Cette évolution du pays explique l'audace accrue du parti de gauche Meretz (12 députés), promoteur des droits civiques, avocat d'un plus grand respect des choix individuels et qui réclame, par exemple, la libéralisation du divorce et l'instauration du mariage civil.

Né en Palestine, M. Itzhak Rabin est un saba pragmatique, sans dogme ni état d'âme, le contraire d'un idéologue. Il revient au pouvoir, quinze ans après, dans un Proche-Orient qui n'a jamais été aussi propice à la paix. En cette époque charnière, Israël hésite entre les deux sionismes qui l'ont gouverné depuis sa création, le sionisme socialiste et laïcs des origines et le sionisme national, qui avait pris une brillante revanche en 1977. M. Itzhak Rabin saura-t-il redonner au premier des deux sa vigueur d'antan ?

JEAN-PIERRE LANGELLIER

(2) Le chômage, qui touche 11,6 % des Israéliens, atteint un taux de 35 % chez les nouveaux immigrants russes.

(3) Dernier bastion de la résistance juive à l'avance des légions romaines de Titus, Massada, sur la mer Morte, ne tomba, en l'an 73 de notre ère, qu'après le suicide collectif des assiégés.

Accord entre Hamas et le Fath pour un arrêt des violences à Gaza. - Après une semaine d'affrontements fratricides qui ont fait un mort et une centaine de blessés dans la bande de Gaza, des représentants du Fath et du mouvement islamiste Hamas ont accepté, vendredi 10 juillet, un « arrêt immédiat » des violences. La décision a été annoncée dans un communiqué, à l'issue de la réunion d'un « comité de réconciliation » groupant des représentants des deux formations. « Il ne faut pas que des musulmans se battent entre eux », indique le texte, qui invite les Palestiniens à faire face d'abord à l'occupation israélienne. - (AFP).

150

صحنه من الحزن

POLITIQUE

Le congrès du PS à Bordeaux

Le « conseil national » accueillera les socialistes européens

BORDEAUX

de notre envoyé spécial

M. Laurent Fabius avait souhaité, après les élections régionales et cantonales de mars dernier, un congrès qui engage le « renouveau » du Parti socialiste, tant sur le plan des idées que de la stratégie que sur celui du fonctionnement. Faute d'accord entre les courants - M. Lionel Jospin s'opposant à une motion de synthèse qui les aurait réunis derrière le premier secrétaire - le « vrai » congrès, avec renouvellement des instances dirigeantes, que désirait M. Fabius s'était révélé impossible. Il paraissait périlleux, en effet, de s'engager dans une nouvelle confrontation, rappelant celle qui avait abouti au congrès de Rennes, il y a deux ans, quelques mois avant les élections législatives.

L'accord s'était fait pour un congrès extraordinaire, chargé seulement d'adopter un programme et une stratégie pour 1993, le congrès de « recomposition » interne étant maintenu en décembre 1993, comme cela avait été décidé à la

fin de l'an dernier. De la même façon, la réforme des statuts, qui devait aboutir, dans l'esprit de M. Fabius, au « dépassement » des courants, a été ramenée à des proportions plus modestes. Préparée par M. Daniel Vallant, jospiniste, chargée de fédérations au secrétariat national, elle a été adoptée par 97,56 % des 50 605 militants ayant exprimé un vote (sur 54 648 participants au vote).

Une volonté d'ouverture

L'adoption de nouveaux statuts relevant d'un congrès qui ait le pouvoir de le faire, c'est donc en « congrès ordinaire » que les délégués réunis à Bordeaux ont siégé, d'abord, vendredi 10 juillet. M. Vallant a insisté, dans son intervention introductive, sur la volonté d'« ouverture » dont témoignent, selon lui, les nouvelles règles de fonctionnement. Elles prévoient, notamment, d'associer davantage les sympathisants à la vie du parti et d'accueillir, dans les commissions permanentes d'un comité directeur transformé en « conseil

national », des « acteurs du monde économique, social, culturel ».

Ce conseil national comprendra deux cent soixante et un membres, de deux catégories : les cent deux premiers secrétaires de fédération, d'une part ; les représentants des motions ayant obtenu plus de 5 % des mandats au congrès, d'autre part. Le principe de la représentation proportionnelle des courants au sein de l'instance délibérative du parti est conservé, mais la présence des dirigeants fédéraux, eux-mêmes désignés par les congrès fédéraux, est destinée à permettre au conseil national de refléter davantage les préoccupations des militants, et un peu moins les stratégies des chefs de courant. Le premier secrétaire du parti sera lui-même, à l'avenir, élu par le congrès.

L'adoption de ces réformes, qui tendent essentiellement à donner au futur conseil national - lequel accueillera, aussi, les représentants des PS européens - le rôle d'un « Parlement » du parti, s'est faite sans difficulté. Les rattachés ont néanmoins rappelé, par la voix de

M. Daniel Frachon, qu'ils auraient souhaité un système favorisant davantage l'émergence de majorités à la direction du parti et donnant des responsabilités accrues aux instances régionales.

Le congrès extraordinaire a été ouvert, ensuite, par M. Gérard Lindeberg, rattaché, numéro deux du PS, qui a abordé les questions stratégiques en plaçant, là aussi, pour une « volonté d'ouverture », mais aussi pour que les socialistes évitent de « prendre des raccourcis qui pourraient se révéler périlleux ». « N'oublions pas, a-t-il déclaré, que c'est l'élection présidentielle qui fait bouger les lignes et structure une majorité. Les législatives épousent la nouvelle structuration du champ politique. Elles ne la créent pas. » Estimant que le maintien du scrutin majoritaire permettrait précisément de constituer une « nouvelle majorité parlementaire » au lendemain d'une élection présidentielle victorieuse, M. Lindeberg a expliqué que les socialistes doivent « se préparer à passer d'une logique hégémonique à un système partenarial ». Lorsque ce moment sera

venu - s'il vient - le PS devra refuser, selon le numéro deux, que le « grand regroupement en faveur de la réforme » ne se fasse « dans la confusion » et que leur « volonté de transformation sociale » ne se dissolve « dans un vague conglomérat autour de la seule idée européenne ».

Dans l'immédiat, M. Lindeberg a souligné que les discussions avec les écologistes, « partenaires potentiels », doivent être menées à travers des « contacts nationaux, pour fixer un cadre et donner une direction », mais aussi à travers des « rencontres locales très décentralisées ».

Le débat sur la stratégie et les alliances, entamé vendredi par les premiers orateurs, devait s'engager surtout samedi, avec les interventions, notamment, de MM. Pierre Bérégovoy, Lionel Jospin et Michel Rocard. M. Fabius ayant prévu de ne parler qu'en conclusion du congrès.

P. J.

M. Bérégovoy appelle au « combat pour le civisme et la solidarité »

M. Pierre Bérégovoy a prononcé, samedi matin 11 juillet, devant le congrès, un discours intitulé « un renouveau civique ». Le premier ministre a notamment déclaré, à propos de l'évolution de la société française : « Ce qui nous arrive porte un nom : la fin d'une époque. Un monde nouveau émerge. Une question, une seule question, nous est posée : comment l'organiser ? Fin du communisme, crise du tiers-monde, doute des pays les plus riches : l'histoire bouscule nos repères habituels ; en un mot, elle nous oblige à penser, à écouter, à parler autrement. Les démocrates courent un risque : la disparition de l'idée même d'intérêt général. Sous le poids des corporatismes et des égoïsmes, l'équilibre social est de plus en plus menacé. » Il y a trois façons de réagir, a expliqué M. Bérégovoy. L'appel à la haine

et à l'exclusion : c'est la position du Front national. Je n'en dirai pas plus. La France la condamne et la rejette à raison. Deuxième réponse, le fatalisme du chacun-pour-soi : c'est le choix des conservateurs. Troisième option, le combat pour le civisme et pour la solidarité : c'est ce qui doit guider les forces du mouvement. »

Revenant sur le « conflit des routiers », le premier ministre a déclaré : « C'est la droite qui a délégué en profondeur le transport routier en 1987, conduisant à une concurrence sauvage dont les artisans et les salariés ont fait les frais. C'est nous qui avons amené les transporteurs à la négociation. C'est nous qui avons obtenu, pour les chauffeurs, d'importantes avancées. La droite a déploré comme tout le monde le nombre des accidents de la route. Mais, face aux difficultés suscitées

par l'application du permis à points, c'est elle qui nous a proposé, tout de suite, de différer la réforme ou d'y renoncer. Bref, les mai-morces du l'Etat fort nous ont demandé de capituler. En la circonstance, c'est l'opposition qui a sapé l'autorité de l'Etat, et c'est nous qui avons obtenu le respect des lois de la République. »

Nos sociétés se divisent

Le chef du gouvernement a de nouveau abordé la notion d'intérêt général : « Si le monde se fragmente, nos sociétés, elles, se divisent. Chaque catégorie entend accroître ses avantages. Si personne ne fait prévaloir l'idée de solidarité et d'intérêt général, alors nos sociétés se disloquent. Les grands instruments qui assurent la cohésion

de la nation - l'école, la protection sociale, les dispositifs de lutte contre l'exclusion - se sclérosent. » « Certains s'y résignent. Pas nous », a conclu le premier ministre.

Évoquant le rôle des médias, il a notamment affirmé : « La télévision substitue à la réflexion la passion du moment. Elle est éphémère : un événement chasse l'autre. La démocratie médiatique vit dans le quotidien alors qu'il faut du temps pour réformer les structures et les comportements. Moins de médiation, plus de méditation : les pouvoirs s'entrevoient. »

M. Bérégovoy a ensuite abordé les réformes entreprises par son gouvernement : « Réformer n'est pas facile. A l'avenir, les vraies lignes de partage sépareront les démocrates des démagogues. Ceux qui sont « contre » s'expriment, ceux qui sont « pour » se taisent. Mais réformer, tranquillement, est nécessaire, pour la France et les Français. (...) Il faut écouter, mais il faut aussi avoir le courage de dire la vérité, et la volonté de faire ce qui est bon pour le pays. (...) Nous avons réformé la politique agricole commune pour redonner des perspectives d'avenir aux agriculteurs. Nous voulons moderniser notre agriculture comme nous avons modernisé notre industrie. Cela demande du temps et des efforts. Nous continuerons d'aider l'agriculture. »

Clarifier les rapports avec l'argent

Le premier ministre s'est également exprimé sur la commission qu'il a installée pour lutter contre la corruption. Il faut « débarrasser la France des fermentes de la corruption », a-t-il affirmé. « La commission Bouchery m'a remis un premier rapport. Ses conclusions : les propositions nous ont été envoyées par les ministres concernés et feront l'objet d'un projet de loi à la rentrée. J'ai la volonté de clarifier les rapports de la société avec l'argent. » Se prononçant enfin sur « l'affaire Emmanuelli », M. Bérégovoy a notamment déclaré : « De même, je crois à la nécessité d'une

justice indépendante mais aussi - car qu'est-ce que l'indépendance sans la sérénité ? - d'une justice sereine, où le secret de l'instruction est scrupuleusement respecté. L'équilibre des pouvoirs est une donnée fondamentale de la démocratie : elle doit être préservée. Il est temps, il est grand temps de garantir à tout citoyen, quel que soit son rang ou son titre, la présomption d'innocence tant que les tribunaux ne se sont pas prononcés. Que le nom de notre ami Henri Emmanuelli ait pu être jeté en pâture à l'opinion publique à la veille de ce congrès provoque une inquiétude qui va bien au-delà de nos rangs. (...) Si nous devons être inattraits avec ceux qui se seraient enrichis personnellement, nous sommes solidaires de ceux dont l'intégrité est en jeu. Ceux qui ont agi par devoir militant et n'ont rien à se reprocher le sachent : ils ne sont pas seuls ; nous sommes avec eux, fraternels et solidaires. Comme vous tous, je suis solidaire d'Henri Emmanuelli. »

Le premier ministre a achevé son discours en évoquant « la nécessité d'une société cohérente et d'une nation soudée ». Précisant sa définition de la démocratie, il a expliqué : « La démocratie, ce n'est pas la liberté pour chacun de se débarrasser des autres et de cultiver son identité dans le dédain d'autrui. Ce serait la forme dénaturee de la démocratie. La société moderne, ce n'est pas la juxtaposition des communautés ethniques, des minorités religieuses, des lobbies d'opinion et des corporations professionnelles. Ce serait la forme dénaturee de notre société. La démocratie, c'est la capacité, par la libre discussion, de créer une volonté générale qui s'impose ensuite à tous dans le respect du droit. La société, c'est une communauté de destin solidaire, fondée sur l'égalité de droits et de devoirs, le soutien aux plus démunis, la tolérance et le respect mutuel. (...) Nous incarnons une espérance sociale qui ne doit pas se démentir », a conclu M. Bérégovoy.

ALAIN ROLLAT

Rectificatif. - Lorsque le général de Gaulle, en mars 1962, a renoncé à nommer Pierre Billotte haut-commissaire de France en Algérie, il lui a préféré Christian Fouchet, alors ambassadeur de France au Danemark, et non M. Paul Delouvrier, comme nous l'avons écrit par erreur dans le Monde du 3 juillet. Christian Fouchet a succédé à M. Jean Morin, qui était délégué général en Algérie depuis 1960. C'est ce dernier qui avait alors remplacé M. Delouvrier à Alger.

LIVRES POLITIQUES

Les citoyennes de la République, en principe égalitaire et fraternelle, n'ont pas tellement eu feu de fêter avec reconnaissance le bicentenaire de la Révolution. Une révolution à laquelle elles ont pourtant participé avec éclat, mais sans obtenir tout ce qu'elles en attendaient. Dans la « Requête des dames à l'Assemblée nationale », présentée à l'automne 1789, il était demandé que « toute personne de sexe féminin soit indistinctement admise aux assemblées du district et du département, élues aux charges municipales et même députée à l'Assemblée nationale, lorsqu'elle aura les qualités requises par les lois de l'élection ».

Il faut croire que les qualités requises n'ont pas été largement reconnues aux femmes car, en 1982, les deux assemblées parlementaires en comptent moins de 5 % : trente et une députées et douze sénatrices, précisent, en féminisant délibérément ces fonctions mâles (en tout cas réputées telles), Françoise Gaspard, Claude Servan-Schreiber et Anne La Gall, dans un livre appelant les citoyennes à prendre le pouvoir qui leur est refusé.

Les auteurs racontent l'histoire de ce refus et analysent les alibis sociaux, politiques et juridiques qui l'ont fondé. (Comme leur ouvrage s'inscrit dans le combat pour la démocratie et la revendication féministe qui, une fois de plus, se recoupe, signalons au passage la publication d'une biographie de Madeleine Pelletier, « féministe intégrale » de la première moitié du siècle). La discrimination dure encore, comme on vient de le voir en quelques indications chiffrées, et ne se corrige pas. Les femmes sont proportionnellement moins nombreuses à l'Assemblée nationale en 1992 qu'en 1947 où elles représen-

La nouvelle requête des dames

taient près de 7 % des membres. D'où ce constat : « La France croit être une démocratie, elle n'en est pas une. Même si les femmes votent, ce sont les hommes qui font la loi. Ce partage discriminatoire des rôles, alors que les femmes ont eu accès au droit de vote en 1944, c'est à dire tardivement dans le siècle mais depuis déjà plus de quarante ans, ne correspond plus non seulement à la réalité sociale mais aussi à l'évolution démocratique ».

Pour s'en convaincre il suffit de se reporter à cette mine d'informations théoriques et pratiques sur Les comportements électoraux qu'offre un autre ouvrage, rédigé par Nonna Mayer et Pascal Perrineau. Ces deux politologues observent que si la détention d'un patrimoine exerce une influence décisive sur le vote, la dimension de l'âge et la différence des sexes jouent beaucoup moins qu'on ne le pense. « Il n'y a pas, constatent-ils, de comportement électoral spécifiquement féminin, il reflète en grande partie leur situation économique et sociale ». On assiste même à une inversion qui conduit les femmes bénéficiant d'une position sociale élevée à se montrer plus progressistes que leurs homologues masculins. « A mesure que les valeurs féministes se diffusent, ce comportement gagne toutes les couches sociales, même les plus traditionnelles. Dès 1978, le vote socialiste est deux fois plus fréquent chez les femmes de petits commerçants et d'artisans, qui se battent pour conquérir l'égalité des droits dans l'entreprise, que chez leurs conjoints. Dix ans plus tard, c'est au tour des agricultrices. » notent-ils.

Les deux chercheurs n'en

conviennent pas moins que « les organisations politiques souffrent, particulièrement en France, d'une très faible présence féminine en leur sein. Majoritaires dans l'électorat, les femmes ne se retrouvent qu'avec peine dans les organisations où l'hégémonie masculine est presque totale ». Et elles ne sont pas davantage favorisées dans les assemblées élues et les instances du pouvoir politique.

Voilà qui nous ramène au réquisitoire argumenté qui dénonce les mécanismes par lesquels « la plus aimable moitié de ce vaste royaume », comme on le disait déjà il y a deux cents ans, a été écartée des affaires publiques. Il est frappant de constater que cette écartée a été entérinée et entretenue démocratiquement (par les hommes) et que les avancées les plus spectaculaires allant à l'encontre de la discrimination sont venues d'initiatives traduisant plus le fait du prince que l'aboutissement d'une consultation démocratique : il en fut ainsi de la généralisation du droit de vote, en 1944, sous l'impulsion du général de Gaulle, et de la décision de François Mitterrand de nommer pour la première fois, en la personne d'Edith Cresson, une femme au poste de premier ministre. De même, il est troublant de constater que le mode de scrutin, malgré les espoirs mis dans la représentation proportionnelle, ne joue que de façon marginale sur le nombre des élus.

Il convient donc de chercher d'autres solutions. Françoise Gaspard, Claude Servan-Schreiber et Anne La Gall proposent de reconnaître un droit nouveau, celui de la parité des sexes, dans la composition des assemblées politiques, au niveau national comme

ANDRÉ LAURENS

au niveau local. Dans le cadre du scrutin de liste, il suffirait de présenter des listes composées en alternance d'hommes et de femmes (alors que celles-ci sont généralement placées en fin de liste, à un rang d'ingélibilité assurée). Dans le cadre du scrutin uninominal, actuellement en vigueur aux élections législatives, les électeurs seraient appelés à voter pour un ticket-couple, un homme, une femme. Le scrutin binominal doublerait le nombre des élus, sauf si l'on réduisait celui des circonscriptions. On pourrait imaginer d'autres systèmes, il n'y a pas d'impossibilité technique.

Les objections sont d'un autre ordre. Il y a quelque chose de choquant dans la volonté de supprimer une discrimination de fait en officialisant une discrimination juridique entre les élus, suivant qu'ils appartiennent à l'un ou l'autre sexe. De la sorte, pour les rendre plus égaux qu'ils ne le sont dans la société, on institutionnalise leur différence dans des domaines où, théoriquement, elle n'a aucune raison de s'affirmer en tant que telle, sauf qu'elle l'a été par un sexe aux dépens de l'autre. La paradoxe de la solution proposée est le fruit amer d'une conception tronquée des Droits de l'Homme, dès lors qu'elle ne désignait plus, indifféremment, les deux visages de l'humanité.

► Au pouvoir, citoyennes ! Liberté, Egalité, Parité de Françoise Gaspard, Claude Servan-Schreiber et Anne La Gall. Seuil, 186 pages, 89 F. Madeleine Pelletier, une féministe dans l'arène politique de Charles Sowerwine et Claude Mailgnien. Les éditions ouvrières, 250 pages, 125 F. Les comportements politiques de Nonna Mayer et Pascal Perrineau. Armand Colin (Cursus), 160 pages, 69 F.

POLITIQUE

Le congrès extraordinaire du PS, l'éventuelle inculpation du président

L'unité retrouvée autour de M. Emmanuelli

BORDEAUX

de nos envoyés spéciaux

M. Henri Emmanuelli n'en demandait pas tant. Mais lorsque M. Laurent Fabius, entouré de ses deux prédecesseurs à la tête du PS, MM. Lionel Jospin et Pierre Mauroy, l'a embrassé, alors que l'assemblée des militants lui faisait une ovation debout et prolongée, le président de l'Assemblée nationale n'a pas pu cacher son émotion. Quelques larmes, un discret « merci, merci beaucoup », le juge Renaud Van Ruymbeke avait réussi l'impossible : à cet instant, l'image de l'unité retrouvée des frères ennemis du PS était sincère.

La conviction des militants était faite dès l'ouverture du congrès. M. Emmanuelli n'était que la victime d'une manœuvre judiciaire destinée à déstabiliser le parti tout entier. Tous reprenaient à leur compte, à la tribune comme dans les travées, cette formule lancée par M. Daniel Vaillant, secrétaire national aux fédérations : « Voilà un nouveau concept dans l'histoire judiciaire de ce pays : la pré-accusation ». « Pour la première fois, par-delà un homme dont l'honnêteté est indiscutable, on pré-accuse un parti tout entier, comme par hasard, le PS », a déclaré le dirigeant jospiniste.

Message reçu. M. Gérard Lindeperg, proche de M. Michel Rocard et numéro deux du PS, a assuré que l'annonce de la décision d'inculpation de l'ancien trésorier « ressemble à une tentative de déstabilisation concertée ». Mais ce constat ne doit pas, selon M. Lindeperg, exister les socialistes d'une « autocritique ». « Des maladroites ont été faites, des erreurs ont été commises, quelques fautes n'ont pas été sanctionnées au moment où il le fallait et comme il le fallait. Cette rupture éthique est grave car elle affecte le noyau dur de nos valeurs et concerne la partie de notre électorat la plus engagée. Et si nous ne voulons pas que cette fêlure soit irréversible, nous devons être, à l'avenir, d'une extrême vigilance et procéder aux opérations chirurgicales qui s'imposent, chaque fois que les faits l'exigent. »

Cette « filure morale », dont le numéro deux du PS a reconnu qu'elle aura été « le phénomène le plus des-

tructeur » pour l'image du parti, l'a conduit à mettre en garde les socialistes sur leur « rapport au pouvoir » : « Il faut nous interroger sur notre pratique, sur notre manière de faire de la politique, sur notre façon d'exercer nos responsabilités électorales. »

L'analyse et la raison avaient leur place, le cœur et l'émotion aussi. Le parti de M. Emmanuelli est aussi celui de Jean Jaurès et de Léon Blum. L'image de M. Daniel Mayer, compagnon fidèle du président du conseil du Front populaire, secrétaire général de la SFIO de la clandestinité, monté à la tribune appuyé au bras d'un militant, était là pour le rappeler. Celui qui symbolise, aux yeux des militants, la rigueur morale de leur parti et à qui M. Fabius a confié la présidence d'une commission sur la déontologie des élus pouvait, mieux que quiconque, souligner la gravité de l'événement. « Il n'y a pas d'affaire Emmanuelli », a déclaré M. Mayer, mais il pourrait peut-être dire, si l'on continuait à utiliser des procédés médiatiques, s'il continuait à être plus antisocialiste qu'anticorruption, y avoir une affaire Van Ruymbeke. L'ancien président du Conseil constitutionnel s'est demandé si « derrière la publicité donnée à toutes ces affaires, il n'y a

pas une attaque contre la démocratie parlementaire (...).

Cette menace sur la République a été également évoquée par M. Pierre Mauroy, qui a redouté « une nouvelle forme de macabrysmes (1) ». « J'ai toujours été respectueux de la justice de mon pays, a déclaré l'ancien premier ministre, mais cette fois-ci j'exprime sur la méthode et sur le fond ma surprise et mon indignation (...). Si Henri Emmanuelli était inculpé, il faudrait que soient aussi inculpés tous les socialistes ainsi que tous ceux qui ont l'honneur de faire de la politique (...). La justice se doit de poursuivre la corruption mais elle se pervertirait si elle devait s'engager sur la voie dévastatrice d'une justice politique », a ajouté M. Mauroy.

« Trop, c'est trop »

A peine M. Mauroy avait-il achevé ce propos que M. Emmanuelli faisait son entrée dans la salle du congrès. L'émotion était à son comble. C'est cet instant solennel qu'a choisi M. Fabius pour intervenir, alors qu'il ne devait pas s'exprimer avant dimanche matin. « Trop, c'est trop », a lancé le premier secrétaire du PS. Les

socialistes aujourd'hui sont révoltés, mais bien au-delà des socialistes, j'en suis sûr, beaucoup de femmes et d'hommes qui, en France, ont compris que si on laisse se dérouler un procès qui met en cause un homme ou une femme, simplement parce qu'il a été le trésorier d'une organisation politique à un moment où c'était la loi de la jungle, alors, aucune formation démocratique ne peut être assurée de son existence et c'est en fin de compte les organisations qui ne sont pas démocratiques qui risquent de l'emporter.

M. Fabius a voulu être « encore plus clair » : « S'il s'agit de moraliser le financement des activités politiques, nous en sommes pleinement d'accord et nous l'avons fait (...). S'il s'agit de punir les comportements d'enrichissement personnel, où qu'ils se produisent, alors, oui, et avec sévérité. Mais s'il s'agit de manœuvres, fustigeant dans le passé pour exhumé au moment choisi des pratiques dont chacun sait qu'elles étaient le fait de tous les partis, bref, s'il s'agit sous couvert de procédure de salir le parti de Jaurès, de Blum et, finalement, de l'ensemble de la démocratie représentative en France, cela, nous le combattrons et nous ne l'accepterons jamais. »

Tout avait été dit et bien dit. Même si quelques esprits chaputins regrettaient, dans les travées, que l'on ait préféré la force d'un image médiatique – les trois premiers secrétaires entourant, à la tribune, M. Emmanuelli – à une réplique politique massive, celle d'une demande d'inculpation de tous les parlementaires socialistes ou des membres du comité directeur du parti. Mais pour M. Fabius, ce « geste dont on comprend qu'il est exceptionnel » était suffisant. Le congrès, « commenté sous influence », ne devait plus le rester. L'affaire Emmanuelli était momentanément close.

THIERRY BRÉHIER et PASCALE ROBERT-DIARD

(1) Du nom du sénateur américain Max Baucus qui, dans les années 50, a imposé aux États-Unis une chasse aux sorcières contre les personnes soupçonnées d'être proches du communisme.



La recherche d'un antidote

par Patrick Jarreau

LES socialistes sont depuis deux ans à la recherche d'une parade aux effets dévastateurs de la mise au jour par la justice de leurs manœuvres de financement passées, révélations que la presse, comme elle a pour mission de la faire, porte à la connaissance des citoyens. Après avoir fait valoir, à bon droit, qu'ils n'étaient pas les seuls à recourir à ce que M. Fabius a appelé les « financements parallèles » – c'est-à-dire les versements d'entreprises à l'occasion de la passation de marchés –, les socialistes se sont précipités, à juste titre, d'avoir été à l'origine de la loi du 15 janvier 1990, assurant aux formations politiques un financement public conséquent, limitant les dépenses de campagne et moralisant les dons que les particuliers ou les entreprises peuvent faire à un parti.

A leurs yeux, une telle réforme, impliquant la reconnaissance de la situation de non droit antérieure, en même temps qu'elle y mettait fin, devait naturellement s'accompagner d'une amnistie pour les délits que cette situation avait entraînés. Tous n'étaient pas convaincus, loin de là, de l'opportunité de cette amnistie, et ceux qui en redoutaient l'effet sur l'opinion ont eu raison : elle a été perçue comme un abus de pouvoir de la part des élus, qui se seraient

mis, de la sorte, à l'abri des poursuites encourues par toute autre personne qui se serait rendue coupable des mêmes fraudes. Peu importe que les parlementaires aient décidé, précipitamment, de s'exclure du bénéfice de cette amnistie, qui ne devait profiter qu'aux responsables des entreprises passibles d'inculpation pour abus de biens sociaux et aux militants ayant coopéré au système de financement délictueux, l'image de l'« autoblanchiment » a été plus forte que la réalité.

Les magistrats ayant décidé, au surplus, d'appliquer strictement la loi en instruisant les affaires, afin de faire le tri entre les délits liés au financement des activités politiques – amnisties – et les cas d'enrichissement personnel, le feuilleton n'a pas cessé, et les tentatives d'y mettre fin sont apparues comme autant de pressions du pouvoir politique sur les juges. Se sentant pris en otages, devant l'opinion, par les juges, les socialistes ont vu leur honorabilité collectivement mise en cause, sans trouver le moyen de se défendre efficacement. L'annonce des démarches engagées par M. Renaud Van Ruymbeke, conseiller à la Cour d'appel de Rennes, aux fins d'inculpation de M. Henri Emmanuelli, président de l'Assemblée nationale et ancien trésorier du PS, a peut-être,

paradoxalement, contribué à ce que les socialistes aient commencé à sortir de cette impasse. Le congrès réuni à Bordeaux, au lendemain de cette annonce, a été l'occasion d'une démonstration d'unité et de solidarité autour de M. Emmanuelli, celle-là même que demandait, en faveur des élus inculpés ou menacés de l'être, M. Michel Pézet dans un entretien publié fin mai dans ces colonnes. De M. Laurent Fabius à M. Pierre Mauroy, son prédécesseur au poste de premier secrétaire, tous les orateurs de la première journée ont exprimé leur soutien à l'ancien trésorier.

M. Fabius, voyant bien que le congrès risquait d'être accaparé par ce nouveau rebondissement, a décidé de prendre le taureau par les cornes en intervenant dès vendredi après-midi, à l'arrivée de M. Emmanuelli et en invitant M. Mauroy et M. Lionel Jospin à le rejoindre à la tribune, autour de l'ancien trésorier, afin de fabriquer l'image – antidote médiatique – propre à répondre aux interrogations diffusées la veille. Le premier secrétaire n'est pas allé, cependant, comme cela avait été envisagé, jusqu'à dire qu'il-même et ses deux prédécesseurs demandaient à être traités par le juge de la même façon que M. Emmanuelli. Et, dans les coulisses du congrès, des

avis différents s'exprimaient sur ce que devra faire le président de l'Assemblée nationale si son inculpation est confirmée.

La volonté d'assurer collectivement une défense politique de M. Emmanuelli et des élus mis en cause pour leur participation à l'ancien système de financement du parti – à l'exclusion de tout autre chef d'inculpation – représente-t-elle une pression sur la justice ? M. Fabius a été beaucoup plus prudent que M. Daniel Mayer, l'ancien président du Conseil constitutionnel, qui, vendredi matin, avait lancé devant le congrès l'expression d'« affaire Van Ruymbeke ». Le magistrat rennais n'ayant commis, à ce jour, aucune faute de procédure et n'ayant fait aucune déclaration publique qui autorise à lui prêter des objectifs politiques, le désigner ainsi comme un agent nuisible au système démocratique est dangereux. En revanche, lui disputer le terrain dans l'esprit du public, en opposant à sa démarche juridique des arguments politiques, peut permettre aux socialistes d'espérer légitimement sortir du statut de « gibier » auquel ils avaient l'impression d'être, jusqu'à maintenant, réduits.

pagnes qui ne peuvent que faire le lit de l'antiparlementarisme de la droite extrême.

M. Jean-Marie Le Pen déclare, pour sa part : « Quand la violation de la loi est organisée au plus haut niveau et descend sur le pays comme une véritable pyramide, il s'agit d'une organisation délictuelle ou même peut-être criminelle. » L'archétype de cette organisation, c'est la Mafia », ajoute le président du Front national en affirmant péremptoirement que « M. Emmanuelli, comme avant lui M. Nallet, ont été des trésoriers du PS, et tout le monde sait, parce qu'ils l'ont avoué eux-mêmes, que le PS finançait ses activités politiques par un véritable racket ».

L'ancien trésorier du PS dénonce « la pré-accusation par voie de presse »

M. Henri Emmanuelli, président de l'Assemblée nationale, a dénoncé, vendredi 10 juillet, sur France-Inter, la « pré-accusation par voie de presse » dont il fait l'objet, selon lui, dans le cadre de l'enquête sur le financement du PS. « Je constate qu'on vient d'inventer en France la pré-accusation par voie de presse, sans que le pré-accusé soit prévenu, et je juge le procédé tout à fait déplorable, aussi bien du point de vue de la bonne administration de la justice que de la séparation des pouvoirs et de la bonne santé de la démocratie », a-t-il ajouté. M. Emmanuelli a sou-

ligné qu'il n'avait toujours pas reçu la « lettre fantôme » qui lui aurait été envoyée, mercredi 8 juillet, à minuit, par le juge Van Ruymbeke en vue d'une inculpation. « Depuis quarante-huit heures je me trouve dans une situation tout à fait désagréable, que je ne souhaite à personne de connaître », a poursuivi le président de l'Assemblée nationale. « Je me dis qu'il y a quand même un vrai problème. Je pense que notre réflexion doit porter sur ce qu'est dans notre pays, le système d'instruction », a-t-il estimé.

Un démenti

Le service de presse de la présidence de l'Assemblée nationale a diffusé auprès des agences de presse, vendredi 10 juillet, le communiqué suivant : « Contrairement à certaines indications, M. Emmanuelli n'a jamais fait de commentaires pour le journal Le Monde tel que pour le laisser croire l'article de M. Parigaux et Planat paru dans le Monde du 10 juillet 1992 intitulé « M. Van Ruymbeke a décidé d'inculper M. Emmanuelli ».

« Ce démenti appelle un démenti. Jeudi matin 9 juillet, autour de 9 h 30, M. Henri Emmanuelli s'est entretenu au téléphone avec Patrick Jarreau, chef-adjoint du service politique du Monde, que le président de l'Assemblée nationale avait prié de rappeler après que ce journaliste lui ait laissé des messages afin d'obtenir sa réaction. Durant cet entretien, M. Emmanuelli précisait à son interlocuteur les termes de sa réaction, telle que nous l'avons citée dans nos colonnes et telle qu'elle se retrouve d'ailleurs depuis dans les divers commentaires des responsables socialistes. Mieux encore : jeudi après-midi, l'Agence France-Presse, qui résumait auprès de la présidence de l'Assemblée nationale une nouvelle réaction

de M. Emmanuelli, fut renvoyée par les collaborateurs de ce dernier aux propos rapportés par le Monde. Contrairement à ce qu'écrit notre excellent confrère André Frusard dans son « Cavalier seul » du 11 juillet, ce n'est pas le Monde qui a décidé d'inculper M. Emmanuelli dans sa note du 10 juillet. Quand le Monde s'est entretenu jeudi avec le président de l'Assemblée nationale, la nouvelle était connue du ministre de la Justice, auprès duquel elle nous fut confirmée à deux reprises. La décision prise par le conseiller Renaud Van Ruymbeke était déjà parvenue à Paris par des voies qui sont celles de l'usage et de la courtoisie : les juges ne convoquent pas la veille pour le lendemain afin d'inculper un haut personnage de l'Etat ; ils font connaître par avance leurs intentions au parquet et à la chancellerie. C'est ce qu'a fait la chambre d'accusation de la cour d'appel de Rennes : elle a informé le ministre de la Justice de la décision de M. Van Ruymbeke de faire parvenir à M. Emmanuelli, après la fin de la session parlementaire, une convocation pour le comparaitre au mois d'août afin d'être inculpé.

Ce n'est que quelques jours après que le Monde a appris la nouvelle auprès de responsables socialistes dont les confidentiels traduisaient un émoi compréhensible.

Le juge Van Ruymbeke se déclare « en dehors de toute polémique politicienne »

« J'ai toujours fait mon travail honnêtement », a déclaré vendredi 10 juillet M. Renaud Van Ruymbeke, interrogé sur l'annonce de sa décision d'inculper en août prochain M. Henri Emmanuelli, le conseiller à la chambre d'accusation de la cour d'appel de Rennes a simplement ajouté : « Je suis totalement en dehors de toute polémique politicienne ». Se refusant à toute déclaration sur les dossiers de financement occulte qu'il instruit depuis décembre 1991, M. Van Ruymbeke a précisé qu'il n'était « absolument pas » à l'origine des informations publiées par le Monde du 10 juillet. Ayant décidé de prendre des vacances, le magistrat ne devrait reprendre ses investigations que le 10 août.

Tandis que des sources judiciaires précisent que le chef d'inculpation envisagé pour l'ancien trésorier du parti socialiste – « trafic d'influence » – était exclu du champ d'application de la loi d'amnistie du 10 janvier 1990, les avocats de M. Emmanuelli ont vivement contesté cette version. Dans une lettre adressée à M. Van Ruymbeke, Mes Philippe Lemaire, Patrick Maisonneuve et Gérard Welzer s'étonnent de la « pré-accusation par voie de presse » de leur client. Faisant référence aux informations du Monde, ils ajoutent : « Cet article est soit sans fondement, soit inspiré par une personne ayant été informée d'une intention que vous seul avez pu divulguer. Dans cette hypothèse, nulle autre personne ne pouvant connaître vos intentions, nous ne pouvons que nous étonner d'un tel procédé ».

De son côté, Me Yves Baudelot, avocat de M. Gérard Monate, ancien PDG du bureau d'études Urba et inculpé à ce titre par M. Van Ruymbeke, a rendu public la lettre qu'il a adressé au magistrat après l'interrogatoire de son client, le lundi 6 juillet (le Monde du 10 juillet). Me Baudelot y regrette d'avoir eu à féliciter pour faire inscrire au procès-verbal les déclarations de M. Monate déchargeant M. Emmanuelli de toute responsabilité dans les activités d'Urba. M. Monate avait d'ailleurs tenu à écrire au magistrat pour lui « confirmer qu'à aucun moment, les trésoriers du parti socialiste n'ont eu de responsabilité au sein du GIE (Groupement d'intérêts économiques) que je pré-

sidaient ou des sociétés qui le composaient ». « Nous avons eu, écrit Me Baudelot, le très désagréable sentiment que vous cherchiez à tout prix à ce qu'il mette en cause M. Emmanuelli et que les déclarations de M. Gérard Monate mettaient celui-ci hors de cause n'étaient transcrits qu'avec réticence et de façon incomplète ».

Les syndicats de magistrats ont, en revanche, pris la défense de leur collègue, regrettant les critiques du garde des sceaux à l'encontre d'un éventuel « gouvernement des juges ». L'Union syndicale des magistrats (USM), modérée et majoritaire, déplore que « certains, sur la base de rumeurs qui restent à vérifier, aient pu qualifier de manœuvre ou d'opération politicienne le déroulement d'une information judiciaire ». Rappelant qu'une « instruction régulièrement ouverte doit aller à son terme, quelles que soient les personnalités impliquées », l'USM s'étonne de ce que « l'on parle de violation du secret de l'instruction alors que l'article du Monde du 10 juillet précisait : « La chambre d'accusation de la cour d'appel de Rennes avait su garder le secret, c'est en fait l'émotion des hautes sphères socialistes qui a ébranlé la nouvelle ».

Le Syndicat de la magistrature (SM, gauche) dénonce les « multiples déclarations des hommes politiques de gauche et de droite (...) mettant en cause l'impartialité du juge Van Ruymbeke et dénigrant une manœuvre politicienne ». Il s'inquiète surtout des « risques de désaisissement que laissent présager de tels propos, sans qu'aucun élément ne permette d'imputer la responsabilité de cette fuite au magistrat instructeur ». « La violation du secret de l'instruction qui n'est plus, comme chacun sait, qu'un secret de polichinelle, ajoute le SM, ne saurait servir d'alibi à un éventuel désaisissement dont personne, et surtout pas la classe politique, ne sortirait grand ».

Enfin l'Association professionnelle des magistrats (APM, droite) estime qu'on veut « déstabiliser le juge Van Ruymbeke » et dénonce la « campagne de désinformation qui s'amorce, tendant à jeter de nouveau le discrédit sur la Justice et à en faire un bon émissaire com-

L'opposition et le PCF s'inquiètent du discrédit jeté sur la classe politique

La divulgation de l'éventuelle inculpation de M. Henri Emmanuelli suscite une réprobation générale dans les milieux politiques. « Tout ce climat actuel de suspicion est préjudiciable à la démocratie alors que l'intégrité est une des qualités de la grande majorité de la classe politique française », déclare M. Gérard Longuet. Le président du Parti républicain s'étonne « de la manière dont la possible prochaine inculpation de M. Henri Emmanuelli », qui « a droit au respect dû à chaque citoyen », « a été révélée au public ».

M. Jacques Barrot, président du groupe UDC de l'Assemblée nationale, « met en garde » contre les « risques de dérapages » et il demande « une réforme de fond de l'instruction ». Selon M. Bernard

Stasi, premier vice-président du CDS, « il ne faut pas que les juges se livrent à une vendetta sur les hommes politiques ». « On a un peu le sentiment qu'un certain nombre de juges veulent engager une opération de « chamboule-tout » estime M. Stasi, ajoutant : « Cette affaire donne le sentiment que tous les hommes politiques sont pourris. L'indépendance de la justice doit se manifester dans la sérénité et en dehors des opérations médiatiques ». M. Jean-Claude Gaudin, président (UDF) du conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, se déclare « surpris qu'on parle d'une probable inculpation » de M. Emmanuelli, estimant que « le secret de l'instruction devrait être mieux respecté ». M. Nicolas Sarkozy, secrétaire général adjoint du

RPR, juge qu'« il souffle un vent mauvais sur notre démocratie ». « Sommes-nous encore dans un Etat de droit ? » s'interroge-t-il. « Ce qui se passe déstabilise tout le monde dans la classe politique et ne favorise pas la justice qui a besoin de sérénité », poursuit le maire de Neuilly qui, toutefois, fait observer que le PS n'est pas exempt de reproches. « Quand on a voulu museler la justice, estime-t-il, qu'on ne s'en tienne pas des excès auxquels nous assistons aujourd'hui ». Soulignant que ces « rumeurs d'inculpation ou ces inculpations elles-mêmes » sont ressenties par l'opinion « comme une présomption de culpabilité », M. André Lajoinie, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, s'élève « avec vigueur contre de telles cam-

pagnes qui ne peuvent que faire le lit de l'antiparlementarisme de la droite extrême ».

M. Jean-Marie Le Pen déclare, pour sa part : « Quand la violation de la loi est organisée au plus haut niveau et descend sur le pays comme une véritable pyramide, il s'agit d'une organisation délictuelle ou même peut-être criminelle. » L'archétype de cette organisation, c'est la Mafia », ajoute le président du Front national en affirmant péremptoirement que « M. Emmanuelli, comme avant lui M. Nallet, ont été des trésoriers du PS, et tout le monde sait, parce qu'ils l'ont avoué eux-mêmes, que le PS finançait ses activités politiques par un véritable racket ».

150 000 000

POLITIQUE

de l'Assemblée nationale et les relations entre juges et élus

Contre-feux, dosages et calculs

Sans mettre en cause la sincérité des intentions du garde des sceaux, on ne peut lui contester un indéniable sens politique. Entre les principes proclamés - lutter contre la corruption et laisser passer la justice - et la gestion concrète par la chancellerie des dossiers les plus délicats se glissent d'inévitables dosages et calculs.

En débloquent l'ensemble des affaires quelque peu étouffées par son prédécesseur, dont certaines concernaient la droite, dans une sorte de paix armée sur le front politico-judiciaire, M. Vauzelle n'a pas manqué d'aligner des contre-feux : l'effet recherché est aussi d'équilibrer les turbulences de la gauche par l'étalage de celles de la droite.

En cherchant à réduire la curiosité des juges concernant les pratiques « faisant apparaître un enrichissement personnel » par opposition à celles « relevant de pratiques irrégulières de financement des partis », M. Vauzelle tente de limiter les dégâts : mieux vaut sacrifier quelques « brobis galeuses » exemplaires que de mettre en péril le crédit de l'ensemble de la classe politique.

« Cohérence et impartialité »

Du premier souci, l'inculpation récente mais tardive de M. François Léotard fut la bruyante illustration. Mais il y a aussi les cas, plus anciens, de M. Jacques Faran, député UDF-PR des Pyrénées-Orientales, ou de M. Jacques Gosas, maire RPR de Tout. Il faut y ajouter les déboires des Verts avec leur imprimeur ou les malheurs des bureaux d'études proches du PCF. De la seconde préoccupation, l'accélération des procédures judiciaires à l'encontre de M. Jean-Michel Boucheron, ancien maire socialiste d'Angoulême et aujourd'hui député non-inscrit, fut l'éclatante démonstration. Il s'agit bien en effet d'un tournant radical puisque, comme l'a révélé le Point du 27 juin, en février 1991 le ministère de la justice continuait d'estimer, au dépit d'enquêtes policières pourtant approfondies, qu'il n'était « pas opportun de poursuivre plus avant cette procédure ».

Aux mauvais esprits qui voudraient voir dans cette entreprise générale de « purification judiciaire » une manœuvre de diversion, la chancellerie oppose une double « cohérence et d'impartialité » : « Nous ne réagissons pas une ou deux affaires à des fins politiques : nous les réagissons toutes, explique un proche du garde des sceaux. La justice doit passer dans tous les cas. »

Engagement audacieux dans la mesure où il ris-

que fort d'être pris au mot par nombre de magistrats, comme vient de l'illustrer l'annonce de la décision de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Rennes d'inculper prochainement M. Henri Emmanuelli, devenu l'un des plus hauts personnages de l'Etat.

Le tri entre élus socialistes

Des principes à la pratique, les dossiers instruits à Rennes par le conseiller Renaud Van Ruymbeké sont l'objet d'un discret bras de fer entre le ministère de la justice et l'un des juges les plus pugnaces du moment. « Feu à volonté sur l'enrichissement personnel », résume le même collaborateur de M. Vauzelle. On examinera ensuite les affaires de financement politique postérieures à la loi d'amnistie. Cette ligne de partage n'est évidemment pas dénuée d'arrière-pensées. Elles furent apparentes, début juin, lors du tri opéré dans les dossiers de huit élus socialistes ayant bénéficié des services de la SAGES, le bureau d'études proche du PS dont le patron, M. Michel Rey, inculpé de trafic d'influence par M. Van Ruymbeké, est sous les verrous depuis quatre mois.

Dans trois cas - ceux de MM. Jean-Pierre Sueur, maire d'Orléans et secrétaire d'Etat aux collectivités locales ; Jean-Marc Ayrault, maire de Nantes et député PS de Loire-Atlantique ; et André Pinçon, maire socialiste de Laval (Mayenne) - la chancellerie s'en est tenue à l'ouverture d'enquêtes préliminaires par les parquets de ces trois villes, placés sous son autorité.

Dans les autres cas - ceux de MM. Jean-Yves Le Drian, maire de Lorient et ancien secrétaire d'Etat à la mer ; Jacques Foch, maire de Rezé et député de Loire-Atlantique ; Guy Briante, maire de Courcouronnes (Essonne) ; Gérard Letailleur, maire du Petit-Couronne (Seine-Maritime) et Paul Allémant, adjoint au maire du Taill (Ardèche) - elle a requis des informations judiciaires tout en souhaitant qu'elles soient confiées au même magistrat, M. Van Ruymbeké. C'est chose faite depuis le début juillet, après une décision de la Cour de cassation allant dans ce sens.

Pourquoi cette différence de traitement ? Au ministère, on explique que les dossiers ont été partagés « sur une base purement technique ». Les trois premiers concernaient le financement d'activités politiques, les autres feraient apparaître une présomption d'enrichissement personnel. « Certains élus sont intouchables, d'autres sont jetés en pâture

au juge Van Ruymbeké, commente avec vigueur l'un des avocats concernés par ces dossiers. Hier, c'était la panique : comment arrêter Van Ruymbeké ? Depuis, le monde politique s'est adapté. On parle maintenant du « bon usage » du juge. »

Quelle que soit la réalité des faits - en ce qui concerne M. Sueur, son amourage déclare le dossier inconnu, sinon vide, - il n'est en effet pas négligeable que l'enquête préliminaire ait le degré le plus faible d'investigation : elle s'effectue sous le contrôle du parquet, placé sous l'autorité du garde des sceaux, qui a seul le pouvoir de décider, en dernier ressort, de l'opportunité des poursuites. Or MM. Foch et Le Drian, par exemple, qui sont désormais confrontés à des informations judiciaires menées par des juges indépendants, ne protestent pas moins de leur innocence que MM. Ayrault ou Sueur.

A la chancellerie, on résume ces « procès d'intention ». « Nous souhaitons que les enquêtes préliminaires aboutissent à bref délai », dit un conseiller de M. Vauzelle, qui ajoute : « Croyez-vous que le ministère prendrait le risque d'enterrer de tels dossiers à quelques mois des élections ? » Cependant, certains des avocats des élus « susceptibles d'être inculpés » jugent suspect l'ordre des priorités défini par le ministre de la justice.

A leurs yeux, il n'est pas prouvé que ceux qui ont bénéficié d'avantages en nature, notamment de voyages à l'étranger tous frais payés (« comme tant de cadres invités à des voyages promotionnels »), soient a priori plus coupables que ceux qui ont démarché des entreprises pour recueillir des millions à des fins politiques ou présumées telles. A fortiori lorsque ces pratiques sont postérieures à l'entrée en vigueur de la loi d'amnistie.

La définition de l'enrichissement personnel

« Tout se passe, commente l'un de ces avocats, socialiste qui plus est, comme si l'on tentait de redonner un brevet de vertu aux pratiques illicites d'attribution des marchés publics. Or, hier encore, elles étaient jugées par les socialistes comme particulièrement graves car elles aboutissent à faire supporter le poids des détournements de fonds par les collectivités locales, voire par la collectivité nationale. Faire passer ces détournements massifs au second plan derrière des cas d'enrichissement personnel à première vue mineurs, c'est parvenir l'ordre des priorités morales et sociales. »

Difficile de trancher dans ce débat, qui trouve

probablement son expression publique lors des procès à venir tant est élastique la définition du concept d'enrichissement personnel. Se limite-t-il au fait de vivre sur un grand pied sans rapport avec les revenus de l'élu, ou bien suppose-t-il d'avoir accepté sans contre partie des « cadeaux » de certaines entreprises, ou encore nécessite-t-il d'avoir fait bénéficier ces dernières de quelques faveurs en retour ?

La priorité donnée à l'enrichissement personnel risque en tout cas de reléguer au second plan le scandale que constituerait la révélation de la perpétuation de pratiques de financement occultes des partis et des élus, malgré le vote de la loi de 1990 censée y mettre fin. Ne dit-on pas que, dans l'affaire du bureau d'études ABCE, lié au PCF et travaillant dans la région Centre, le juge Jean-Pierre auriat mis le min sur près de deux mille fausses factures concernant une centaine de municipalités et postérieures à la loi d'amnistie (le Monde du 7 juillet) ?

De son côté, le juge Van Ruymbeké serait lui aussi tombé sur des documents attestant de la poursuite des financements occultes en prévision des élections législatives de mars 1993, lors de perquisitions dans un autre bureau d'études communiste, Bretagne-Loire-Equipement, au Mans, et chez M. Daniel Nedzale, un industriel nataliste réputé travailler pour les socialistes (le Monde du 17 juin).

Que cet état de choses doive beaucoup à l'augmentation des coûts électoraux n'enlève rien à sa gravité. Car s'il n'est pas souhaitable que la justice s'acharne à fouiller dans la comptabilité passée des élus pour des pratiques amnistées, le moins qu'elle puisse faire est de poursuivre ceux qui se sont, une nouvelle fois, mis hors la loi. Mais si la loi - dure lex sed lex - s'applique ici aussi « dans tous les cas », où s'arrêteront les dégâts ? M. Daniel Soulez-Larivière, avocat de M. Jean-Marc Ayrault, use, pour résumer la situation, d'une métaphore cruelle. Selon lui, le PS, piégé par une loi d'amnistie ratée, se trouve face aux juges « dans la position du supplicé chinois à qui l'on coupe chaque jour un petit bout de chair : un petit par-ci, une oreille par-là, et qui ne peut rien faire ». « Les socialistes, affirme-t-il, ne s'en sortent pas sans une nouvelle loi d'amnistie. »

Sans doute juridiquement plaideable, cette ultime échappatoire n'en serait pas moins politiquement désastreuse.

ROLAND-PIERRE PARINGAUX

La justice à l'épreuve

Suite de la première page

Au bout de deux ans, le gouvernement encaissait un triple échec : échec politique (la droite se réjouissait en silence des déboires des socialistes), échec judiciaire (les instructions avancées quand même) et échec moral (le PS y perdait tout crédit).

C'est pour mettre fin à cet enchevêtrement que M. Vauzelle décidait au printemps d'inverser la tendance. En choisissant de « laisser la justice passer », le gouvernement se contentait en fait de prendre acte de l'échec de la politique judiciaire menée depuis 1989 : révoqués par l'amnistie, juges et avocats avaient contourné les fins de non-recevoir de la chancellerie en utilisant les textes avec habileté. Le juge Thierry Jean-Pierre était ainsi parvenu à instruire le dossier du financement du PS et du PC dans la Sarthe en partant d'un accident du travail, et l'avocat des Verts, M. Pierre-François Divier, avait fini par obtenir l'ouverture d'une information judiciaire sur les activités marseillaises d'Urban et utilisait astucieusement un article du code des communes. Face à cette contre-offensive, le gouvernement avait le choix entre deux solutions : s'arc-bouter sur ses refus, au prix d'une guerre ouverte avec le monde judiciaire, ou admettre enfin l'existence de la corruption afin d'éviter au moins un reproche, celui d'entraver le travail des juges.

Des faits postérieurs à la loi de 1990

Lors de son arrivée au gouvernement, M. Vauzelle, qui en 1989 avait voté contre le principe de l'amnistie lors de la réunion du groupe socialiste de l'Assemblée nationale ayant précédé l'adoption de la loi, exigeait alors un geste symbolique : l'ouverture rapide d'informations judiciaires sur le financement des clubs de football. Deux mois plus tard, des informations judiciaires étaient ouvertes à Rennes dans le dossier du juge Van Ruymbeké et certains dossiers impliquant la droite étaient relancés.

Le message était clair : la politique d'étouffement des affaires était terminée. Dans une dépêche envoyée le 20 mai à tous les parquets de France, M. Vauzelle

annonçait que la priorité devait désormais aller à la lutte contre l'enrichissement personnel.

En invitant la justice à agir avec « célérité et fermeté », la chancellerie se lançait toutefois dans un pari extrêmement risqué. Si les investigations judiciaires en cours font apparaître des pratiques de corruption postérieures à la loi du 15 janvier 1990, toute la pédagogie du gouvernement sur le thème de la « remise des comptes à zéro » sera réduite à néant. Or les dossiers de corruption, que la place de la justice a occupés depuis 1989, ont réservé de mauvaises surprises : beaucoup concernent des faits qui se sont déroulés depuis 1990, c'est-à-dire dans le cadre du système de financement des partis et des campagnes électorales instauré par la loi du 15 janvier 1990. Si ces données se confirment, la courte purge que le gouvernement avait choisie d'assumer pourrait se transformer en une longue traversée du désert dont beaucoup d'hommes politiques ne se relèveront pas.

Au mois de novembre 1991, la commission d'enquête sur le financement des partis mise en place par l'Assemblée nationale ne se faisait d'ailleurs guère d'illusions sur les vertus de cette loi rédigée dans la précipitation. Son rapporteur, le député socialiste du Nord Jean Le Garrec, soulignait que ce texte, « même amélioré », ne pouvait constituer « qu'une réponse partielle au problème du financement occulte de la vie politique ». « La législation en vigueur depuis 1988 et 1990, tout en répondant très largement à son objectif de clarification, doit être évaluée, précisée et complétée, notait-il, si du moins on veut éviter que les anciennes habitudes mises en relief par les investigations de la commission ne conduisent, même après l'intervention de ces textes, à la perpétuation au moins partielle de certaines pratiques. »

Un second écueil menace la politique de la chancellerie : la reprise d'un violent affrontement entre les hommes politiques et la justice. Constatant, dans les années 1989-90, que les hommes politiques se mêlaient de justice, certains juges s'étaient ouvertement mêlés de politique. Ce furent les protestations des juges contre l'amnistie, la création au Mans du

Forum pour la justice, le zèle de certains magistrats dans les dossiers impliquant des personnalités socialistes. En décidant de « faire pleine confiance à la justice », la chancellerie, qui pensait que le silence des hommes politiques finirait par calmer la vindicte des juges, espérait donc revenir à un climat plus serein.

L'annonce de la prochaine inculpation par M. Van Ruymbeké de M. Henri Emmanuelli, président de l'Assemblée nationale, a réduit cet espoir à néant : connue de la chancellerie à la veille du congrès socialiste de Bordeaux, la nouvelle a donné lieu à une virulente contre-offensive sur le thème du « parti pris » des juges. M. Vauzelle a pu mesurer à cette occasion la difficulté d'être le garde des sceaux d'un gouvernement qui affiche, en matière de ces derniers jours, l'absence de tout parti pris. M. Vauzelle, qui affirmait au mois de mai faire « pleine confiance à la justice », a pris le risque d'entamer le crédit qu'il était en train d'acquiescer dans la magistrature en dénonçant les dangers d'un « gouvernement des juges ».

Les travers de la procédure pénale

La position est d'autant plus difficile que la politique de lutte contre la corruption sera certainement plus cruelle pour le Parti socialiste que pour aucun autre parti. Non parce qu'il a triché plus que les autres, mais parce qu'il est aujourd'hui victime d'une double malchance : le PS, qui souhaitait « moraliser » les collectes de fonds, a gardé de nombreuses traces de ses financements occultes, et il fait aujourd'hui l'objet, à Rennes, d'une instruction menée par un juge particulièrement entreprenant.

Ces « affaires », dont le monde politique se sent bien passé, ont cependant eu le mérite de faire apparaître au grand jour certains défauts de notre procédure pénale. Depuis un peu plus d'un an, les élus ont découvert avec stupeur deux des travers de notre système judiciaire : les effets pervers de l'inculpation et l'absurdité des « privilèges de juridiction ». Prononcée par un juge d'instruction, l'inculpation, qui sanctionne l'existence « d'indices graves et concordants de culpabilité », était à l'origine conçue comme une protection : elle permettait aux per-

sonnes mises en cause d'avoir accès au dossier et d'être assistées par un avocat. Depuis quelques années, la médiatisation aidant, l'inculpation est devenue infamante et, pour certains, elle vaut quasiment condamnation. La présomption d'innocence est constamment bafouée.

Quant aux privilèges de juridiction, qui obligent les juges à transmettre leur dossier à la Cour de cassation dès qu'un élu est « susceptible d'être inculpé », ils tournent aujourd'hui à l'absurde : loin de préserver les élus des tourments d'un jugement local, où leur influence pourrait troubler le cours de la justice, ils entraînent une suspicion rapide qui aggrave l'atteinte à la présomption d'innocence. Les noms des élus « susceptibles d'être inculpés » sont commentés comme si ces élus étaient coupables alors que certains d'entre eux ne seront peut-être jamais jugés, et donc a fortiori jamais condamnés. Les juges savent parfaitement que cette règle est absurde mais ils n'ont pas le choix : s'ils veulent éviter les foudres de la Cour de cassation - et donc les risques d'annulation de certaines pièces, voire de tout le dossier, - il leur faut saisir la Cour dès que le nom d'un élu est mentionné dans la procédure, ne serait-ce qu'une fois.

Créée en 1988 par M. Pierre Arpaillange, la commission « Justice pénale et droits de l'homme », présidée par M. Mireille Déclaux-Marty, avait souligné en 1990 les principaux défauts de la procédure pénale française. Dénonçant l'ambiguïté du rôle du juge d'instruction, elle avait proposé une architecture novatrice qui n'a finalement pas été retenue par les gardes des sceaux qui se sont succédés depuis lors. Il y a un an, le ministre délégué à la justice, M. Michel Sapin, avait tenté de réformer en douceur la procédure pénale : dans un texte que M. Vauzelle affirme vouloir défendre devant le Parlement à l'automne prochain, il proposait notamment de remplacer l'inculpation par un système comprenant une « mise en examen » et une « mise en cause » et de supprimer purement et simplement les privilèges de juridiction.

Tous les jours, des justiciables « ordinaires » font l'expérience des imperfections de la procédure pénale française. Les hommes politiques qui, depuis quelques mois, en font eux aussi les frais seront peut-être plus ouverts, à l'avenir, aux débats sur les travers de la justice française.

ANNE CHEMIN

L'affaire de Port-Fréjus

L'inculpation de M. Léotard provoque une polémique entre M. Nallet et M. Devedjian

Mercredi soir 8 juillet, au terme de la confrontation générale organisée à Lyon, dans l'affaire de Port-Fréjus, entre les six inculpés et les trois plaignants, M. Patrick Devedjian, avocat de M. François Léotard, avait mis en cause l'ancien ministre de la justice, M. Henri Nallet, en disant : « Il a fallu toute la malice d'un ancien garde des sceaux pour prendre au sérieux les élocutions de M. Espanol » (le Monde du 10 juillet).

M. Nallet a réagi à ce propos, vendredi après-midi 10 juillet, en affirmant que les défenseurs de M. Léotard cherchaient à accréditer l'idée que « l'inculpation du maître de Fréjus serait le résultat d'une manipulation politique » et en rappelant que la plainte avec constitution de partie civile avait été déposée par M. Espanol contre M. Léotard le 22 mai 1990, soit avant qu'il soit nommé garde des sceaux le 2 octobre 1990.

« Où est la manipulation ? »

L'ancien ministre de la justice a précisé : « Le 3 septembre 1990, la chambre criminelle de la Cour de cassation a déclaré cette plainte recevable et désigné la chambre d'accusation de la cour d'appel de Lyon pour l'instruire. Dès lors, le ministère public, dont le garde des sceaux est responsable, ne peut intervenir en quoi que ce soit : c'est le juge qui instruit comme il l'entend. Le 12 juillet 1991, le procureur général de Lyon a pris des réquisitions, comme l'article 86 du code de procédure pénale lui en fait obligation. Et, à ce stade de la procédure, aucune appréciation de l'opportunité n'était possible par le ministère public. Où est la manipulation ? »

A la suite de cette réplique, M. Devedjian a réagi à son tour, vendredi soir, en indiquant : 1) « Pour n'être plus ministre, M. Nallet conserve un souvenir précis des dates et des actes de la procédure intervenus dans ce dossier. C'est la raison pour laquelle il ne devrait pas omettre ceux qui sont essentiels. »

2) « La plainte de M. Espanol a

effectivement été déposée le 22 mai 1990, soit plus de quatre ans après l'acquisition de sa maison, le 14 mars 1986, par M. Léotard. Le litige qui est au cœur de la polémique, à le supposer établi, se prescrit par trois ans et la loi prévoit que la prescription doit être reléguée d'office par le parquet. »

3) « Il est vrai que M. Nallet est devenu garde des sceaux le 2 octobre 1990. Il est inexact que « le ministère public, dont le garde des sceaux est responsable, ne peut intervenir en quoi que ce soit », car il est intervenu. »

« Le 14 janvier 1991, le procureur général de Lyon écrivait à M. Espanol : « J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le procureur général de Lyon ne prendra pas l'initiative des poursuites dans cette affaire. »

« Malgré cela, le même procureur général de Lyon prenait des réquisitions, le 12 juillet 1991, sans même que le plaignant n'ait eu à consigner. Fait exceptionnel, alors que la plainte était contre X..., il prenait des réquisitions contre personne dénommée. Il se trouve que, lorsque les réquisitions sont contre personnes dénommées, l'inculpation est obligatoire. »

« Entre ces deux attitudes du procureur général de Lyon, a conclu M. Devedjian, une information avait été ouverte au parquet de Lyon dans l'affaire Urban. Qu'est-ce donc qui a motivé ce changement d'attitude du procureur général, dont, comme le déclare M. Nallet, « le garde des sceaux est responsable » ?

« Rectifié. - Le décret du 13 septembre 1989, publié au Journal officiel du 15 septembre 1989, fixe ainsi en son article 2 l'ordre de préséance dans les cérémonies publiques : le président de la République, le premier ministre, le président du Sénat, le président de l'Assemblée nationale, M. Henri Emmanuelli, président de l'Assemblée nationale, est donc, en vertu de ce décret, le quatrième personnage de l'Etat et non le troisième comme nous l'avons écrit dans nos éditions du 9 juillet. »

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Le procès des responsables de la transfusion sanguine devant le tribunal de Paris

Le diagnostic du professeur Jacques Roux

L'audience du vendredi 10 juillet a été entièrement consacrée à l'interrogatoire du professeur Jacques Roux, ancien directeur général de la santé de 1981 à décembre 1985, inculpé de non-assistance à personne en danger. La 16^e chambre correctionnelle du tribunal de Paris entendra à partir du 15 juillet, les premiers témoins.

En milieu d'après-midi, le professeur Jacques Roux a reconnu ses fautes. Après quelques réaffirmations de sa part, le professeur, ancien ministre des affaires sociales, une ou deux piques sur M. Laurent Fabius, ancien premier ministre, et bien des digressions, le professeur, avec ses gesticulations et les placements de paupières qui font son charme, s'est discrètement incliné devant la justice.

Un tragique destin

A cet instant, M. Pierre Chaigne, partie civile, s'étonnait de ce que l'ancien directeur général de la santé ne se soit pas davantage bagarré pour imposer que l'on importe massivement, dès les mois d'avril-mai 1985, les concentrés sanguins chauffés nécessaires aux hémophiles A. Et M. Chaigne avouait son incompréhension : comment le professeur Roux, « hospitalo-universitaire » à la notoriété internationale, avait-il pu ne pas égarer du conseil d'administration du Centre national de la transfusion sanguine (CNTS) dont il était membre, le retrait immédiat à la vente des flacons de concentrés non chauffés ?

Interrogations toutes simples qui valurent à leur auteur une réponse désarmante, mouro voce : « J'aurais pu le faire, je ne l'ai pas fait. C'est tout... C'est vrai... J'aurais pu le faire à titre personnel, je le reconnais. Je ne l'ai pas fait. » Peut-être se rendra-t-on compte un jour que ce drame — qui a déjà provoqué la mort de deux cent cinquante-huit hémophiles et la contamination de quinze cents autres — fut ainsi la conséquence d'une kyrielle de démissions et d'inconsciences, greffées sur de réelles inconnues médicales et scientifiques, et de non moins réels enjeux commerciaux et financiers.

Au fil de l'audience, le professeur Roux a en tout cas permis au tribunal de mieux comprendre quels furent les débats concernant l'épidémie de sida dans la haute administration et chez les responsables politiques durant l'année 1985. Un univers où la question du chauffage des concentrés sanguins n'était de toute évidence que secondaire par rapport à d'autres fronts.

« A l'époque, raconte le professeur Roux, on ne pressait de ne pas aborder la question du chauffage. Le gouvernement n'a pas voulu envisager ce problème. » Toute l'énergie des pouvoirs publics semble en effet accaparée par l'enregistrement officiel des tests de dépistage du sida Abbott (américain) et Pasteur (français) et leur éventuelle généralisation pour endiguer la contamination du sang lors des collectes. Or l'estimation du coût d'une telle décision — environ 150 millions de francs — fait d'autant plus réfléchir le gouvernement, soucieux d'économies, que la mise au point du test français est en retard par rapport à son concurrent.

Ainsi les services du premier ministre demandèrent-ils au Laboratoire national de la santé de « retarder le test Abbott » en vertu d'un évident souci de préférence nationale... En regard de ces considérations tout à la fois industrielles et commerciales, le tragique destin des hémophiles est sous-estimé et négligé, chaque responsable considérant que c'est à son voisin de prendre les mesures qui s'imposent.

Des arguments juridiques

Or si l'on en croit le professeur Roux, la distribution de produits non contaminés aux hémophiles n'aurait dû poser aucun problème : « A ma connaissance, il n'y a pas eu de frein de la part du ministère de l'économie et des finances pour les importations de concentrés chauffés. Personne ne m'a jamais signalé de blocage. Nous aurions dû acheter à l'étranger à partir de février 1985. »

Mais voilà ! Englué dans la doctrine de l'autosuffisance, le CNTS, sous l'autorité du docteur Corsetti, s'y refuse. Et le professeur Roux, lui-même ardent partisan de cette ligne du « Produisons français », n'a aucune preuve pour démontrer qu'il avait « changé d'optique » sur ce

point depuis la fin de l'année 1984. A plusieurs reprises, le président Jean-Louis Mazères s'interrogea du reste sur la qualité et la précision des informations transmises au gouvernement : « Professeur Roux, avez-vous bien dit que 50 % des hémophiles étaient contaminés ? Votre note du mois de mai ne reflète pas ce que vous nous dites. Le langage administratif est une curieuse tendance à atténuer légèrement les choses. Les ministres, il faut parfois leur faire un peu comprendre les choses ! »

« Mais, monsieur le président, ils étaient informés ! Et il y avait cinq médecins au cabinet du secrétaire d'Etat à la santé. Dans ma note du 11 juin 1985, je dis clairement au ministre que je n'ai pas défendu sa politique devant la commission consultative de la transfusion sanguine si des mesures immédiates ne sont pas prises. Vous savez, c'est tout. J'ai claqué la porte d'une réunion de son cabinet... »

« J'étais exaspéré »

Les pouvoirs publics perdront cependant un temps précieux en arguties juridiques pour déterminer s'il revient au ministre ou au directeur général de la santé, le professeur Roux, de signer l'arrêté ordonnant le non-remboursement par la Sécurité sociale des concentrés sanguins non chauffés. Soucieux des tensions, respectueux des lois, la sphère politico-administrative, alors que la contamination se répand de manière alarmante, se interroge en effet gravement sur le statut juridique des concentrés sanguins.

Parce qu'il s'agit, au terme de la loi, de marchandises et non pas de médicaments, les juristes de service proposeront finalement, au lieu d'interdire purement et simplement leur non-remboursement à partir du 1^{er} octobre 1985... Une annonce du reste timide, comme honteuse. Durant cette période glauque, les pouvoirs publics semblent naviguer à vue, incapables d'aller vite, de trancher.

Du mois d'avril, où le docteur Gennet et le professeur Roux, pour une fois d'accord, considéraient qu'il est désormais certain que les produits non chauffés sont dangereux pour les hémophiles au 1^{er} octobre, un semestre passe. Et l'arrêté ministériel du 24 juillet à la même

date butoir du 1^{er} octobre, plus de deux mois. Cela s'appelle une « période transitoire ». « Je l'ai acceptée parce qu'elle était acceptable, commente le professeur. Ce n'était pas une bonne solution, mais la moins mauvaise. »

Le professeur Roux aurait tout de même volontiers réduit cette « période » à un mois. « C'était possible d'un strict point de vue technique. » Il aurait surtout préféré que l'arrêté soit signé à la mi-juin. Mais il n'était pas écoulé, dit-il. « J'en avais assez. Il y avait un blocage. J'étais exaspéré. »

Cette exaspération ne le conduisit malheureusement pas à presser le CNTS d'importer massivement des concentrés chauffés. Le président Mazères s'en étonne. Le professeur s'attorne de son étonnement : « C'était au CNTS de prendre la responsabilité de retirer de la vente les produits dangereux. »

Cette exaspération ne le poussa pas non plus à une démission fracassante : « J'ai toujours eu comme doctrine que se retirer dans les moments difficiles n'est pas une attitude correcte, mais souvent une lâcheté. J'ajoute que, en février 1985, on m'a demandé de prévoir le retrait des produits non chauffés pour le budget 1986. Je regrette de le dire, mais c'est grâce à moi si on n'a pas attendu le 1^{er} janvier 1986. »

Le directeur général de la santé eut d'autres soucis de conscience : « Je suis intervenu ponctuellement, à certains moments... Je me suis rendu à Lyon pour leur dire d'importer. C'est vrai que je l'ai fait. A Montpellier aussi. Mais pas systématiquement. » Le président : « Vous étiez fonctionnaire d'autorité. Ne deviez-vous pas dire au CNTS la même chose ? »

« Ce n'est pas mon opinion. Je suis un administrateur. Je demandais au gouvernement d'aller rapidement. Mais mon rôle n'était pas d'aller devant les centres. »

C'est précisément ce que conteste le ministère public et ce que ce vieux baroudeur, fin et rusé, fait par ailleurs d'une voix douce et lasse : « C'est vrai... J'aurais pu le faire à titre personnel, je le reconnais. Je ne l'ai pas fait... »

Reprise des débats mercredi 15 juillet.

LAURENT GRELSAMER

Au tribunal correctionnel de Paris

Le capitaine Barril contre « le Monde »

La 17^e chambre correctionnelle de Paris se prononcera le 17 septembre sur la poursuite engagée par l'ancien capitaine Paul Barril, qui reproche au Monde et à notre collaborateur Edwy Plenel d'avoir porté atteinte à son honneur et à sa considération dans un article consacré à l'affaire des Irlandais de Vincennes, publié le 21 septembre 1991.

Il ne manque qu'une machine à écrire. Ce jeudi 9 juillet, la 17^e chambre correctionnelle ressemble au cabinet d'un juge d'instruction qui aurait bien voulu laisser sa porte ouverte. Il serait d'ailleurs difficile de convaincre ce passant égaré dans les couloirs en cherchant la Sainte-Chapelle que cette salle minuscule est réservée à un simple procès en diffamation. Car ou y parle de choses graves pour un Etat de droit. Le tribunal examine dans ses moindres détails l'arrestation de trois Irlandais à Vincennes le 28 août 1982 et le président, M. Jean-Yves Monfort, veut tout savoir sur ces erreurs de procédure qu'un officier de gendarmerie a couvertes en croyant protéger l'Etat, ou tout au moins l'Elysée. Il se fait expliquer par le ment comment s'est développée l'hypothèse selon laquelle les armes et les explosifs découverts dans cet appartement de Vincennes auraient été « apportés » pour faire « tenir » une arrestation fragile.

Et, au fil des heures, l'audience montre comment cette hypothèse est devenue peu à peu une certitude. Pendant plus de deux heures, un témoin, M. Bernard Jégat, explique son engagement militant pour la cause irlandaise qui l'a conduit à accepter de stocker des armes. Il décrit son affolement lorsqu'il a cru que ses amis irlandais étaient pour quelque chose dans l'attentat de la rue des Rosiers. C'est ce doute qui l'a amené à tout raconter à un officier du GIGN, le capitaine Paul Barril. Bernard Jégat lui a donc donné les armes et les explosifs qu'il possédait. Mais, après l'arrestation des Irlandais, il a compris que c'était ces mêmes armes qui avaient été « découvertes » dans l'appartement de Vincennes.

Il crie sa colère devant la passivité de la justice et semble tout étonné qu'aujourd'hui on le laisse parler si longtemps. Car c'est après un exposé bien plus bref qu'il a été reconnu coupable de détention d'armes sur la base de ses propres déclarations, et il ne comprend pas pourquoi le capitaine Barril n'a jamais été poursuivi, alors qu'une information judiciaire

pour transport d'armes avait été ouverte. Un autre cri lui succède. Celui d'un homme qui fut le commandant Jean-Michel Beau. C'est lui qui a « habillé les erreurs du GIGN » pour protéger la cellule élyséenne. Mais il n'avait jamais imaginé que des gens de son propre corps apporteraient des armes pour fabriquer une procédure. Maintenant, il en est certain, car les descriptions des armes faites par Jégat correspondent très exactement à ce qu'on lui a fait saisir dans l'appartement de Vincennes. Condamné pour subornation de témoins, réduit au chômage, lui non plus ne comprend pas qu'un fait bien plus grave n'ait jamais donné lieu à poursuites.

« Un procès en ombres chinoises »

Pierre Péan, journaliste et écrivain, vient ensuite décrire au tribunal l'enquête qu'il a menée parallèlement à celle d'Edwy Plenel et qui l'a conduit, en rencontrant d'autres personnes, à la même conclusion : les armes ont été déposées à Vincennes. Alors, on parle d'attentat aux libertés et l'on prononce le mot de « forfaiture », deux crimes qui seront couverts par la prescription le 28 août 1992.

Le passant égaré cherche des yeux ce capitaine Barril dont le nom revient à chaque instant. Comment expliquer qu'aujourd'hui, il est le plaignant et qu'il n'a pas jugé utile de venir ? M. Josephine Trang, conseil du capitaine Barril, s'en charge en ramenant le débat sur le terrain de la diffamation avant de « dénoncer » un procès anti-Barril dans le but de le faire inculper avant la prescription. M. Yves Baudouin et Christine Courty demandent la relaxe en se référant à certains passages du réquisitoire de M. Edith Dubreuil. C'est un comportement exceptionnel, mais le visiteur égaré était déjà parti lorsque le magistrat du parquet avait abondamment souligné le sérieux de l'enquête menée par le journaliste avant de signifier, en termes à peine voilés, l'opération de Vincennes « menée sans scrupules, en employant tous les moyens ».

Aussi M. Dubreuil s'interrogeait-elle sur les motifs qui avaient conduit le capitaine Barril à engager cette poursuite : « Il est bien étrange que la partie civile ait cru devoir s'aventurer sur un terrain aussi dangereux (...). Alors qu'elle n'a pas été inquiétée dans la procédure, c'est comme si elle avait voulu, malgré cela, un procès pour elle en ombres chinoises, à l'instar de celui qui, comme la guerre de Troie, n'aura pas lieu. »

MAURICE PEYROT

REPÈRES

FAITS DIVERS

Des incidents ont opposé adolescents et policiers à Brunoy (Essonne)

Des sapeurs-pompiers et des policiers ont été attaqués par des jeunes à Brunoy (Essonne) dans la nuit du vendredi 10 au samedi 11 juillet. Vers 2 heures, une cinquantaine d'adolescents se sont réunis dans le quartier des Hautes-Mardelles. Ils entendaient protester contre la fermeture par la mairie d'une maison des jeunes qui avait été détériorée. Certains d'entre eux ont mis le feu à une pile de palettes en bois. Les pompiers, alertés, sont arrivés sur les lieux sans les jets de pierres et de bouteilles. Quelques minutes plus tard, les policiers ont subi les mêmes assauts. L'affrontement a duré plus d'une heure. Seuls quelques dégâts matériels sont à déplorer. La police n'a procédé à aucune interpellation.

ASTRONOMIE

Nouvelle rencontre de Giotto avec une comète

La sonde spatiale européenne Giotto, qui, en 1986, avait connu son heure de gloire en survolant la comète de Halley, a rencoué avec le succès en volant, jeudi 10 juillet à 17 h 30, une comète de second rang : Grigg-Skjellerup. La performance est remarquable dans la mesure où Giotto n'était pas, au moment de la rencontre, dans le meilleur état de fraîcheur (le Monde du 8 juillet). Construite pour deux ans, elle a tenu plus du triple. Sur les onze instruments qu'elle transportait, sept ont été remis sous tension, début juillet, pour observer Grigg-Skjellerup, une distance comprise entre 200 et 300 kilomètres. Les scientifiques attendent

avec impatience le dépouillement des premiers résultats. Il est en effet important pour la compréhension de la formation du système solaire de comparer les caractéristiques de deux de ces témoins des premiers âges que sont les comètes : une comète très jeune et très active, Halley, avec une autre, plus vieille et très érodée, Grigg-Skjellerup.

Malgré la grande faiblesse de Giotto, les responsables de la mission envisagent de modifier la trajectoire de la sonde pour un possible autre rendez-vous.

ÉDUCATION

Projet de création d'une université islamique de France

La Fédération nationale des musulmans de France (FNMF) projette d'ouvrir à Paris, à partir de septembre 1993, une université islamique de France, chargée de « former des cadres pour la communauté musulmane de France ». Cette future université, fondée par le Centre européen de recherche et d'information sur l'islam (l'une des cent quarante associations regroupées dans la FNMF), devrait fonctionner dans un premier temps « sur le modèle des open universities, dispensant des cours uniquement le week-end », dans les mosquées de Paris et de la région parisienne. Avec un budget initial de 200 000 F par an, l'université devrait également assurer une formation complémentaire aux imams formés à l'étranger, qui souhaitent officier en France. Cette université est complètement indépendante de l'institut européen des sciences humaines destiné à la formation d'imams qui s'est récemment ouvert dans la région de l'initiative de l'Union des organisations islamiques de France (UOIF).

SPORTS

CYCLISME : le 79^e Tour de France

La charge de la brigade légère

Alors qu'on attendait, vendredi 10 juillet, les sprinters belges sur les routes des Flandres, c'est le Français Laurent Jalabert (Once), déjà quatrième la veille, qui s'est imposé entre Roubaix et Bruxelles, obtenant sa première victoire d'étape dans le Tour. Une étape animée avec brio par un autre

Français, Thierry Marie (Castorama), mais marquée surtout par le coup d'éclat de Claudio Chiappucci (Carrera) et de Greg LeMond (2), qui parvenaient finalement à fausser compagnie au peloton, à une vingtaine de kilomètres de l'arrivée, avec le Danois Holm et Jalabert. Au classement

général, le Français Pascal Lino (RMO) conserve le maillot jaune, mais son coéquipier Vireneux voit le Canadien Bauer (à 3 min 11) et l'Italien Chiappucci (à 3 min 34) le devancer. LeMond, Bugno et Indurain sont respectivement à 4 min 29, 5 min 6 et 5 min 33 du leader.

BRUXELLES

de notre envoyé spécial

On ne saura jamais si, en passant à Braine-Aleud, dans la province de Brabant, à quelques kilomètres du champ de bataille de Waterloo, Chiappucci l'Italien et LeMond l'Américain se prirent soudain pour Blücher et Wellington, au matin de ce 18 juin 1815 qui devait sceller la défaite de Napoléon. S'étaient-ils, eux

aussi, rencontrés dans cette ferme de la Belle-Alliance pour décider, le moment venu, de desserrer l'emprise invisible de cet autre aigle, espagnol celui-là, nommé Indurain, qui, trônant sagement au sein du peloton, observe les lauriers s'épuiser dans de folles étapes et attend patiemment l'heure de vérité, lundi, à Luxembourg ?

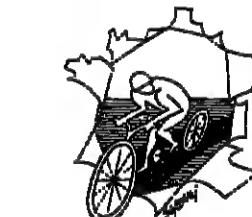
L'estocade des mousquetaires

Le fait est que grâce à eux et à quelques autres, tel le hussard Thierry Marie, qui n'en finit pas de faire des avances à une course bien ingrate envers lui, la « plaine » belge traversée par cette sixième étape fut tout sauf morte. N'en déplaise à un Victor Hugo qui n'aurait certainement pas été insensible aux mirabiles qui, à l'arrière de la course, ramenaient sous la pluie, sur des routes glissantes, sans pouvoir toujours éviter la chute. A l'avant, la bataille faisait rage sous l'impulsion d'un Chiappucci de nouveau en proie à ses pulsions de dynamiteur et qui profitait de chacun des fameux « casse-pattes » qui font, avec les pavés du nord, la réputation du Tour des Flandres pour faire exploser un peloton obligé de se frayer, en file indienne, un passage dans le véritable couloir humain qui menait de l'étauiller. Infatigable, l'Italien attaquait dès les premiers kilomètres,

d'abord au mont de l'Enclus, puis dans la côte de Kwarmont, enfin dans le Kreusberg, épaulés par des flambeurs nommés LeMond, Capiot et Marie. Sentant le souffle de la mente sur ses talons, ce dernier filait seul, par monts et par vaux, dopé sans doute par le souvenir de sa chevauchée fantastique de l'an dernier, entre Arras et Le Havre. Les Tours se suivent et ne se ressemblent pas. Il capitulera donc, non sans passer sa flamme à un Chiappucci qui, à 26 kilomètres de l'arrivée, décida de jouer les d'Arignans.

Et c'est ainsi que l'on verra quatre mousquetaires porter l'estocade, deux d'entre eux choisissant de se ménager en attendant de savoir qui tirerait leur épingle de cette escapade, les deux autres menant le bal, piaffant comme des étalons lâchés dans une prairie normande. Deux grands seigneurs pour un grand spectacle. Une vraie course contre la montre, menée à plus de 60 kilomètres à l'heure, avec un écart se creusant au fil des kilomètres.

Somptueuse charge qui donnait presque envie de taper dans ses mains. Non que la poignée de secondes arrachées ainsi par deux prétendants à d'autres prétendants changeait vraiment la face du Tour. Mais elle signalait le chef-d'œuvre de deux champions faisant étalage de leur classe, pour leur plaisir et pour celui d'une foule chaleureuse. Du



cyclisme champagne pour trinquer à la santé apparemment retrouvée d'un Greg LeMond dont chaque soir les caméras indiscretes venaient, depuis le départ, prendre le pouls.

PATRICK FRANCÈS

Les classements

SEIZIÈME ÉTAPE

Roubaix-Bruxelles (167 km)

1. Jalabert (Fra), 3 h 37 min 6 s ; 2. Chiappucci (Ita), même temps ; 3. Holm (Dan), même temps ; 4. LeMond (EU), même temps ; 5. Museeuw (Bel), à 1 min 22 s.

Général : 1. Lino (Fra), 26 h 22 min 53 s ; 2. Bauer (Can), à 3 min 11 s ; 3. Chiappucci (Ita), à 3 min 34 s ; 4. Vireneux (Fra), à 4 min 2 s ; 5. LeMond (EU), à 4 min 29 s.

JEUX OLYMPIQUES : La Yougoslavie accepte les conditions du CIO. — Le Comité olympique yougoslave, qui regroupe la Serbie et le Monténégro, a accepté, vendredi 10 juillet, la proposition du Comité international olympique (CIO) sur les conditions de participation de ses athlètes aux Jeux de Barcelone (le Monde du 10 juillet). Ces athlètes seront en uniforme blanc, sans la moindre mention nationale. L'hymne et le drapeau olympiques salueront leurs éventuels succès.

سورة البقرة

HEURES LOCALES

REPÈRES

BASSE-NORMANDIE

La voile participe à la promotion du département de la Manche

POUR promouvoir son patrimoine maritime et ses kilomètres de littoral, le conseil général de la Manche a choisi de s'associer à la Fédération française de voile pour organiser la première édition de la Sarmanche (le Monde daté 17-18 mai). Une manifestation au large de trois étapes, Granville, Crik (Irlande) et Poole (Angleterre), qui a rencontré un vif succès auprès des vingt-trois équipages engagés et des milliers de spectateurs.

Lors de l'arrivée de la dernière étape, à Cherbourg, M. Jean-Louis Monneron, président de la Fédération française de voile (FFV), M. Claude Asselin, vice-président du conseil général de la Manche, ont annoncé que la Sarmanche, inscrite au calendrier officiel permanent de la FFV, sera reconduite les deux années suivantes.

Cette épreuve est un exemple de ce que l'on peut faire dans un département. On ne se contente pas de dire, on agit. M. Philippe Bertin, président de la communauté de conseils généraux, a souligné que la Sarmanche est une manifestation qui aura lieu en 1994, année de cinquantième du débarquement allié en Normandie.

BRETAGNE

Presse mobile pour le traitement des déchets dans les Côtes-d'Armor

UNE société de Pleslin-Trigavou, dans les Côtes-d'Armor, propose aux collectivités une presse mobile solution au traitement des déchets. Une unité mobile compacte, qui se déplace à la demande pour conditionner les ordures, a été expérimentée par la société Basso. Elle garantit, selon ses concepteurs, « des gains d'argent de 10 à 20 % ». Elle évite aux collectivités des investissements pour des équipements fixes. En réduisant de cinq à dix fois le volume des ordures, elle fait baisser le coût du transport.

La conditionnement en balles, cerclées automatiquement, la récupération des liquides et la presse avant leur traitement, rendent également plus propre le transfert des déchets. Moins de frais, moins de pollution, un meilleur respect de l'environnement, ces atouts de la presse baladeuse séduisent les élus du conseil général des Côtes-d'Armor.

Il est prévu de financer la moitié de l'investissement par l'unité mobile pourrait apporter une solution au compactage dans les déchetteries, que préconise le conseil départemental pour le traitement des déchets.

LIMOUSIN

L'or au secours de l'uranium en Haute-Vienne

MALGRÉ l'arrêt programmé de son exploitation uranifère, la COGEMA ne désengage pas tout à fait de la région limousine. La société conserve la mine d'or du Bourneix dans le département de la Haute-Vienne qui a déjà produit deux tonnes d'or depuis le début de l'année, soit 1,8 en 1991.

Après la fermeture de Salsigne (Aude) le Bourneix, près de Saint-Yrieix-la-Perche, est la dernière mine d'exploitation de la Communauté. En activité depuis plus d'un siècle, elle a été pendant la seconde guerre mondiale, puis a été rouverte dans les années 1980 par Penarroya, à l'époque où le prix de l'or était au plus haut.

Depuis, le prix s'est effondré (62 000 francs par once actuellement) et Penarroya qui extrayait 600 kilos par an a stoppé son activité en 1988. La COGEMA prit alors la relève en investissant dans une unité de cyanuration concentrée aurifère pour diminuer les coûts de traitement. Le site emploie actuellement quatre-vingt-cinq salariés.

Ce supplément a été réalisé en collaboration avec les responsables : Georges Lamoignon (Limoges), Patrick Le Nen (Saint-Brieuc) et Jean-Jacques Lerosier (Caen).

Eloge de la légitimité économique et sociale

Quelques mois après les élections régionales, les CESR, instances de représentation des organismes professionnels et des milieux sociaux, renouvellent leurs bureaux

POUR quatre raisons au moins, le renouvellement des bureaux et des membres des conseils régionaux économiques (CESR), qui ont lieu au début du mois de juillet, méritent de retenir l'attention.

Ces événements interviennent dans la foulée du renouvellement des conseils régionaux, en mars dernier, dont plusieurs ne fonctionnent pas de manière satisfaisante. Ils ont pour cause la majorité des changements qui s'y sont opérés au cours de ces conditions de par contre-coup, les pouvoirs ne sont pas uniquement consultatifs, mais peuvent apparaître comme un lieu de médiation et de réflexion politique plus approfondie.

Les conseils régionaux économiques ont récemment exprimé leur volonté politique, pour la première fois, qu'à l'occasion de la préparation du budget de 1993. Or les CESR, qui ont été créés par la loi de décentralisation du 2 mars 1982, sont pratiquement à l'initiative poli-

tique du projet de loi de décentralisation. Les CESR, qu'ils émettent, à la manière de la presse, rend compte de leurs débats, les placent dans un cadre chronologique sous les feux de la rampe, et le conseil régional. Il en ira de même pour la préparation des contrats de plan (et le choix des grands équipements) qui marquent la période 1991-1994.

Dans plusieurs régions les présidents de CESR ne se représentent pas, alors qu'ils étaient parfois à la tête de l'industrie depuis vingt ans, c'est-à-dire depuis que les instances ont été placées sur les bords baptismaux par la loi du 3 juillet 1972. Ici en Languedoc-Roussillon, le président Philippe Lamour s'efface pour raison de santé, il (en Auvergne) un récent ouvrage de la région, la région d'Alsace. Ailleurs, en Midi-Pyrénées, M. Yves Morvan, et dans les régions d'outre-mer, par exemple, l'élection constitue un événement régional majeur auquel sont conviés les milieux politiques, économiques, sociaux, culturels, patronaux. Mais, si le poste de président du CESR n'est pas aussi flatteur qu'il en a l'air, celui de président du conseil régional ou de préfet, la démission de beaucoup d'entre eux, prend un autre sens. Les analyses que développe M. Tony Manjou, président du CESM de la Réunion, ne sont pas seulement pertinentes, mais aussi par leur franchise avec le conseil régional, les élus ou les instances régionales.

Expression de la démocratie participative

Que les CESR soient présidés par un syndicaliste, un professeur réputé, un élu influent ou une personnalité qualifiée désignée par le pouvoir pour exercer une magistrature d'influence n'est pas indifférent.

C'est enfin l'occasion, au moment où dans les larges couches de l'opinion les critiques fusent contre les assemblées, les partis et le jeu politique - voire politique, de se interroger sur la légitimité, l'utilité, le rôle, l'avenir des organismes consultatifs. Les CESR, le Conseil économique et social, national qui préside l'ancien ministre M. Jean Mattéoli.

Ces instances associent les représentants des forces économiques, sociales, culturelles, associatives, agricoles, autrement dit ce que M. Jean Bon-dout, président du CESR du Nord-Pas-de-Calais appelle la « société civile » et l'expression de la « démocratie participative ». Interrogations qui précèdent l'élaboration du colloque organisé les 11 et 12 juin au Palais d'été sur le thème : « Les instances consultatives, concurrentes ou partenaires des instances politiques ? ».

L'organisation, les pouvoirs et le fonctionnement du Conseil économique et social et des CESR étant quasiment homothétiques, les questions

juridiques et politiques qui ont été étudiées lors de ce colloque s'appliquent sans réserve aux assemblées consultatives régionales et alimentent, par conséquent, les débats sur la décentralisation, ses mérites et ses limites.

Des compétences élargies

M. Emile Arrighi de Cassanova, président de la section des économies régionales au CES, dénonce deux assimilations souvent pratiquées au sujet des assemblées consultatives : « Elles ne sont pas l'expression d'une forme de néo-corporatisme, mais elles ont vocation à jouer un rôle de creuset au sein duquel s'organise, par le brassage des points de vue, la confrontation, le dialogue et la concertation. Pas davantage n'ont-elles vocation et aptitude à être des contre-pouvoirs. Si elles interfèrent dans le champ du pouvoir c'est pour l'éclairer et non pour lui disputer ses prérogatives. »

M. Pierre Bérégovoy ne dit rien d'autre lorsque, dans un message à M. Mattéoli, il indique : « Ces assemblées sont les partenaires des instances politiques, contribuant à la clarté et à la

qualité du débat démocratique, dans une féconde et pacifique confrontation... Les CESR se sont imposés comme les partenaires naturels des assemblées régionales. » Depuis 1986, on peut dire que le fonctionnement du couple « Nord-Pas-de-Calais et conseil régional, présidé par le socialiste Noël Joseph, a été le meilleur de France », écrit M. Dominique Cresson, élu du conseil de M. Bonnevise.

Pour s'imposer, ces assemblées ont dû, pour M. Pierre Troussel, président du CESM du Centre, président de la Conférence permanente de présidents de CESR, récapituler : « La loi de 1982 avait un peu vidé les CESR de leurs prérogatives. Gaston Dejeune n'appellait pas ce type d'assemblée, pendant la cohabitation, M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur, les portait davantage dans son sillage. Il a fallu attendre le retour de M. Pierre Joxe place Beauvau pour que les CESR retrouvent leur interlocuteur attentif. Mais par la loi du 6 février 1992, l'administration territoriale qui est en grande partie un agent est pour une fois sous le coup de la loi. »

Le champ des saisines des CESR, désormais s'élargit, et dans beaucoup

de régions leur influence se renforce. De plus ils pourront créer en leur sein des « sections » ouvertes à des personnes extérieures, seront utiles, note M. Troussel, notamment pour la mise en œuvre de la prospective régionale, l'aménagement du territoire et la gestion de l'équipement. Enfin les anciens « comités » économiques s'appellent désormais conseils, un terme aux yeux de beaucoup plus « noble » que ces « comités » qui sont créés, ici ou là, pour un oui ou pour un non et qui prolifèrent sans l'indifférence générale.

Deux mois après la fameuse loi de la Chapelle, qui voulait que les citoyens d'une même profession puissent se rencontrer pour défendre leurs intérêts, les forces économiques et sociales peuvent retrouver du terrain parmi les institutions françaises. A chacun de dire, dans sa région, si le dogme républicain selon lequel la légitimité du pouvoir ne réside que dans le suffrage universel est intangible aujourd'hui qu'hier.

FRANÇOIS FÉRECHOUX

« Un corps intermédiaire utile aux élus »

Pour M. Raymond Cerutti, président de l'Assemblée des chambres françaises de commerce et d'industrie, les CESR ont fait la preuve de leur efficacité

« Les conseils économiques et sociaux régionaux (CESR) sont-ils des lieux de dialogue ? »

- Certains se moquent un peu de l'existence d'une assemblée sans réels pouvoirs. Membre depuis six ans du conseil d'Auvergne, région dont je suis originaire et dont je préside la chambre de commerce, je peux leur répondre que cette instance est reconnue par tous les partenaires. Je peux aussi leur citer le rapport que nous avons rédigé sur la distribution. Une

étude qui concerne des représentants de différents secteurs économiques de la région et qui risque d'avoir des incidences sur la production comme sur l'aménagement du territoire. Mais nous travaillons sur le thème du thermalisme, autre sujet d'intérêt régional. Les instances de ce pays d'accueil.

- Ces études sont-elles acceptées et prises en compte par les élus politiques ?

- Les conseils économiques et sociaux régionaux sont des lieux de réflexion et d'expression. Les effets de parole ne sont pas absents. Mais qu'importe, il s'agit d'un corps intermédiaire utile aux pouvoirs publics ou aux élus, car ils peuvent y prendre la température

des forces vives de la région. Par leurs rapports ou par leurs questions, ils indiquent une direction qui semble intéressante. Aux détenteurs du pouvoir exécutif de la suivre ou au contraire l'ignorer.

- La décentralisation a-t-elle favorisé l'action des conseils ?

- En 1986, lorsque les conseils régionaux ont été installés, le dialogue a été quelque peu difficile. Des élus découvraient des domaines nouveaux de compétences et rencontraient des conseils économiques et sociaux, structure déjà existante, qui possédait des dossiers et des méthodes de travail. Mais rapidement le partage des tâches s'est établi. Je pense que la décentralisation a donné plutôt de bons résultats. Elle a provoqué un effet de démultiplication : tout le monde se sent, aujourd'hui, des responsabilités économiques, même si parfois cela nuit à l'efficacité.

- Le rôle des chambres consulaires est-il limité à donner un avis au CESR ?

- Non, même si celui-ci est important. Comme je l'ai souligné, les conseils économiques et sociaux sont des lieux de dialogue et d'échanges. Chaque réunion

permet aux délégués du CCI de connaître le sentiment des différents groupes sociaux représentés sur un projet ou un axe de travail. Mais les chambres ne peuvent se contenter de cette approche. Elles doivent avoir aussi des contacts avec le président du conseil régional. L'entreprise a besoin de partenaires et elle ne doit négliger aucun interlocuteur.

- Les CESR acceptent-elles de pas à pas la présidence de ces instances représentatives des forces économiques de la région ?

- En Auvergne les membres du CESR ont librement accepté la règle de l'alternance pour le poste de président de conseil. Après un syndicaliste de Force ouvrière, c'est un membre de l'Union patronale qui a été désigné. Vous savez, dans les pays qui siègent dans ces instances savent ce qui compte, c'est la qualité du travail et du commun. Une bonne approche des problèmes économiques et sociaux.

Propos recueillis par SERGE BOLLOCH

Peut-on faire confiance aux agences de notation ?

Un rapport sénatorial explique l'intérêt du « rating » pour les collectivités et préconise quelques règles de déontologie

AVEC la décentralisation, le financement des collectivités locales a connu une véritable révolution. Depuis 1982, une nouvelle pratique s'est imposée : la notation, appelée rating (le Monde daté 28-29 juin). Dans un rapport approuvé le 24 juin par la commission des finances du Sénat, M. Paul Lorient, sénateur de l'Essonne, analyse ce phénomène, lié à l'émission directe sur les marchés financiers.

Les notes présentent, sous une forme synthétique, l'opinion que certains experts ont sur la qualité des émissions. Le « triple A », décerné aux emprunts de l'Etat français, indique, par exemple, une sécurité de paiement maximale. Le « D », qui pourrait revenir aux emprunts de la belle époque, désigne les créances en défaut de paiement.

La technique de la notation a été importée des Etats-Unis où, depuis longtemps, pour des raisons fiscales, les collectivités locales préfèrent l'émission directe de créances aux emprunts bancaires. Témoin de cette influence, le « triple A » français est marqué par la présence des filiales de deux plus grandes agences américaines : Moody's France et Standard and Poor's ADEF. Il n'existe qu'une seule française, Euronotation.

Un véritable indicateur pour l'évaluation, la notation donne à l'émetteur

la possibilité de négocier à l'argent à moindre coût. A condition, bien sûr, qu'elle soit fiable. Ce qui n'a pas toujours été le cas, comme le montre l'exemple de la ville de New-York, notée au niveau A quelques mois avant sa mise en faillite de paiement en 1975.

Pour qu'une notation soit crédible, il faut qu'elle fasse preuve d'indépendance. Cette qualité se traduit par l'absence d'entreprises dans son capital. L'agence ne doit effectuer d'analyses qu'à la demande de la collectivité. Celle-ci s'engage à fournir les informations nécessaires sur son environnement économique, sa situation financière et sa gestion.

Le fait qu'une équipe soit composée d'analystes français apparaît comme un gage supplémentaire de qualité, estime M. Lorient. Familiers de nos particularismes juridiques, les professionnels paraissent mieux à même d'apprécier les risques liés aux émissions de collectivités locales que les analystes anglo-saxons.

Un observateur étranger peut-il, en effet, interpréter correctement une notation aussi subtile que l'inscription d'office d'une collectivité au rôle de la préfecture ? Les difficultés de la ville d'Angoulême ont montré que ce garde-fou, instauré par la loi du 3 mars 1982, ne constitue pas une garantie absolue de paiement. Ce n'est que la capacité contributive des

habitants et la valeur du patrimoine cessible qui garantissent, en fait, le règlement de la dette, rappelle le rapporteur. L'analyse ne doit pas limiter le rôle des procédures de contrôle budgétaire, ajoute M. Lorient, mais s'interroger sur le bien-fondé des excellentes notes accordées, en 1990, au département des Alpes-Maritimes et à la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Eviter les motivations politiques

La notation comporte des risques, aussi des limites. Cette technique peut être utilisée à des fins politiques, et non financières. Pour éviter que les élus ne se découragent des « brevets de bonne gestion », la mission des finances du Sénat préconise un remède simple : la publication de la note soit suivie d'une émission dans un délai d'une douze mois. Faute de quoi, un comité déontologique professionnel devrait adresser un avertissement à la collectivité notée à l'agence. Le Sénat insiste pour que le rapport de notation soit motivé et motivé. Il doit faire apparaître le montant de l'émission et sa date.

Les émissions directes ne représentent que 3 à 4 milliards de francs par an, soit 10 % des emprunts du secteur public local. Elles sont réservées à quelques grandes collectivités, capables

d'émettre plus de 200 millions de francs et de gérer leur trésorerie. Leur développement est limité, mais qu'il incite à une certaine transparence, permet de réaliser des économies, et constitue un lieu de négociation entre des banques parfois frileuses.

Pourtant, l'appel au marché obligataire s'est réduit, ces dernières années, sous l'effet notamment, d'un défaut de réglementation. Le principe du remboursement à la fin, c'est-à-dire en une seule fois, l'échéance, pourrait être surmonté grâce à des techniques comme la « décalage » ou le « swap », qui permettent de transférer une dette obligatoire à des tiers. Or, ces opérations sont proscrites par le ministère des finances, qui les considère comme contraires à l'obligation de dépôt des fonds dans un compte ouvert au Trésor.

M. Lorient avait protesté contre cette contrainte, dans un rapport sur la gestion de la trésorerie des collectivités locales (le Monde du 20 novembre 1990). Mais depuis, d'hui que le ministère des finances derrière l'absence de notation précise pour imposer des interdictions aux collectivités décentralisées. L'encadrement juridique des émissions obligataires, nécessaire à la loi, permettrait d'éviter qu'une nouvelle sujétion vienne alourdir le fardeau des collectivités locales.

R. R.

BLOC-NOTES

NOMINATIONS

M. Jean-Marie Simon rejoint Communication et... Directeur de la communication au groupe Lyonnaise des eaux, M. Jean-Marie Simon a quitté son poste au mois de mai pour participer au développement d'une agence de communication dans la communication des collectivités.

Né le 4 août 1940 à Troyes, Jean-Marie Simon est diplômé d'études supérieures de droit public et de sciences politiques. Il est entré en 1968 à la délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR), où il a créé le service de communication. Chargé des relations avec la presse dans divers cabinets ministériels, il rejoint la Lyonnaise des eaux en 1979.

PUBLICATIONS

Les régions aidées par la CEE. - Le Conseil des communes et régions d'Europe (CCRE) et la délégation à l'aménagement du territoire (DATAR) ont publié un Annuaire régional des aides européennes. L'ouvrage identifie, notamment, les collectivités locales bénéficiaires des programmes d'action communautaires. Les départements comme les Hauts-de-Seine, l'Essonne ou Paris sont champions pour les aides. 117 pages, 195 francs. La Documentation française, 29-31, quai Voltaire, 75001 Paris.

Chapitre 1.52

de notation ?

Suite de la première

Ce soir, sur les champs ▯ bidé, ils
font forte : un ▯ ▯ un che-
val de terre. ▯ Castille, le
Medina ▯ ▯ Cádiz, le
Don Alonso, l'homme qui a choisi Lope
de Vega, bat la campagne, les
jours, les nuits : la femme ▯ son
cheu vit à Bizet et lui, haitait
n'est ▯ le moins du monde ▯
mauviette, ▯ petit garçon, ▯
son ▯ ▯ d'«épargner toute
inquiétude à ses parents», le tel
point qu'entre les combats, un
court court de trêve (fre, sargi-
sime) l'époque), ▯ duels,
il court rassurer sa maman, ▯ ici
non ▯ pied joints ▯
l'une des qualités singulières qui
font du cours de trêve (fre, sargi-
hors du commun, et si attachant :
il a le courage des équivoques, des
antinomies, des sincérités enfantes-
ques du cœur, il n'a ▯ ▯

Il a le ton magique des « mots neufs » pour le dire. La bien-aimée, Dona Inés, apparaît-elle sur le grand-place, à midi, la mise et le ton modestes, notre Don Alonso se dit : « Tiens, voilà que le soleil se lève une seconde fois ! »

Et vient-elle vers lui, le soir, à travers « les branches », il dit, c'est plus simple, et aussi libre : « Inés, voici venir le jour ». Mais, Lope de Vega, un sourire un petit peu farceur pince en lui le bras de l'élan poétique sincère, et il y a toujours, aussi, cette « minutie des contraires » que

Il a chez **Lope** **Vega** une
qualité de sensibilité de **qui**,
quelques **qui**,
« mécanique comique pure »,
comme **en** **sovent**,
plus **charme**. **Les** **anti-**
nomies, c'est-à-dire une vue plus
entière, moins machinale, de la
vérité **âmes** se manifeste
aussi, il semble **que** **cha-**
cun **il** **pas** se rejoint.

Il a une vue sans illusion d'uno
que **ils** **tous** **humains**,
le lien **parents** et **enfants**.
Comme chez Molière, le père
d'Inès veut la marier à un Don
Rodrigo qu'elle n'aime pas. Elle
aime **Lope** **Vega** n'a pas
trop **mots**, **merci**, de la
poésie, **elle** **doit** **de**
l'intensité, la beauté même, **les**
d'élan **créateur**,
de l'amour **d'Alonso**. Mais il
voit **que** **parents**, précisé-
ment parce qu'ils échappent
à ce phénomène d'inflam-
mation, d'inspiration, d'émotion
passagère, qu'ils ont une liberté
d'attention, et **qu'ils** se trouvent
même, quelquefois, **prévoir** **ce**
qui attend le couple.

Car, comme le dit Lope Vega, « après l'homme ne s'agit que d'un beau » d'étoiles », et « l'amour lance » flèches » aveugle » ne tombe pas souvent juste ». Il y a quelque chose — le scepticisme, comme une « d'humour » — en la farce, lorsque l'homme se voit, se faisant d'homme de conseils aux dramatiques, écrit : « Que les personnages n'aillent pas oublier » qu'ils ont fait, comme l'Édipe de Sophocle, qui ne se rappelle pas qu'il a tué son père : un pareil oubli est très sensible ».

Tout cela, au fond, manifeste la conception libérale d'esprit de l'invention de « un inoubliable drathéâtre » rappeler » scrupules, à indiquer » servitudes. La poésie plus forte, il lancet dans les

dialogues, ni vu ni connu, ■ c'est elle qui portait ■■ consciences ■■ témoins. ■■ cela sans faire la grosse voix, ■■ Lope ■■ Vega volait dans les airs, se permettait n'importe quoi.

Les publics réclamaient des histoires... Pourquoi pas ? L'Espagnol... peut atténuer sa grosse colère si l'auteur... pas, en deux petites heures, tout... qui s'est passé ici-bas, si s'y passera, depuis le premier jour de la Genèse jusqu'au Jugement dernier. Si noir but est de faire plaisir, tout ce qui peut y... nous être per-

Pour l'ouverture du Festival, il
s'est rendu, dans la Cour du Palais,

*Chez Bouvier-Obadia on danse le jour des mariages
la paix de la nuit*

« L'univers masculin et l'univers féminin s'affrontent - Bouvier / Obadia nous ont-ils jamais raconté une chose, ni qui le pense mieux qu'eux ? - d'abord à petits gestes feutrés, ~~des~~ ~~parfois~~ d'armes, des saluts d'escrimeurs, peut-être ~~des~~ d'ultimes tentatives de non-agression. La paix pour ~~elle~~ si douce, semblent ~~des~~ ces ~~armes~~ fugitives, ces ~~des~~ hommes posées sur les genoux des femmes...

Mais non, il est trop tard, et les musiciens se font de plus en plus rares. Les coups frappant brutalement sur leurs mains. Corrida. Défis, feintes, provocations. Le groupe d'hommes parade, serré comme un vol de corbeaux aux lueurs d'orange-rouge à sa direction, devant les yeux impossibles et à jamais déparues. Parfois il y a un « ou » en scène qu'un couple, ou un trio : violemment entraînée, portée, jetée à terre par deux hommes, Joëlle Bouvier une proie consentante? Plus tard, l'air lui est long et elle se roule, elle se roule. Electre, iphigénie... fille allume... feux... pliers : pour quelle cérémonie, pour la grondeur d'un orage... portés de femmes pantalonnées sur la scène en bras, cependant que la nuit à l'Espagne.

Et que somme longuement un
glas, qui finit naïvement l'écho à
celui que Pina Bausilio nous faisait
réécouter dans son *Tanzabend II*. Peut-être, finalement, y
a-t-il un affrontement entre les
sexes qu'éternel combat des êtres
humains : les forces mysté-
rieuses de la terre et du ciel, contre
la peur, la la peur
aussi le spectacle, reprenant
les mêmes images, tourne-t-il un peu
rond lui-même. Mais il est
assez pour le bavardage n'a
jamais été le fort de Bouvier et Oba-
pour l'empertement la beauté
ces images, les forces incantatoire
et la richesse de leurs évocations.

SYLVIE DE NUSSAC
■ Jusqu'au 12 juillet ■ 21 h 30.

proches, c'était poignant. Entre les acteurs et l'assistance, venait d'avoir lieu une ~~ultime~~ secrète, deux ~~hommes~~ la confiance fraternelle — ~~elle~~ par l'entremise de ~~scènes~~ dramatiques ou drôles, simples ~~scènes~~ bonjour avions-nous pensé.

Je suis profondément ému. Un
 peu comme les jours de... Alonzo.
 Un homme à l'œil qui...
 la montagne la nuit entre ses parois
 la femme du son cœur, et qui,
 aller et retour, un finir par
 faire

Il le présentait. Lope de Vega
 lui fait dire : « des jours et des
 j'ai erré dans les défilés et les
 pénombres de son cœur : j'ai eu
 consolations dans les jours de tris-
 tesse, et dans les joies, les coups
 chagrin ; mais surtout la plus inces-
 sante de le perdre éperonnait si
 vivement ma conscience que je
 me sentais puni par la conscience
 d'un crime. Je me sentais cour-
 re vers la mort, et je me sentais
 ma vie, mais je m'étais assou-
 je m'étais l'écrire : je m'étais
 que pour mourir. »

André **1** **2** **3** **4** **5** **6** **7** **8** **9** **10** **11** **12** **13** **14** **15** **16** **17** **18** **19** **20** **21** **22** **23** **24** **25** **26** **27** **28** **29** **30** **31** **32** **33** **34** **35** **36** **37** **38** **39** **40** **41** **42** **43** **44** **45** **46** **47** **48** **49** **50** **51** **52** **53** **54** **55** **56** **57** **58** **59** **60** **61** **62** **63** **64** **65** **66** **67** **68** **69** **70** **71** **72** **73** **74** **75** **76** **77** **78** **79** **80** **81** **82** **83** **84** **85** **86** **87** **88** **89** **90** **91** **92** **93** **94** **95** **96** **97** **98** **99** **100** **101** **102** **103** **104** **105** **106** **107** **108** **109** **110** **111** **112** **113** **114** **115** **116** **117** **118** **119** **120** **121** **122** **123** **124** **125** **126** **127** **128** **129** **130** **131** **132** **133** **134** **135** **136** **137** **138** **139** **140** **141** **142** **143** **144** **145** **146** **147** **148** **149** **150** **151** **152** **153** **154** **155** **156** **157** **158** **159** **160** **161** **162** **163** **164** **165** **166** **167** **168** **169** **170** **171** **172** **173** **174** **175** **176** **177** **178** **179** **180** **181** **182** **183** **184** **185** **186** **187** **188** **189** **190** **191** **192** **193** **194** **195** **196** **197** **198** **199** **200** **201** **202** **203** **204** **205** **206** **207** **208** **209** **210** **211** **212** **213** **214** **215** **216** **217** **218** **219** **220** **221** **222** **223** **224** **225** **226** **227** **228** **229** **230** **231** **232** **233** **234** **235** **236** **237** **238** **239** **240** **241** **242** **243** **244** **245** **246** **247** **248** **249** **250** **251** **252** **253** **254** **255** **256** **257** **258** **259** **260** **261** **262** **263** **264** **265** **266** **267** **268** **269** **270** **271** **272** **273** **274** **275** **276** **277** **278** **279** **280** **281** **282** **283** **284** **285** **286** **287** **288** **289** **290** **291** **292** **293** **294** **295** **296** **297** **298** **299** **300** **301** **302** **303** **304** **305** **306** **307** **308** **309** **310** **311** **312** **313** **314** **315** **316** **317** **318** **319** **320** **321** **322** **323** **324** **325** **326** **327** **328** **329** **330** **331** **332** **333** **334** **335** **336** **337** **338** **339** **340** **341** **342** **343** **344** **345** **346** **347** **348** **349** **350** **351** **352** **353** **354** **355** **356** **357** **358** **359** **360** **361** **362** **363** **364** **365** **366** **367** **368** **369** **370** **371** **372** **373** **374** **375** **376** **377** **378** **379** **380** **381** **382** **383** **384** **385** **386** **387** **388** **389** **390** **391** **392** **393** **394** **395** **396** **397** **398** **399** **400** **401** **402** **403** **404** **405** **406** **407** **408** **409** **410** **411** **412** **413** **414** **415** **416** **417** **418** **419** **420** **421** **422** **423** **424** **425** **426** **427** **428** **429** **430** **431** **432** **433** **434** **435** **436** **437** **438** **439** **440** **441** **442** **443** **444** **445** **446** **447** **448** **449** **450** **451** **452** **453** **454** **455** **456** **457** **458** **459** **460** **461** **462** **463** **464** **465** **466** **467**

« Mais les entendions = les distinguions très clairement, ces choses, ex. comme par un tour de magie, ils nous invitaient à aller voir tout un pays mystérieux qui donnait à l'enchantement une inhabituelle gravité. La mise en scène de Louis Pascal, c'est ça : il a orienté le jeu jusqu'à nous faire partager une illusion d'optique, fondamentale, que Paul Valéry exprime en un rien tel moi : « la transparence des bords du forêt ». »

Tous, ce soir, auraient voulu que l'illusion se prolonge. Mais c'est fini. « Ici s'achève la tragique histoire d'un cavalier d'Olimedo », murmure le roi. L'or des salons s'atténue. Dans les caves du Palais, les portes se referment. Les hommes s'assourdissent. Les rues d'Avignon. Le fleuve. Comme à l'arrivée, la voix d'Elorca : « La barque sur les eaux. »

MICHEL COURNOT
► Cour d'honneur, jusqu'au
22 juillet [à] 14h. 22 h.

De sa Cartoucherie, où elle se prépare à partir pour l'Angleterre présenter les Atrides, Ariane s'exprime sur la situation des intermittents du spectacle.

« La situation est difficile à comprendre, même pour nous, car l'intermittence est mal connue. Ou tronquée, comme celle que fournit la CGT. Il est vrai que le statut des intermittents du spectacle — nous tous — est à revoir. Il est faux de dire que nous sommes en danger de mort. La situation est embrouillée et complexe : c'est au CNFP et au Syndicat français des intermittents du spectacle.

» Je me suis rendue compte

Trois professionnels du spectacle se réunissent le 10 juillet dans la Cour d'honneur du Palais des papes d'Avignon où la première représentation du *Chevalier d'Olmedo* a pu malgré tout avoir lieu. Pour la première fois depuis le 1^{er} juillet, les intermittents — artistes, techniciens, employés — sont apparus sur les scènes de la ville en œuvre pour parvenir à défendre leur système de protection sociale.

14 heures dans la Cour d'honneur du Palais des papes. Depuis trois heures maintenant, une poignée de professionnels du spectacle ont commencé, sous une pluie battante, l'« occupation » du lieu le plus symbolique de l'histoire du théâtre européen résonnant des derniers préparatifs techniques pour le spectacle d'Olmedo, spectacle d'ouverture du festival.

Jusqu'à la jour... était à Avignon. Le coordination intermittente du spectacle avait obtenu du directeur sa festival, garanties pour populariser le théâtre. Ce qui a changé le 11 juillet, c'est la venue des représentants occupés à l'Odéon, emmenés par le directeur de la Compagnie nationale du spectacle COT. Michel Gauthier. Tout en se multipliant les contacts et débat, il a été convenu que le spectacle « off », très facile : professeur, très nombreux à Avignon ont pu en profiter.

Plus de spectacles « on » off, sans sincèrement sagesse, mais avec une convention générale de l'UNEDIC. Elle signifièrent pour eux, si aucun accord n'intervenait entre les partenaires sociaux d'ici là, la disparition, la suppression de tous les avantages sociaux de revenu.

Tout en affirmant leur détermination de faire passer la suppression de ces syndicats, les intermittents ont participé au festival d'été, voté, sur tous les lieux de spectacle, les premières représentations de nombreux syndicats, rencontrés dans et hors les Palais, appelaient de leurs vœux. Les artistes et techniciens de la Cour ont pourtant écrit un communiqué d'introduction au CNP, les artistes qui sont sous le régime d'assurance-chômage. Il est lu par Jean-Luc Dupuis, directeur du rôle de Tello dans *Le Chevalier d'Olmedo*, à la fin de chaque représentation et suscite une immédiate réaction favorable.

Lors de l'Assemblée générale, l'ensemble de ces dispositifs de lutte n'a pas paru suffisant à certains qui ont proposé une occupation symbolique de la rue, sous la forme des représentations de rue, résolutions, la quasi-unanimité participants, y compris le personnel de la rue. Une affiche a été déployée sur le premier étage de la rue, par les artistes français des artistes. Provence, les fossoyeurs de la culture, A l'heure de l'Assemblée générale, les personnes présentes ont distribué un appel, signé par plus de quatre-vingts professionnels dont Alain Crombecque, Louis Pasqual, Georges Lavaudant, Jean-Pierre Laroche, Jean-Louis Schiaretta, etc. Dupuis, pour appeler à la fin de l'occupation la rue.

A Paris comme à Avignon, les

professionnels divergent sur les franchises ■ employer pour attirer

leur... Tandis que les plus radicaux, dans la mouvance de la CGT, s'emploient à déclencher une hypothétique grève - elle pourrait avoir lieu le 17 juillet -, d'autres préféreraient mener des actions qui n'empêchent pas les ouvriers et techniciens de travailler à un moment où ils ont des emplois correctement rémunérés et dûment sécurisés pour leurs employeurs. La voie de la raison emporte vendredi.

Dena intervint le même jour, qui devrait M. François Périgot, président du Centre national du théâtre français, a répondu à la lettre que le ministre de la culture, M. Jack Lang, lui avait envoyé en l'honneur de la semaine. Après une production au sein de la compagnie Périgot, connaît la particularité des productions artistiques : « Je suis, comme même, la culture française et la prospérité du spectacle. Je m'occupe parfaitement que les personnels relevant de cette activité bénéficient d'un niveau particulier, mais n'est pas la compétence mais l'assurance de la première prise en charge toutes les contraintes liées à l'exercice de la profession.

« Nous n'avons pu, malgré ces efforts, faire passer les quelques propositions que nous avons faites, non pour exclure les professionnels du spectacle à la retraite interprofessionnelle, mais au contraire pour réserver ce régime spécial à ceux qui nous semblent pouvoir réellement en bénéficier. Nos efforts nous ont permis de trouver un accord relativement difficile pour assurer la pérennité du régime général d'assurance-chômage.

De son côté, le ministre de la culture a déclaré de confier au metteur en scène Jean-Pierre Vincent, directeur du Théâtre des Arts, Molière de Nanterre, une mission d'évaluation des « propositions en cours de discussion » par les partis politiques sociaux. « Comme nous le savez, écrit M. Jack Lang, seuls les partis politiques — le PCF et les syndicats de salariés — disposent d'un pouvoir de négociation et de décision sur le régime d'indemnisation du chômage. Le ministre de la culture ne dispose sur ce domaine ni d'un pouvoir d'instruction, ni d'un pouvoir de substitution.

■ Ma fonction morale ■
■ néamoins à revendiquer avec force
■ nom ■ artistes ■ respect de
■ deux principes : l'exigence d'un
■ régime spécifique d'impartialisation
■ du chômage pour ■ professions ■
■ une solidarité interprofessionnelle
■ active ■ bénéficie ■ ces profes-
■ sions. Longtemps contestés, ■
■ deux principes recueillent aujourd'hui un large assentiment. C'est
■ d'application qui fait l'objet d'in-
■ quiétudes, d'incompréhension et
■ (...) Pour sortir
■ cette situation, je souhaite qu'avec
■ une professionnalisation des
■ choix ■ analyser les propositions
■ en cours de discussion et que
■ et ■ évaluation
■ Vous ne pouvez pas attendre
■ l'ouverture, plus tard que la
■ l'ouverture, voilà.

« In medio du la première repré-
sentation du Chevalier d'Olmedo,
une dizaine de personnes étaient
couchées sur le sol devant le
porche du Palais des papes et scan-
daient : « Non ! le spectacle inter-
mittents ! » Le ciel, enfin calmé,
paraissait à l'entendre.

OLIVIER SCHMITT

et citoyen

à décourager les **citoyens** **participatifs**. On peut chercher comment **transformer** les **citoyens** sans que le **citoyennisme** ne devienne une façon **de vivre**. Je suis indignée par la façon dont les **citoyens** sont exploités, je suis indignée quand un **citoyen** refuse de **participer** parce que les **citoyens** sont plus **exploités** que les **citoyens** proposés.

» Si nous voulons réellement améliorer notre pays, c'est tout un ensemble d'éléments que nous devons étudier à la rentrée, approfondir ensemble et pas seulement avec le CNPF d'un côté et la CGT de l'autre. Et nous voulons tous bien entendre, nous avons la scène. Nous devons jouer. »

Propos recueillis
par **COLETTE GODARD**

BILLET

Question de culture

Les Allemands ne sont décidément pas satisfaits de la manière française - c'est-à-dire brouillonne - de passer des accords. Et surtout de les appliquer. Après avoir signé un traité, passé trois années à bâtir ARTE, la chaîne de télévision culturelle franco-allemande, et alors que cette chaîne est enfin sur le point d'exister simultanément de part et d'autre du Rhin, voilà que tout semble remis en question. M. Jack Lang, ministre de la culture et de la communication, s'est mis en tête d'obtenir pour la France le droit à une programmation autonome. Pourquoi ? Parce que le ministre de la culture vient de s'apercevoir que la programmation à la fois culturelle et franco-allemande d'ARTE, ne convient pas forcément à un réseau de diffusion hertzien capable de toucher 20 millions de foyers. La crainte d'un mouvement premier de rejet des téléspectateurs français est si forte au sein du gouvernement que l'arrivée d'ARTE sur le réseau de diffusion de La Cinq vient d'être reculée. Au lieu du 4 septembre, les Français ne découvriront la chaîne franco-allemande que le 28 septembre. Soit une semaine après le référendum sur le traité de Maastricht.

Bien entendu, les négociations sont apaisées. Car les Allemands refusent clairement l'idée d'une programmation différenciée. « Nous ne serons jamais d'accord », explique M. Hanne Landberg, directrice adjointe des programmes d'ARTE Deutschland-TV, la société qui regroupe les intérêts allemands et qui contrôle 50 % d'ARTE. « Les Français ont, par exemple, évoqué officieusement la possibilité de faire deux versions des actualités. Mais nous avons refusé », poursuit M. Landberg. Toute différence de programmation choque beaucoup les Allemands, qui estiment que cette idée est contraire au projet initial d'une chaîne binationale qui s'ouvrirait peu à peu à d'autres diffuseurs européens. « Admettre deux versions, c'est abandonner le principe même d'ARTE », conclut M. Landberg. Cette renégociation est si confidentielle pour l'instant que la conférence des programmes d'ARTE, instance franco-allemande chargée d'établir une programmation commune, n'a pas été saisie officiellement. Les dix millions de foyers allemands qui reçoivent déjà ARTE sur le câble semblent, de leur côté, très satisfaits. Il est vrai qu'ARTE se singularise beaucoup moins en Allemagne sur le câble, au milieu de vingt autres chaînes de télévision, qu'elle ne le ferait en France par quatre chaînes hertziennes en clair.

YVES MAMOU (avec ÉRIC LE BOUCHER à Francfort)

A2 et FR3 retransmettront le Tour de France jusqu'en 1996

TF1 ayant décidé de ne pas répondre à l'appel d'offres pour l'attribution des droits de retransmission du Tour de France cycliste, celui-ci restera sur les deux chaînes de télévision du service public, Antenne 2 et FR3, les quatre prochaines années. Ce retrait est d'autant plus surprenant que les dirigeants de TF1 n'ont jamais masqué leur intérêt pour cette épreuve sportive. Aucune information n'a été donnée par les dirigeants de TF1 sur les raisons de ce retrait, décidé à l'issue d'une brève réunion avec les dirigeants du groupe Amaury. Aucun chiffre n'a été cité non plus sur les droits qu'acquittera le service public au bénéfice de la société du Tour de France.

L'annulation de la convention médicale ouvre de nouvelles perspectives au gouvernement

La décision du Conseil d'Etat d'annuler, vendredi 10 juillet, la convention médicale signée en 1990 crée un vide juridique dans les relations entre la Sécurité sociale et la médecine libérale. Alors que le premier ministre, M. Pierre Bérégovoy, vient de retirer le projet de loi sur la maîtrise des dépenses de santé (le Monde du 2 juillet), l'absence de dispositif conventionnel pourrait changer, d'ici à l'automne, la portée des négociations entre le gouvernement et les partenaires sociaux.

Quelques jours à peine après que le gouvernement ait reculé sur la maîtrise des dépenses de santé en retirant, mardi 30 juin, le projet de loi qui devait être examiné en seconde lecture à l'Assemblée nationale, le conseil d'Etat a décidé, vendredi 10 juillet, d'annuler la convention médicale conclue en mars 1990 (le Monde du 11 juin). Cette décision, anticipée au ministère des affaires sociales, a pesé dans le choix du gouvernement : la décision du Conseil d'Etat enlève tout fondement juridique au projet de loi sur la maîtrise des dépenses de santé puisque ce dernier repose sur une convention dont l'annulation est jugée « illégale ». « La crédibilité du système conventionnel est en jeu », avait déclaré M. René Teulade dans un entretien au Monde (daté 2 juillet). Au

moment où les partenaires sociaux sont invités par le ministre à « clarifier leurs positions » et à « fortifier leurs engagements », cette annulation de nouvelles propositions de régulation des dépenses de santé, la décision du Conseil d'Etat élargit le débat.

Pierre angulaire

C'est à présent sur l'ensemble du dispositif conventionnel que les cas de l'assurance-maladie et les syndicats de médecins vont devoir s'entendre. Et les enjeux sont importants puisque la convention est la pierre angulaire des relations entre la médecine libérale et la Sécurité sociale. Renoué tous les quatre ans, ce contrat conduit à l'échelle nationale fixe notamment les tarifs médicaux (consultations, visites) et les modalités de remboursement des assurés sociaux ainsi que les avantages sociaux des médecins.

Dans l'immédiat, M. Teulade devrait rapidement signer un arrêté interministériel qui maintiendra en l'état les dispositions tarifaires, et envoyer une lettre aux caisses d'assurance-maladie afin qu'elles continuent d'effectuer le remboursement des assurés sociaux. Pour le reste, il est peu probable que le gouvernement saisisse l'occasion de la suspension de la convention pour stopper le remboursement des avantages sociaux des médecins (prise en charge par les caisses d'une partie des prestations familiales, de la formation médicale continue, des cotisations de retraite et des prestations maladie). A moins d'être prêt à une

guerre ouverte avec la médecine libérale.

Quant au gel des augmentations d'honoraires prévues le 15 juillet pour certains actes - visites des généralistes (V), des spécialistes (S), actes de chirurgie (C), - il avait d'ores et déjà été décidé par le ministre après le retrait du projet de loi sur la régulation des dépenses de santé. Pour la procédure à plus long terme, les exemples ne manquent pas : sur les cinq conventions médicales signées depuis 1971, seule celle conclue en 1985 n'a pas été frappée d'annulation. A l'instar des dénouements précédents, le gouvernement décidera vraisemblablement à l'automne de valider a posteriori les effets de la convention de 1990.

Mais le vide juridique actuel laisse d'autres possibilités, notamment sur la validation législative de l'avenant numéro trois portant sur le mécanisme de régulation des dépenses. En définitive, la nature du texte législatif proposé à la rentrée dépendra avant tout de l'attitude des syndicats de médecins et de celle de l'opposition parlementaire. Pour les premiers, placés devant le vide du dispositif conventionnel, et après l'aveu d'impuissance du gouvernement, il leur reste à décider si oui ou non ils souhaitent une régulation de l'activité médicale. En tout état de cause, on voit mal comment ils pourraient en deux mois renégocier une nouvelle convention ! La décision du Conseil d'Etat va donc vraisemblablement ouvrir une nouvelle période de grandes manœuvres.

OLIVIER PIOT

Une analyse de l'INSEE sur l'évolution du paysage social

De 1982 à 1990, les professions peu qualifiées se sont plus développées que les autres

Entre 1982 et 1990, le paysage social a subi plusieurs mutations profondes, selon une analyse publiée le 10 juillet par l'INSEE. Un nouveau petit patronat apparaît. Sous l'effet de l'informatique et de l'automatisation, l'entreprise se transforme et se déplace vers les services. Loin de disparaître, l'emploi non qualifié opère le même glissement, mais devient du coup plus instable.

Sur les douze professions dont les effectifs ont le plus augmenté en huit ans, deux seulement, les professeurs agrégés ou certifiés et les ingénieurs informatiques, possèdent un niveau majoritairement supérieur au bac. Ce qui n'est pas le cas de toutes les autres, dont les secrétaires (+ 256 000 de 1982 à 1990), largement en tête par le nombre, les aides-soignantes (+ 75 000), les nettoyeurs (+ 74 000), les assistantes maternelles (+ 70 000), les ouvriers du tri, de l'emballage ou de l'expédition, et les serveurs de restaurant ou de café (+ 66 000).

Ainsi se vérifie, avec l'analyse de l'évolution du paysage social entre 1982 et 1990 publiée par l'INSEE le 10 juillet, l'hypothèse selon laquelle les créations d'emplois seraient massivement le fait d'activités peu qualifiées. Une impression qui est en outre corroborée par l'évolution des emplois d'ouvriers non qualifiés : certes,

400 000 ont disparu, en raison de l'automatisation de la production, et principalement dans les industries de main-d'œuvre, mais ils réapparaissent dans les PME-PMI et, surtout, se sont déplacés vers les secteurs du tertiaire.

Mais ce mouvement, qui gonfle les effectifs sans beaucoup de qualification des commerces (+ 16 %), des services directs aux particuliers (+ 19 %) ou du tourisme, s'accompagne aussi d'une plus grande instabilité dans l'emploi. Parallèlement, le taux de chômage croît plus vite dans ces métiers.

Une recomposition impressionnante

D'un bout à l'autre, la recomposition est impressionnante. En huit ans, le nombre des petites et moyennes exploitations agricoles non spécialisées est passé de 750 000 à 400 000. Les petits patrons du commerce et de l'artisanat sont en baisse de 6 %, le phénomène touchant d'abord les maçons (- 12 %), les épiceries (- 27 %), les bouchers (- 28 %) et les boulangers (- 10 %).

Mais le recul de ces activités traditionnelles est en partie compensé par la croissance de la restauration et de l'hôtellerie (+ 15 %) et la multiplication des indépendants prestataires de services spécialisés, beaucoup plus jeunes, dont les garagistes (+ 10 000), les agents immobiliers (+ 7 000), les agents de voyage, etc. Le développement d'un nouveau petit patronat reste cependant fragile. En 1990,

70 000 dirigeants d'une entreprise de moins de 10 salariés étaient au chômage, contre 20 000 en 1982.

Se confirme aussi la poussée des cadres supérieurs (professions libérales, cadres d'entreprise ou de la fonction publique), qui passent de 1,9 million à 2,6 millions, à leur tour adossés par le statut d'indépendants. On compte, par exemple, deux fois plus d'ingénieurs-conseils (25 000). Sinon, les grandes tendances sont claires : se développent les fonctions liées à l'informatique (+ 100 000), les postes d'ingénieurs technico-commerciaux (100 000 contre 36 000) et les spécialistes du recrutement ou de la gestion du personnel.

Les professions dites « intermédiaires » (techniciens et cadres moyens) progressent aussi rapidement (+ 37 %), surtout dans la fonction commerciale (60 000 représentants de plus). Si le souci d'une production de qualité amène une évolution des techniciens vers la recherche et la mise au point, les secteurs de l'électronique et de l'électricité ont divisé par quatre le nombre de ceux qui étaient chargés de préparer les dossiers d'exécution (13 000 en 1990).

Pour les employés et les ouvriers qualifiés, la tendance est à la stabilité, en nombre. Mais cela cache une mutation, puisque la productivité s'améliore et que les qualifications évoluent beaucoup. Aux ouvriers de production succèdent les mécaniciens spécialisés dans l'entretien et la réparation des outils de production. Près de 100 000 ajusteurs, monteurs et tôliers ont disparu, alors que la maintenance des équipements bureautiques a créé 18 000 emplois et que celle des grands édifices en a engendré 40 000 supplémentaires.

En toile de fond, des changements s'expliquent enfin par le grand mouvement qui veut que les entreprises cherchent à sous-traiter les activités les moins liées à leur production. Il y a 40 000 patrons de PME (10 à 50 salariés) de plus qu'en 1982, qui ont de plus développé leur encadrement administratif (+ 60 000).

D'avantage soumises aux aléas, ces petites sociétés créent des situations plus instables et participent de l'augmentation d'un chômage « qualifié » : en 1990, plus de 550 000 chômeurs étaient des ouvriers qualifiés, contre 360 000 en 1982. Ce glissement, qui va de l'industrie aux services, est le même que celui qui touche les non-qualifiés, menacés par la précarité.

ALAIN LÉBAUSE

Pour réduire l'inflation et le déficit budgétaire

Le conseil des ministres italien a adopté son plan de redressement économique

ROME

de notre correspondant

« Le premier pas pour éloigner l'Italie du bord du gouffre », pour reprendre l'expression du président du conseil, M. Giuliano Amato, est arrivé au terme d'une longue journée d'intenses consultations. Le Conseil des ministres, réuni en permanence pendant près de huit heures vendredi 10 juillet, a mis au point le plan de redressement économique annoncé, dimanche 5 juillet, pour réduire le déficit budgétaire de 30 000 milliards de lires (135 milliards de francs).

Le nouveau gouvernement, sachant qu'il joue une bonne partie de sa crédibilité dans sa capacité de remettre en ordre les comptes publics, a basé son plan, d'une part sur les coupes dans les dépenses, avec une loi cadre pour intervenir dans les secteurs « à risques » comme la santé, les finances locales et l'emploi public, et sur des recettes extraordinaires avec un impôt sur la fortune touchant aux habitations et à l'épargne. D'autres recettes, plus limitées, seront trouvées en augmentant les timbres fiscaux pour passeport et permis de conduire et les charges sociales.

Autre nouveauté, la création de deux sociétés par actions qui deviendront propriétaires des sociétés du secteur public que le gouvernement compte mettre sur le marché pour réaliser 7 500 milliards de lires.

En revanche, il n'y a pas eu de mention de l'impôt sur le revenu - à laquelle s'opposent les syndicats - ni de taxation des bons du Trésor. La loi cadre sur la réduction des dépenses, qui devra être approuvée

par le Parlement, représente la tentative de modifier structurellement les mécanismes de dépenses à l'origine du déficit budgétaire. Le 10 juillet, le conseil des ministres a approuvé la réforme du régime des retraites avec l'introduction de primes pour les personnes désemployées de partir volontairement à la retraite à soixante-cinq ans alors qu'actuellement la limite d'âge est fixée à soixante ans.

Mais l'attention générale s'est concentrée sur les sacrifices demandés immédiatement aux Italiens. A commencer par l'impôt de 0,6 %, qui sera prélevé sur le montant, au 9 juillet, de tous les dépôts bancaires et postaux. Cette mesure devrait rapporter aux caisses de l'Etat la coquette somme de 5 600 milliards de lires. Une autre bonne partie des recettes supplémentaires (5 600 milliards de lires) viendra de l'impôt sur les habitations en propriété (près de 70 % des familles italiennes sont propriétaires de leur logement) fixé à 0,2 % de la valeur au cadastre.

Les objectifs déclarés du gouvernement avec ce plan de redressement économique sont la réduction, en deux ou trois ans, de l'inflation à 2 % par an (5,7 % actuellement) et un déficit budgétaire pour l'année en cours ramené à 150 000 milliards de lires. A la conclusion du long marathon, M. Amato affichait sa satisfaction : son gouvernement avait, selon lui, fait son devoir en suivant les engagements d'agir de façon équitable qu'il avait pris la semaine dernière devant le Parlement quand il avait obtenu la confiance. (Interim.)

A la suite du scandale de la Bourse de Bombay

Le ministre indien du commerce a démissionné

NEW-DELHI

de notre correspondant

L'un des principaux architectes de la « nouvelle politique économique indienne », le ministre du commerce M. Chidambaram, a démissionné dans la soirée du jeudi 9 juillet. Le départ de ce brillant juriste de quatre-vingt ans est lié au récent scandale de la Bourse de Bombay, où des milliards de roupies (1) empruntés à des banques d'Etat ont été utilisés frauduleusement par des investisseurs pour spéculer.

M. Chidambaram et son épouse ayant acheté, il y a quelques mois, pour environ 300 000 francs d'actions de la Saingrowth Financial Services, une compagnie d'investissement qui vient d'être impliquée dans le scandale, le ministre a jugé préférable de démissionner. Tout en affirmant que sa bonne foi ne pouvait être mise en cause, « Je n'ai rien fait de répréhensible ou d'illégal en investissant », a-t-il assuré dans une lettre au premier ministre, M. Narasimha Rao, mais si cela pouvait causer du tort au gouvernement je suis prêt à me retirer. M. Rao a immédiatement pris au

mot son ministre, estimant sans doute que, dans le contexte politique actuel, il ne pouvait s'offrir le luxe de voir son cabinet éclaboussé - même indirectement - par le scandale boursier.

La démission de ce libéral convaincu qui passe pour être l'un des éléments les plus brillants du gouvernement, à l'heure où l'Inde, sous l'impulsion du ministre des finances, M. Man Mohan Singh, se tourne résolument vers l'économie de marché, tombe plutôt mal. Les difficultés structurelles auxquelles le pays fait face pour mener cette expérience quasi « révolutionnaire » nécessitent le maintien aux affaires d'hommes de la trempe de M. Chidambaram. Mais il y a tout lieu de penser que la carrière politique de ce fils d'un ancien rajah du Tamil Nadu, qui fut proche d'Indira Gandhi puis de son fils Rajiv, n'est pas terminée pour autant. « Le scandale de Bombay confirme nos certitudes quant à l'urgence, nécessité des réformes », connaît-il au Monde il y a quelques semaines.

BRUNO PHILIP

(1) 1 franc vaut 5 roupies.

Numéro un mondial de l'immobilier

Olympia and York a perdu 1,76 milliard de dollars en 1991

Le groupe canadien Olympia and York (O and Y), numéro un mondial de l'immobilier, a annoncé vendredi 10 juillet à Toronto une perte nette record de 1,76 milliard de dollars US (environ 9 milliards de francs) pour son exercice clos le 31 janvier dernier, contre 359 millions de dollars (1,8 milliard de francs) pour l'exercice précédent.

Le 14 mai, Olympia and York et vingt-neuf de ses filiales au Canada et aux Etats-Unis avaient demandé à bénéficier de la protection de la loi sur les faillites, de manière à pouvoir négocier, à l'abri des poursuites, la restructuration de ses quelque 12 milliards de dollars US (environ 61 milliards de francs) de dettes avec ses quatre-vingt-onze banques créancières.

Deux semaines plus tard (le Monde du 4 juin), le complexe londonien Canary Wharf, le projet phare d'O and Y, considéré comme étant à l'origine de ses difficultés financières, était aussi placé sous administration judiciaire.

La Deutsche Bank va prendre une part de 30 % dans l'assureur Gerling

La Deutsche Bank, premier groupe bancaire allemand, va prendre une participation de 30 % dans le capital de Gerling, troisième groupe d'assurances outre-Rhin, dont la particularité est de posséder une structure de capital familiale et en conséquence non cotée en Bourse. Ce projet reste toutefois soumis au feu vert des autorités de cartels concernées. La Deutsche Bank est, en effet, non seulement le premier groupe bancaire allemand mais elle possède également une filiale dans l'assurance-vie depuis 1990, la Lebensversicherung AG der Deutsche Bank.

Le rapprochement de la Deutsche Bank avec Gerling ne constitue pas une surprise car les deux groupes sont partenaires de longue date. Ainsi, Gerling prend régulièrement le rôle de réassureur pour la filiale dans l'assurance de la Deutsche Bank. Concrètement, la Deutsche Bank prendra 30 % du capital de Gerling-Konzern Versicherungs-Beteiligungs-AG, qui chapeaute l'ensemble du groupe d'assurances (dont les effectifs sont d'environ 10 000 personnes). Le volume des primes collectées par l'assureur pour l'exercice clos le 30 juin s'élève à environ 11 milliards de deutschemarks (environ 37 milliards de francs).

REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 6 AU 10 JUILLET 1992

PARIS

Le poids de la pierre

INDICE CAC 40

-1,28%

« La pierre va finir par plomber le marché, si ce n'est déjà fait ! » Ce commentaire, pratiquement sans appel, émane d'un boursier au terme d'une semaine chahutée. Chahutée et de nouveau baissière. Sur les sept dernières semaines, seul le répit enregistré sur la période du 22 au 26 juin, avec un gain presque symbolique de 0,09 %, aura mis temporairement un terme au recul de la cote. Cette embellie mise à part, rien n'a permis aux boursiers, cette semaine, de sortir de leur attentisme. Ainsi, en l'espace de cinq séances, l'indice CAC 40, en s'inscrivant à la cote 1 859,44 points, aura finalement abandonné 1,28 %. Sa progression depuis le début de l'année devant, une fois encore, être revue à la baisse. Celle-ci n'atteint plus maintenant que 5,31 % contre les 15 % inscrits aux plus belles heures du mois de mai.

Dès lundi, la première pierre était posée. Les interrogations sur la croissance économique mondiale restaient au premier plan, alors que le sommet des sept pays les plus industrialisés à Munich allait confirmer la lenteur, voire la non-réaction de la reprise. Au terme d'une séance morose, l'indice abandonna 0,8 %. Une légère reprise s'ensuivit le lendemain, dès l'ouverture. En partie sur des déclarations du secrétaire d'Etat américain au Trésor, M. Nicholas Brady, concernant l'évolution des taux allemands. Ces propos, tamponnés par la suite par les Allemands eux-mêmes, ramenèrent l'indice à proximité du

point d'équilibre, avant que les valeurs françaises ne regagnent quelques points en clôture (+0,57 %) dans le sillage de Wall Street. Mercredi, l'indice affichera le plus fort recul de la semaine (-1,87 %).

La communication finale de la réunion du G7 laisse plus d'un investisseur sur sa faim. Le manque de visibilité, en matière de détente des taux d'intérêt et de reprise économique, contribue à rendre la séance franchement maussade. De plus, jugée exagérée, la baisse fut toutefois corrigée dès le lendemain (+0,76 %). La dernière séance de la semaine fut de loin la plus haussière : pas moins de quatre allers et retours de part et d'autre du point d'équilibre, sans jamais trop s'en éloigner, avec au final un retrait plus sensible de 0,13 %. Fait marquant de la séance, l'écrasement des volumes traités, de l'ordre de 1,3 milliard de francs. Plus encore, selon un opérateur, le tiers des échanges se serait effectué au cours de la dernière heure de transaction. Cela étant, toutes les séances ont eu comme dénominateur commun ces volumes relativement modestes.

L'immobilier toujours

Autre dénominateur commun, mais qui dure depuis plus longtemps, la crise immobilière, avec cette semaine, en prime, de nouveaux développements. Ainsi, dans la nuit du mardi 7 au mercredi 8 juillet, une vingtaine de banques sont parvenues à un accord amiable, élaboré sous l'égide du tribunal de commerce de Paris, avec cinq marchands de biens, leur évitant ainsi un dépôt

de bilan.

Les banques et les valeurs de ce secteur ont encore été mises à mal au cours de la période écoulée. Il faut dire que les enjeux sont importants : l'ensemble des crédits accordés par les banques aux marchands de biens et promoteurs représente la bagatelle de 210 milliards de francs. Les banques, fortement engagées dans l'immobilier, sont inévitablement sanctionnées par les boursiers qui, comme chacun le sait, anticipent... La crainte de la dévalorisation de leurs créances et de l'augmentation des provisions à constituer n'étant pas des facteurs particulièrement positifs en matière de résultats.

A tel exemple, en ne considérant que les quinze plus fortes baisses du marché à règlement mensuel depuis le début de l'année - avec un indice CAC 40 en progression de 5,3 % - on retrouve l'UAP, avec une baisse de 32,3 %, l'immobilier Phénix, -29,4 % ; Unibail, -31,6 % ; Comptoir des entrepreneurs, -26,8 % ; Klepierre, -26,1 % ; Simco, -29,5 %. La déprime s'est effectivement accrue à la suite des assemblées d'actionnaires. A celle de Suez, M. Gérard Worms déclarait avoir l'intention, comme en 1991, d'effectuer des provisions en raison des risques immobiliers. A la banque Worms également, où M. Jean Peyrelevade indiquait que « les problèmes des promoteurs immobiliers vont se retrouver au niveau des bilans des banques ».

Les valeurs du tourisme ont aussi un peu souffert cette semaine en raison du conflit des routiers. Alors que les principaux axes du réseau français se déblo-

quaient peu à peu, les investisseurs estimaient que le tourisme pourrait cependant en être affecté. Notons encore, pour cette semaine, la plus mauvaise performance annuelle pour Euro Disney, victime à la fois du temps et du blocage des routes. Dans une interview aux Echos, son président, M. Robert Fitzpatrick, a déclaré qu'il fallait compter sur un délai de trois ans pour mesurer la réussite d'Euro Disney. Il a aussi annoncé que le parc allait mettre en place des incitations pour pousser la clientèle à venir le visiter l'hiver, en semaine.

Enfin, la Société des Bourses françaises a annoncé, vendredi 10 juillet, que le projet d'offre publique de retrait (OPR) lancée sur les titres de la Compagnie industrielle détenus dans le public par la Compagnie de Suez, actionnaire majoritaire de la société, avait été déclaré recevable par le Conseil des Bourses de valeurs.

La durée de l'offre portera sur la période du 16 juillet au 12 août inclus. Seuls 3,8 % des titres, détenus par le public, sont visés par cette OPR qui se fera par l'échange de onze actions Victoire contre deux Compagnie Industrielle. Le reste du capital de la Compagnie Industrielle est détenu à 50,1 % par Suez et à 46,1 % par l'UAP. Au travers de la Compagnie Industrielle, la Compagnie de Suez, à l'issue d'une bagarre boursière, est devenue l'actionnaire majoritaire du groupe d'assurances Victoire dont elle détient aujourd'hui 51 %. L'UAP contrôle de son côté 34 % de Victoire.

FRANÇOIS BOSTNAVARON

NEW-YORK

Inchangée

INDICE DOW JONES

=

Toujours sous le coup des inquiétudes sur la faiblesse persistante de l'économie américaine et le pessimisme pour les résultats des entreprises, Wall Street a terminé la semaine passée inchangée, et a eu du mal à profiter de la nette baisse des taux d'intérêt à long terme. L'activité a été caractérisée par d'importantes fluctuations de l'indice Dow Jones des valeurs vendues durant une même séance. Il a clôturé vendredi à 3 330,56, en hausse de 0,27 point par rapport à la semaine dernière.

Au retour, lundi, d'un long week-end, Wall Street était toujours déprimée par l'annonce, jeudi 2 juillet, d'une hausse surprise du chômage aux Etats-Unis. La grande Bourse new-yorkaise a accentué son recul jusqu'à mercredi, en dépit d'une baisse des taux d'intérêt à long terme dans le sillage de la diminution du taux d'escompte. Les experts estiment que les inquiétudes relatives à l'économie et les incertitudes sur l'issue de la campagne électorale américaine ont décapé le dernier assouplissement de la politique de crédit de la Réserve fédérale (Fed). En ce

sens, certains courtiers se demandent avec inquiétude quand les assouplissements successifs de la politique de crédit de la Réserve fédérale (Fed) se traduiront par une amélioration des résultats. Enfin, l'annonce vendredi que la hausse des prix de gros reste modérée aux Etats-Unis, a été bien accueillie par les investisseurs. Mais ces derniers ont également interprété cette statistique comme un nouveau signe de mollesse de l'économie.

Indice Dow Jones du 10 juillet : 3 330,56 (c. 3 330,29).

	Cours 2 juillet	Cours 10 juillet
Alcoa	75 3/8	73
AT&T	43 7/8	43 3/4
Boeing	41 1/8	39
Chase Man. Bank	28 3/8	29 1/8
De Post de New York	58 1/2	58 3/4
Eastman Kodak	39 7/8	41 1/2
Exxon	61 7/8	61 1/2
Ford	43	44 7/8
General Electric	77 1/4	76 3/8
General Motors	41 1/8	41
Goodyear	67 1/2	66 1/4
IBM	96 7/8	97 5/8
ITT	64 7/8	66 1/8
Mobil Oil	61 1/2	62
Piper	75 3/8	77 3/8
Schlumberger	64	62
Texaco	63 1/4	63 1/2
UAL Corp. (ex-Allegé)	117	114
Union Carbide	26 1/8	26 1/4
United Tech.	51 7/8	51 1/4
Westinghouse	18	17 3/4
Xerox Corp.	69 3/4	71 1/4

TOKYO

Attentisme

INDICE NIKKEI

+0,40%

La Bourse de Tokyo est restée indécise au cours de ces cinq séances dans un marché étroit et sans orientation, après avoir retrouvé le chemin de la hausse la semaine précédente (+5,72 %). Le Nikkei a terminé le 10 juillet à 16 783,72, ce qui représente un vendredi à l'autre un gain de 0,40 %. Le volume d'affaires quotidiens moyen s'est contracté à 237,7 millions d'actions d'une valeur de 184,2 milliards de yens (7,35 milliards de francs), contre 253,62 milliards d'actions, la semaine dernière, d'une valeur de 208,7 milliards de yens.

Beaucoup d'investisseurs sont restés sur la réserve en début de semaine, dans l'attente des résultats du sommet des sept pays les plus industrialisés (G7), du lundi 6 au mercredi 8 juillet à Munich. L'indice Nikkei a baissé lundi (-0,36 %) et mardi (-1,19 %), en l'absence de nouvelles faibles. Les échanges ont été très minces pendant deux jours, avec un volume de 160,8 millions d'actions lundi et de 169,7 millions mardi.

Les cours sont repartis à la hausse mercredi (+0,85 %) et jeudi (+1,5 %) sur des achats d'arbitrage et de courtiers. L'annonce, mercredi 8 février, d'une fusion entre les groupes papeteries Jujo Paper et Sanyo-Kokusaku Pulp a également contribué à la hausse soutenue de jeudi.

Vendredi, le marché a ouvert en hausse, le Nikkei franchissant même la barre des 17 000 yens pour la première fois depuis le 12 juin. Mais les prises de bénéfices et les liquidations de positions par les courtiers ont ensuite érodé les gains, le Nikkei clôturant finalement la séance sur une baisse de 0,39 %.

Indices du 10 juillet : Nikkei 16 783,72 (c. 16 717,18) ; Topix 1 283,58 (c. 1 293,55).

	Cours 3 juillet	Cours 10 juillet
Akai	1 200	1 240
Bridgestone	1 150	1 140
Canon	1 370	1 340
Fuji Bank	1 380	1 400
Honda Motor	1 340	1 240
Mitsubishi Electric	1 350	1 300
Mitsubishi Heavy	560	543
Sony Corp.	4 180	4 180
Toyota Motor	1 440	1 480

LONDRES

Montagnes russes - 0,2 %

Septième semaine consécutive de baisse à la Bourse de Londres, où les valeurs ont évolué d'une façon erratique, alternant les tentatives de reprise et les prises de bénéfices. Au final, l'indice Footsie s'est maintenu au-dessous des 2 500 points et a perdu 6,3 points, soit 0,2 % par rapport à vendredi dernier, terminant à 2 490,8 points.

Les perspectives maussades de reprise économique après le sommet de Munich, la dissipation des espoirs d'abaissement des taux d'intérêt britanniques et des résultats de sociétés décevants ont étouffé les hausses provoquées par des achats spéculatifs et les surhaussements de Wall Street.

Les révisions en baisse par plusieurs maisons de courtage de leurs estimations des bénéfices de compagnies et l'incertitude des investisseurs sur le marché à terme ont également assombri la tendance.

Indices FT du 10 juillet : 100 valeurs, 2 490,80 (c. 2 497,10) ; 30 valeurs, 1 903,70 (c. 1 915,50) ; mines d'or, 89,66 (c. 89,75) ; fonds d'Etat, 84,00 (c. 90,10).

	Cours 3-7-92	Cours 10-7-92
Albiol Lyons	6,32	6,31
BP	2,99	2,93
STR	4,60	4,43
Castbury	4,60	4,67
De Beers	12,125	11,15
Glass	6,62	7,12
GLS	19,38	19,38
ICI	11,771	11,64
Reuter	11,36	11,37
RTZ	6,01	5,60
Shell	4,97	4,82
Unilever	9,28	9,45

FRANCFORT

Faible - 1,3 %

La Bourse de Francfort est restée faible cette semaine, perdant des points tous les jours, à l'exception d'un léger redressement jeudi. L'indice instantané DAX a ainsi reculé sur la période de 22,5 points pour s'établir vendredi à 1 754,48 points, soit un repli de 1,3 %.

Selon la Dresdner Bank, le marché a toutefois fait preuve d'une certaine résistance en dépit de la déception causée par le sommet des sept pays industrialisés. La retenue des investisseurs s'explique également par l'évolution de Wall Street ainsi que par la baisse continue du dollar. La devise américaine est ainsi passée sensiblement sous la barre psychologique de 1,50 DM. D'autre part, le compromis trouvé au sujet de l'impôt sur le revenu du capital n'a eu que peu d'impact sur le marché.

Les valeurs qui ont le plus souffert cette semaine sont celles de l'automobile et de la chimie. Le volume des transactions sur actions des huit places boursières allemandes s'est élevé cette semaine à 24,878 milliards de DM contre 32,0 milliards de DM la semaine dernière.

Indice DAX du 10 juillet : 1 754,48 (c. 1 776,98).

	Cours 3 juil.	Cours 10 juil.
AEI	182	182,10
RANP	241,40	238,20
Bayr.	281,20	278,80
Commerzbank	268,50	259,60
Deutschebank	710,40	702
Hoechst	251,50	249
Karstadt	629	639,70
Mannesmann	305,90	293,50
Siemens	675,90	661,50
Volkswagen	386,80	381,90

Mines d'or, diamants

	10-7-92	Diff.
Anglo-American	153	-7
Buifortfontein	33	+0,90
De Beers	108	-9,60
Driefontein	55,20	-1,80
Gecor	15,50	-1,50
Harmony	19,80	+0,60
Randfontein	19,60	-1,35
Sainte-Hélène	26,30	-0,30
Western Deep	119,80	-2,70

Matériel électrique

	10-7-92	Diff.
Alcatel-Alsthom	645	+2
CDME	401	-9
CSEE	253	-23
Gé. d. et. (c. 41 F)	2 269	+49
Interchemie	690	-30
Labinal (c. 11 F)	713	-4
Legrand	4 530	-293
Leys, des can.	522	-6
Matra (c. 5,50 F)	190,90	+0,40
Mertin-Gerni	501	+9
Moulinex	148,50	-7,70
Radio-technique	410	-39
SEB	2 020	+20
Seal-Avionique	196,50	+6,40
Thé. CSP (c. 8,80 F)	139	-2,30
IBM	355	-137
ITT	334,80	+2,80
Schlumberger	314,60	-10,40
Siemens	1 220	-41

Alimentation

	10-7-92	Diff.
Bougain	3 090	+80
BSN	1 112	+7
Carrefour	2 650	-4
Casino, G. P.	1 453,40	-8,20
Erlé. Bgs-Soy.	645	-30
Ge. G. (c. 20 F)	1 650	+10
LYMH	3 827	+97
Olipar	110	-6
P. Ric. (d. p. 41)	394,20	-12,80
Promods	684	-11
S. Lou. (c. 32 F)	1 194	-11
Source Parrier	1 700	Inch.
Nestlé	35 300	-1 000

Bâtiment, travaux publics

	10-7-92	Diff.
Bouygues	573	+1
Ciments français	366	-24
GTM	406	-24
Immob. Phénix	120	-6,90
J. Lefebvre	745	-59
Lafrange-Cop. (c. 9 F)	318,50	-8,60
SGE	203,50	+1,50

Métallurgie

construction mécanique

	10-7-92	Diff.
Atapi	296	-10
Des. Aviat. (c. 4 F)	285	+2,50
De Dietrich	1 772	-14
Fives-Lille	356	-60
Peugeot (c. 13 F)	705	-7
SAGEM	2 250	+128
Stratfor, Facom	785	-5
Valen	750	-14
Valeucre	185	-2,30

Pétroles

	10-7-92	Diff.
BP-France	103,50	-1,50
ELF-Aquit. (c. 13 F)	336,30	-4,20
Esso	382	+34
Michelin	712	-20
Sagerp	390	-1,10
Total	236,90	+2,70
Exxon	311	-1,50
Petrofina	1 789	-46
Royal Dutch	449,50	-1,20

Valeurs diverses

	10-7-92	Diff.
Accor	719	-33
Air liquide	769	-14
Bic	820	-15
Bla coupon 4 F	299	+5,90
CGIP	1 058	+6
Chab Méd.	469	+1
Elf-Sanofi	1 025	-32
Esolier coop. 8,80 F	414	-9,50
Euro Disney	105,80	+0,90
Europe 1	1 027	+18
Eurotunnel	33,05	-0,90
Gr. Cite	525	-27
Hachette	119	-5,50
Havast	486	-11
Marine Wendel	289,10	-1,80
Navigation mixte	993	+8
Nord-Sa.	130	+1,60
L'Oréal	939	+9
Saint-Gobain	563	-14
Sauvies Chailion	226	Inch.
Skin Rosignol	626	-14

Mines, caoutchouc

	10-7-92	Diff.
Géophysique	702	-12
Imetal (c. 9 F)	318,90	-11,10
Métaleurop	78,50	+3,40
Banaride (C)	205	+1,70
RTZ	55	-3
ZCI	3,51	-0,09

Banques, assurances, sociétés d'investissement

	10-7-92	Diff.
AGF	463	-12,40
AXA (ex-C. M. M.)	864	-47
Ass. G. (c. 10 F)	105	-1,10
Banaride (C)	390	-5,10
Cedex	750	+9
CCF	177,50	-0,10
CFI (c. 13 F)	222,50	-0,10
Chargéur	1 175	-3
C. Local de France	251,50	+4,50
CPI	240,90	-1,10
Eurofinance	1 325	-78
GAN (c. 50 F)	1 635	-34
Loeblus (c. 70 F)	630	-40
Paribas	325,60	-19,40
Schneider (c. 13 F)	629	+5
Société générale	477,80	-17,80
Sovac	760	-10
Suez (c. 8,20 F)	278	+9,40
UAP	456,50	+5

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 10 juillet 1992

Nombre de contrats : 76 552 environ.

	ÉCHÉANCES			
	Sept. 92	Déc. 92	Mars 93	Jun 93
Premier	107,66	107,92	108,24	-
+ haut	107,76	108,02	108,34	-
+ bas	107,44	107,84	108,22	-
Dernier	107,46	107,84	108,22	-
Compensation	107,46	107,74	108,68	108,32

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	3-7-92	6-7-92	7-7-92	8-7-92	9-7-92
RM	1 884 574	1 538 023	4 046 993	1 944 740	1 536 599
Comptant	17 802 593	12 669 255	10 693 649	14 875 431	23 484 325
R. et obl.	152 957	254 821	125 010	105 406	174 719
Actions	198 401 124	14 462 099	14 865 652	16 925 577	25 195 643

</

سلاسل

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Impressionnante activité sur le marché de l'eurofranc

En une semaine seulement, du 6 au 10 juillet, il a été émis pour 17,4 milliards de nouvelles euro-obligations libellées en francs français. C'est un montant impressionnant qui représente près du cinquième du volume total de l'année dernière. Les nouveaux emprunts en eurofranc ont pris des formes les plus diverses et leur durée s'étage d'un an à treize et dix-huit ans. Aucun autre compartiment de l'eurofranc ne permet actuellement aux investisseurs de lever des fonds à si longue échéance. De toutes les autres grandes places étrangères, il n'y a qu'à New York, sur le gigantesque marché national des emprunts en dollars, que c'est également possible.

Certaines des dernières transactions en eurofranc, en particulier la plus longue, dont le bénéficiaire est la SNCF, sont des réussites incontestables et l'image d'ensemble demeure tout à fait positive. Les spécialistes sont toutefois nombreux à redouter que la situation ne se détériore prochainement, si la cadence des nouvelles émissions reste soutenue. Leur appréhension s'explique notamment par la concurrence à laquelle se livrent les intermédiaires financiers. La rivalité des banques qui cherchent à obtenir des mandats est très souvent mise à profit par les emprunteurs pour arracher des conditions qui leur sont très favorables et qui apparaissent trop sévères à beaucoup d'investisseurs. En même temps, d'une façon générale, à l'étranger, les titres en eurofranc sont recherchés avec un intérêt moins déchaîné qu'ils ne l'étaient récemment encore. Une certaine saturation est manifeste.

Ainsi, pour ce qui est du dernier emprunt de la SNCF, la très grande affaire de ces derniers jours, il s'est placé à raison de 55% environ hors de France. La proportion était de l'ordre de 80% pour le précédent euro-emprunt de très longue durée, celui de trente ans qu'a lancé il y a un mois l'Electricité de France. Au début de mai une transaction de vingt ans pour le compte de la Caisse autonome de refinancement avait été placée presque entièrement dans des portefeuilles étrangers.

L'opération de la SNCF est remarquable parce qu'elle permet au

débiteur d'atteindre ses objectifs tout en répondant aux attentes des investisseurs. Il s'agit d'un emprunt de trois milliards de francs auquel s'ajoutent des bons de souscription qui permettront à leurs détenteurs dans six mois environ d'acquiescer des titres supplémentaires. Chaque obligation de 100.000 francs est émise avec un bon et il faudra deux bons pour acquiescer une nouvelle obligation dont les caractéristiques seront exactement les mêmes que celles émises au départ, mais qui sera vendue à un prix différent, plus élevé. L'affaire sera très intéressante pour les investisseurs si le niveau de l'intérêt s'abaisse ces prochains mois. Les bons de souscription sont des options qu'ils valorisent et, sur le marché, à peine émis, ces titres se sont immédiatement négociés bien au-dessus de leur prix d'émission. Les conditions des obligations qui viennent d'être émises ont été arrêtées de façon à rapporter quelque trente-six points de base de plus que les fonds d'Etat de référence. Le taux d'intérêt facial des obligations est de 8,875%.

Les trois milliards reviennent à la SNCF à 9,05% l'an. En agissant sur son opération de bons, l'emprunteur a fait une économie de six points de base, soit environ 18 millions de francs. Si tous les bons sont exercés, en février prochain, il disposera d'une émission de 4,5 milliards qui ne lui coûtera que 9%. L'emprunt est dirigé conjointement par Paribas et le Crédit commercial de France.

Premier emprunteur français en Australie

Parmi les autres emprunteurs français, le Crédit local s'est distingué sur le marché national des emprunts en dollars australiens. C'est la première société française à solliciter ce compartiment qui a été ouvert à l'automne dernier aux investisseurs étrangers. En tout, il n'y a eu jusqu'à présent que cinq émissions de ce genre. La première avait été lancée pour le compte de la Banque européenne d'investissement et, tout récemment, une autre organisation supranationale, la Banque européenne de reconstruction et de développement (BERD), s'est procurée

des fonds de cette façon. Il ne s'agit pas d'euro-emprunts car les règles qui les régissent sont celles du marché australien. Les obligations par exemple ne sont pas au porteur, elles sont nominatives. Mais leur caractère international est indéniable. Le Crédit local offrait en souscription, par l'intermédiaire de Hambros bank pour 250 millions de dollars australiens d'obligations munies de coupons de 7,5% l'an, les investisseurs étant au départ assurés d'un rendement supérieur de vingt points de base à celui des fonds d'Etat du Commonwealth. L'emprunt a été très bien accueilli. Au Japon et en Europe. Comme le débiteur n'a pas l'emploi de fonds en devises australiennes, il a conclu un contrat d'échange au terme duquel il disposera de dollars américains à des conditions très avantageuses, une bonne vingtaine de points de moins que le Libor (1). Son partenaire dans le contrat d'échange est un établissement de tout premier plan, la Commonwealth Bank of Australia.

Sur le marché de l'écu, la situation demeure très incertaine et toute l'attention est occupée par les perspectives d'Union économique et monétaire en Europe et la ratification du traité de Maastricht. La principale incertitude est celle du référendum du 20 septembre. Mais on s'inspire aussi de l'attitude d'autres pays. L'Italie et l'Espagne pourraient également organiser des référendums. Le ministre danois des finances vient d'en évoquer la possibilité et les spécialistes du marché, comme ceux de la Kredietbank de Bruxelles, attachent une grande importance à ses propos.

Il n'y a, dans la conjoncture actuelle, guère de place pour de nouveaux emprunts obligataires. La seule émission en cours prévue pour cette semaine aura lieu le 14 juillet. C'est en effet mardi que le Trésor britannique procédera à sa prochaine adjudication de papier à court terme, pour un montant total d'un milliard d'écus.

CHRISTOPHE VETTER

(1) Le taux de référence du marché monétaire international.

DEVISES ET OR

Un dollar très secoué

Quelle semaine ! De 5,11 francs à 4,98 francs, puis de nouveau à 5,11 francs avant de revenir à 5,040 à la veille d'un long week-end de quatre jours (pour la France), le dollar a été profondément secoué, avec des ventes précipitées et des rachats non moins précipités.

Lundi et mardi, les cours de la devise américaine, déjà déprimés la semaine précédente qui les avait vus revenir de 5,18 à 5,11 francs et de 1,54 DM à 1,52 DM, reprenaient leur glissement à 5,07 francs et 1,5070 DM. Mercredi, coup de Trafalgar : s'exprimant au sommet des sept pays les plus industrialisés du monde, à Munich, M. Nicholas Brady, secrétaire américain au Trésor, déclarait que, pour lui, la baisse du dollar n'était « pas préoccupante : si vous prenez la fourchette de fluctuation du dollar, au moins depuis que le président Bush est en fonctions, c'est une marge raisonnablement limitée ». On voit d'ici la réaction des marchés des changes.

Pour faire bonne mesure, M. Brady ajoutait : « Si vous prenez les taux d'intérêt réels, ils peuvent encore baisser, en se référant aux précédents historiques. Nous n'avons jamais connu de reprises qui ne soient assorties de taux d'intérêt négatifs » (c'est-à-dire inférieurs aux taux d'inflation, ce qui est le cas aux Etats-Unis depuis que la Réserve fédérale a ramené de 3,5 à 3% son taux d'escompte, et à 3,25% son taux directeur sur le marché international). Du coup, le dollar s'écroula de 5,07 francs à 4,98 francs et de 1,5070 DM à 1,4850 DM, se rap-

prochant de son plus bas cours historique de 1,4430 DM, touché le 11 février 1991.

Les opérateurs estimaient que les autorités américaines, prises de panique devant la montée du chômage et la faiblesse de la croissance dans le pays, étaient prêtes à laisser glisser le dollar encore plus bas, pour relancer la demande intérieure et extérieure en favorisant les exportations, de même qu'à abaisser encore le taux d'escompte de la Réserve fédérale. En ce cas, l'écart d'intérêt entre les taux à court terme américains et allemands, de 6,5% actuellement, s'élargirait encore, au détriment de la tenue du dollar naturellement. Jeudi et vendredi, des rachats émanant d'opérateurs qui avaient vendu du dollar à découvert avant la réunion du G 7, portaient les cours du billet vert à 5,11 francs et 1,52 DM, avant une recrudescence à 5,0450 francs et 1,4950 DM.

A l'issue de cette semaine si troublée, que constate-t-on ? Tout d'abord, le communiqué du groupe des Sept n'a fait aucune allusion aux parités de change, ce qui laisse la porte ouverte à toutes les spéculations. Ensuite, tout le monde est certain que les Etats-Unis ne leveront pas le petit doigt pour freiner un nouveau glissement du dollar, même si M. Brady a précisé, après coup, que les Etats-Unis ne feraient rien pour le faire glisser. Enfin, les opérateurs ont noté que la devise américaine avait, sans peine, enfoncé le seuil de 1,50 DM. A court terme, selon M. René Défossez, analyste à la BFCE, la baisse pourrait se poursuivre avec un objectif possible de 1,45 DM.

A moyen terme, le dollar, pour lui, conserve encore son potentiel haussier grâce aux deux forces de rappel que sont sa sous-évaluation et la convergence anticipée des rythmes d'activité de part et d'autre de l'Atlantique.

Au sein du Système monétaire européen, le mark s'est montré très ferme vis-à-vis des autres monnaies, notamment du franc français, le cours de la devise allemande ayant gagné 1 centime plein à 3,3750 francs contre 3,3650 francs, gain un peu exagéré, avec un retour possible à 3,3650 francs, assez rapidement. Le ministre des finances, M. Michel Sapin, a déclaré, jeudi, que les taux d'intérêt français n'étaient pas à l'ordre du jour (on s'en doutait) et que la stabilité du franc constituait un élément fondamental de notre politique économique (on s'en réjouit).

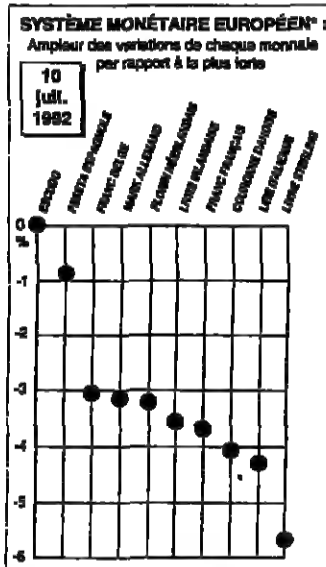
La lire, très déprimée à la veille du week-end dernier, s'est un peu redressée après le relèvement du taux d'escompte italien. La livre sterling, enfin, est un peu remontée, après que le chancelier de l'Echiquier, M. Norman Lamont, a déclaré, vendredi : « Nous passerons, en temps voulu, de notre marge de fluctuation de 6% à la marge réduite de 2,25%, autour du cours central de 2,95 DM » (la livre cote actuellement 2,8750 DM). La rumeur avait couru d'un resserrement de cette marge pendant le week-end.

F. R.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 6 JUILLET AU 10 JUILLET 1992 (La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	\$ E.U.	Franc français	Franc suisse	D.marc	Franc belge	Rotin	Lira italienne
New-York...	1,9995	-	15,6812	73,3064	66,4319	3,7237	56,408	0,00677
Paris...	1,9910	-	15,5829	73,6106	65,8978	3,7070	56,424	0,00678
Bruxelles...	1,9822	5,8819	-	371,9619	337,5407	16,3798	288,9783	4,4541
Zurich...	1,6554	1,1865	-	375,8975	336,5074	16,3513	288,5384	4,4404
Frankfurt...	2,6861	1,3668	26,8985	-	96,7468	4,4636	80,776	1,1975
Amsterdam...	2,6689	1,3881	26,4531	-	95,6222	4,3827	80,721	1,3196
Stockholm...	2,6696	1,5475	29,7170	111,7041	-	4,8591	88,767	1,3196
Oslo...	29,2377	31,82	6,1051	22,7886	28,4672	-	18,254	2,7193
Copenhague...	29,0059	31,23	6,1157	22,9886	28,5799	-	18,258	2,7157
Madrid...	3,2452	1,6995	324,4810	1,24414	112,90186	5,47712	-	1,487893
Barcelone...	3,2346	1,7105	324,9634	1,23910	112,71629	5,47711	-	1,487913
Milan...	31,7826	114,675	224,5119	835,1825	757,8224	36,77466	89,3368	-
Naples...	31,7826	114,675	224,5119	835,1825	757,8224	36,77466	89,3368	-
Tokyo...	226,93	125,45	24,7208	91,9839	83,47123	4,85641	73,9351	0,110147
Singapour...	236,13	124,87	24,7215	91,9176	82,28666	3,99840	73,90265	0,108383

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 10 juillet, 4,0437 F contre 4,0894 F le vendredi 3 juillet 1992.



Taux calculés par rapport aux cours estimés de la Banque de France

MATIÈRES PREMIÈRES

La chute contrôlée du diamant

Le diamant n'est pas à la mode. D'après les chiffres publiés cette semaine par la Central Selling Organisation (CSO) - la branche commerciale du groupe sud-africain De Beers qui écoule plus de 80% des pierres non taillées - les ventes sont au plus bas. Elles ont représenté au premier semestre un montant de 1,78 milliard de dollars (9,3 milliards de francs), soit 14% de moins que sur la même période de 1991. Par rapport au dernier semestre de l'an passé, le recul est de 3%. Notons encore que depuis le record de ventes enregistré au premier semestre de 1990 (2,47 milliards de dollars), la baisse est de 28%. Jamais les recettes tirées du diamant n'ont été aussi « faibles » depuis le début de 1987, même si les sommes en jeu représentent encore près de 10 milliards de francs !

Ces chiffres confirment les prévisions du président de la De Beers, M. Julian Ogilvie Thompson, qui s'attendait, dès le printemps, à la poursuite de la morosité sur ce marché déprimé depuis la guerre du Golfe. L'an passé, les ventes globales de la De Beers, via la CSO, avaient chuté de 6%, dépri-

mées par plusieurs difficultés conjoncturelles : la crise de la valve israélienne, suite au conflit du Golfe, le manque de confiance des Américains dans leur propre économie, la pénurie de devises indiennes et les accès de faiblesse de l'activité japonaise.

Conformément à la mission de régulation qu'elle s'est fixée, la CSO a réduit son offre de pierres auprès de ses clients, afin de stabiliser un marché saturé. Un effort qui a commencé à porter ses fruits. « Le niveau des stocks dans les centres de taille est satisfaisant », explique la société dans un récent communiqué, estimant ainsi que, dès les premiers signes de reprise de la demande, cela se traduira par une augmentation des prix. Pour l'heure, les professionnels observent une augmentation des ventes de bijoux aux Etats-Unis. Le diamant n'est pas la seule préoccupation des Japonais à investir dans le diamant taillé dont ils représentent 30% des débouchés.

Le manque à gagner de la contrebande

Paradoxalement, la fin des combats en Angola a eu pour conséquence de redonner vigueur aux activités illicites : la contrebande du diamant, qui représente un manque à gagner annuel estimé à 400 millions de dollars. Cette marchandise se retrouve, pour l'essentiel, sur le centre d'Anvers. La CSO surveille ces pierres clandestines qu'elle tente de racheter et de stocker pour assainir un marché étroit qui n'a guère besoin de ce trop-plein incontrôlé.

Cet épisode démontre, une fois encore, le rôle clé joué par la De Beers dans le monde du diamant, un rôle « d'amortisseur », comme le souligne le dernier rapport Cyclope sous la direction de Philippe Chalmir (1). « Les pressions des pays producteurs en manque de devises se sont accentuées », note ainsi le Cyclope, à propos de l'ex-URSS, du Zaïre, de l'Angola, du Ghana et du Botswana. Ce dernier Etat a su cependant tirer parti de la décou-

verte, en 1982, de la mine de Jwaneng. Classé premier site mondial pour la qualité de ses pierres, avec une production annuelle de l'ordre de 8,9 millions de carats, Jwaneng ne sera pas - a priori - un mirage éphémère. Les dirigeants du pays ont, en effet, eu la sagesse de placer une partie des recettes tirées de l'exportation du diamant (jusqu'à 60%) dans un fonds spécial destiné à servir de réserve pour les années moins fastes. Alors que par le passé les matières premières précieuses, (or, diamant) ont souvent financé des réalisations somptueuses ou des folles sans lendemain, le fonds constitué par le Botswana est une assurance sur l'avenir qui traduit une stratégie raisonnable, dans un contexte où la fuite en avant tient lieu de stratégie.

Ainsi en est-il du comportement des Russes sur le marché du diamant. « Les producteurs de Yakoutie (Sibirie) ont signé des accords directs de commercialisation avec des chaînes de grands magasins au Japon », explique le Cyclope. De même, « Rosalmazoloto - la centrale russe de vente des pierres précieuses, qui réserve par contrat l'essentiel de sa production à la De Beers, a multiplié ses ventes directes aux tailleurs israéliens ».

Les spécialistes du diamant ne cachent pas que la De Beers sait trouver des arguments dissuasifs pour décourager les candidats au « cavalier seul », comme elle le fit au milieu des années 80 lorsque le Zaïre tenta un moment de se soustraire à son contrôle. On murmure à l'époque qu'elle avait délibérément contribué à faire chuter les cours des pierres zaïroises avant que le président Mobutu, constatant l'échec de sa politique « d'émancipation », regagne finalement le giron de la De Beers. En situation de quasi-monopole, la firme sud-africaine le défend avec vigueur. C'est à ce prix que le diamant, malgré la conjoncture difficile, continue de briller...

ÉRIC FOTTORINO

(1) Economica, 467 pages, 400 francs.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Déception et morosité

L'humeur était morose sur les marchés financiers européens à la veille du week-end. La réunion d'un groupe des sept pays les plus industrialisés, du 6 au 8 juillet à Munich, a déçu. Les Allemands avaient fait savoir, très fermement, qu'ils n'assoupliraient pas leur politique, cela en direction des Américains, qui assouplissent à tout-va. On le vit bien pendant la réunion, lorsque M. Nicholas Brady, secrétaire américain au Trésor, lança, un moment, la rumeur d'une baisse des taux d'intérêt allemands, immédiatement démentie outre-Rhin.

C'est précisément d'Allemagne que venait la morosité. Le jeudi 16 juillet se tiendra le dernier conseil d'administration de la Banque fédérale avant l'été, avec la participation du ministre de l'économie, M. Jürgen Möllemann. Ce conseil examinera les objectifs de croissance de la masse monétaire M3, fixés initialement à 3,5-5,5% sur une base annuelle, et qui sont largement débordés avec les 9% actuellement constatés. Des bruits inquiétants ont cours sur cette réunion, notamment ceux d'un nouveau relèvement des taux directeurs de la Bundesbank.

Plus sérieusement, on a évoqué outre-Rhin, notamment notre confrère la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, l'instauration de mesures plus restrictives : taux lombard « flottant » (ce qui permettrait de ne pas relever officiellement), création d'un super-lombard (genre de super-empir pour les banques en mal de disponibilités et trop engagées), plafonnement quantitatif du recours des banques à ce même lombard (avances sur titres consenties par la banque centrale aux établissements). Tout cela n'est guère alléchant, et de nature à décourager des milieux financiers que rendait moins pessimistes la diminution des taux aux Etats-Unis, au Canada, en Australie et, semblait-il, en Grande-Bretagne, où la banque d'Angleterre, à la fin de la

semaine, avait tenté un timide essai de baisse, non transposé par la suite. Ajoutons-y le relèvement d'un point du taux d'escompte italien, porté de 12% à 13% par le gouverneur de la banque centrale, M. Ciampi, agissant de son propre chef, en vertu de la nouvelle loi, cela pour la première fois, avec un taux directeur de 14,5% contre 13%, tout cela pour soutenir la lire.

Mouvement à la direction du Trésor

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que, sur le MATIF, le cours de l'échéance de septembre, passé de 107,92 à plus de 108, retombe lourdement à 107,46 en fin de semaine. Le rendement de l'OAT 10 ans passant de 8,71% à 8,78%, 0,78 point au-dessus de celui du Bund 10 ans. Selon les analyses sur graphiques de la Société générale, « un dernier mouvement de hausse devrait nous emmener sur 108,22 avant la reprise de la baisse : il faut attendre encore... ».

Sur le marché obligataire, en voie d'engorgement avant le grand sommet du 20 juillet au 15 août, le seul emprunt de la semaine a été celui de la Caisse de refinancement hypothécaire, qui, sous l'égide du Crédit lyonnais, a levé 1 milliard de francs à près de 11 ans, au taux nominal de 8,60%, avec un rendement réel de 8,98%. Le placement a été assez difficile, ce rendement étant jugé insuffisant par rapport à celui de l'OAT de référence (pour un emprunt de deuxième catégorie).

Le Crédit agricole a levé 1,7 milliard de francs d'obligations à 8,90% placés dans son réseau. A la direction du Trésor du ministère des finances, le député M. Denis Samuel Lajoussie, nommé président de la Lyonnaise de Banque, a provoqué un mouvement. Il a été remplacé, à la tête des services des affaires internationales, par M^{me} Ariane Obolskys, auparavant chef de service des

affaires financières et monétaires, à laquelle succède M. Jean-Pascal Beaufort, chef du service des assurances, qui cumule les deux fonctions. M. Christian Noyer, en charge de la sous-direction monétaire et financière, est promu chef du service des financements et participations, dont le titulaire précédent, M. Thierry Auglaon, est devenu, comme on le sait, directeur de cabinet de M. Michel Sapin, ministre de l'économie et des finances. Autre promotion, celle de M. Sylvain Deforges, adjoint de M. Noyer, et qui lui succède comme sous-directeur. Deux promotions largement méritées, selon les milieux financiers, qui ont pu apprécier les qualités professionnelles de MM. Noyer et Deforges, dans la conduite des émissions du Trésor, notamment dans celle de l'offre d'échange géante portant sur 140 milliards de francs de titres d'Etat et s'achevant le 16 juillet prochain.

Sur le front des siccav, l'europerformance note que pour la première fois depuis le début de l'année l'encours de ces siccav fléchit, en baisse de 14,2 milliards de francs en juin à 1.764,6 milliards de francs, contre une hausse de 30,1 milliards de francs en mai. Les souscriptions nettes de rachats, sur les siccav court terme, ont été négatives (-11,5 milliards de francs) contre une progression de 26,5 milliards de francs en juin. Sur les siccav d'actions, c'est toujours la désolation, avec une baisse de 15 milliards de francs de l'encours, à 208,1 milliards de francs et 2,1 milliards de francs de rachats nets, comme chaque mois depuis le milieu de 1990. Seuls les siccav obligataires bénéficient d'un flux positif de souscriptions en juin : +0,5 milliard de francs, avec, toutefois, un recul de 1,3 milliard de francs de l'encours, à 312,8 milliards de francs, par suite de la hausse des rendements.

FRANÇOIS RENARD

Alors que leur représentant local est maintenu en détention

Les responsables de la Socotec sont « indignés » par le déroulement de l'enquête sur la catastrophe de Furiani

Plus de deux mois après la catastrophe de Furiani, la Socotec ne comprend toujours pas pourquoi les magistrats bastiais refusent de mettre en liberté leur directeur en Haute-Corse, M. Bernard Rossi. M. Emile Murgues, le PDG de cette société agréée par l'Etat, qui emploie deux mille personnes et procède chaque année à dix mille contrôles, a tenu le 10 juillet à Paris, au cours d'une conférence de presse.

Le nouveau refus de mise en liberté opposé la veille par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Bastia (le Monde du 11 juillet) suscite au sein de l'entreprise « un véritable sentiment d'indignation, de révolte et d'incertitude. Jusqu'ici, nous avons fait confiance à la justice, mais maintenant, nous ne pouvons plus accepter que notre ingénieur, demeuré en détention sans que nous soyons enfin écoutés ».

Selon la Socotec, et les défenseurs de Bernard Rossi, le directeur de l'agence de Haute-Corse, qui avait été sollicité par le constructeur de la tribune, n'avait reçu qu'une seule mission : celle d'expertiser la

solidité du sol et non, comme l'affirme le constructeur de garantir l'ensemble de l'ouvrage. Les deux rapports signés par Bernard Rossi, qui ont été communiqués à la presse, ne font d'ailleurs état que du sol, et non des tribunes. « S'agissant d'une structure aussi hétéroclite, notre responsable local qui n'est pas spécialisé en matière de construction métallique aurait à coup sûr fait appel à un ingénieur spécialiste, qui aurait exigé une note de calcul justificative et des plans d'exécution. (...) Et nous aurions exprimé des exigences techniques incompatibles avec ses délais ».

Pour la Socotec, l'affaire est entendue, le représentant du constructeur, M. Jean-Marie Boismond, qui est lui aussi incarcéré, a décidé sciemment de limiter l'intervention de la Socotec, et fait croire à ses interlocuteurs, les représentants du club comme la commission administrative de sécurité, que la Socotec garantissait la solidité de l'ensemble de la tribune. Il s'agit donc d'un « subterfuge », et d'une utilisation « fallacieuse » de l'avis favorable rendu par M. Bernard Rossi.

M. Daniel Soulez Larivière, l'un des défenseurs de l'ingénieur, estime qu'on ne peut « réparer l'hypermédiocratie de Furiani ».

qui a fait 15 morts et 1 850 blessés, par une injustice. Selon l'avocat, la détention de son client est « erronée, légère et contraire à l'analyse du dossier ». M. Soulez Larivière se dit « stupéfait » de ce que les magistrats de la chambre d'accusation n'aient pas enfin accordé la mise en liberté de Bernard Rossi, alors que le parquet général ne s'y opposait pas. Comment, a-t-il demandé, peut-on sérieusement invoquer le trouble à l'ordre public et les risques de pression sur des témoins, alors que la justice n'a rien fait pour empêcher que Bernard Rossi soit présenté comme un criminel en laissant les télévisions le filmer menottes aux poignets, et comment lui imputer le fait que des confrontations – notamment avec le directeur de cabinet du préfet qui n'a toujours pas été entendu par les magistrats – n'ont pas eu lieu ? « La justice n'a pas à prendre son temps, dans son petit confort, pour faire les confrontations nécessaires ».

Une troisième demande de mise en liberté de M. Rossi a été déposée : la chambre d'accusation de la cour d'appel de Bastia dispose de quinze jours pour statuer.

AGATHE LOGEART

Les ennuis du dernier « grand chantier » présidentiel à Paris

Le tribunal administratif annule l'autorisation de construire du Centre de conférences internationales

Le Centre de conférences internationales, qui devait être édifié quai Branly, dans le septième arrondissement de Paris, ne dispose plus d'autorisation de construire et ne peut plus être considéré comme d'utilité publique. Telle est la double décision, rendue le 10 juillet, du tribunal administratif de Paris, qui avait été saisi par l'association de sauvegarde Alma-Champ-de-Mars. Les juges ont estimé qu'il n'était pas de la compétence du ministre des affaires étrangères et du secrétariat d'Etat aux grands travaux d'accorder une autorisation de construire. Ils n'ont pas apprécié, non plus, que le préfet de Paris déclare d'utilité publique un projet qui, par la hauteur de ses bâtiments et l'extension de l'espace vert qu'il occupe, viole le plan d'occupation des sols de la capitale.

Depuis sa conception, en 1989, le Centre de conférences internationales, qui aurait eu pour vocation d'accueillir les sommets des chefs d'Etat, les réunions diplomatiques et les congrès internationaux, est critiqué par les habitants du quartier proche de la tour Eiffel, soutenus par la Ville de Paris. M. Jacques Chirac trouve là une occasion de s'opposer au dernier des « grands chantiers » de M. François Mitterrand. Dès octobre 1991, l'Hôtel de Ville avait saisi la justice à propos de l'abandon de l'autorisation de construire, et avait demandé au tribunal administratif qu'il soit annulé. Le tribunal administratif lui avait donné raison, de même qu'il avait annulé, toujours à la demande de la Ville, l'autorisation donnée aux entrepreneurs d'installer une sorte de cité ouvrière sur les quais de la Seine.

L'Etat, qui s'est rendu coupable d'un grand nombre d'irrégularités dans cette affaire, ose-t-il continuer les travaux ? Il lui faudra, à tout le moins, recommencer les procédures administratives ou faire appel devant le Conseil d'Etat. Le centre devait offrir, dans trois « étages de verre » desservis par l'architecte Francis Soler, 145 000 mètres carrés. Son coût était estimé à 2,7 milliards de francs, et son inauguration prévue en 1995. Il devait aussi abriter, sur 40 000 mètres carrés, les milliers de journalistes de la presse écrite et audiovisuelle devant suivre la Coupe du monde de football en 1998. Cette installation faisait partie du dossier de candidature de la France, retenu par la Fédération internationale de football, le 2 juillet.

Selon le classement annuel de « Fortune »

General Motors reste la première entreprise du monde

Le constructeur automobile américain General Motors reste la première entreprise mondiale en termes de chiffre d'affaires avec 123,78 milliards de dollars (628 milliards de francs) selon le classement annuel des 500 premières sociétés industrielles établi par le magazine Fortune. Les trois suivants conservent également leur rang : le pétrolier anglo-néerlandais Royal Dutch Shell, 103,83 milliards, Exxon (Etats-Unis, pétrole) 103,24 milliards et Ford (Etats-Unis, automobiles), 88,96 milliards de dollars.

En revanche, le constructeur automobile japonais Toyota, avec 76,06 milliards de dollars, a perdu sa place à IBM (Etats-Unis, informatique), 65,39 milliards. La plus forte progression dans les 25 premières entreprises mondiales revient à l'Allemand Siemens qui passe de la 24^e à la 17^e place avec 44,86 milliards de dollars. La plus forte chute est pour la compagnie pétrolière américaine Texaco de la 19^e à la 23^e place avec 37,55 milliards de dollars de chiffre d'affaires. Le pétrolier français Elf Aquitaine occupe la 25^e place, en progression d'une place, avec un chiffre d'affaires de 36,32 milliards de dollars.

Au classement des 26 secteurs choisis par Fortune, 14 entreprises américaines occupent la première place mondiale. Les autres sont partagées entre quatre japonais, une coréenne (Hyundai-Equipement de transport), une suisse (Brown-Boveri-Equipements agricoles), une italienne (IRI) deux allemandes (Bertelsmann-édition et Ruhrkohle-mines), une anglo-néerlandaise (Royal Dutch Shell) et deux françaises, Saint-Gobain, pour les matériaux de construction avec un chiffre d'affaires de 13,31 milliards, et Pechiney (13,20 milliards) pour les produits métalliques.

Le classement recense 157 entreprises américaines et 118 japonaises dans les 300 premières. Huit pays se partagent les 224 autres places. Les européens comptent 132 entreprises dont 43 anglaises, 33 allemandes, 32 françaises, 14 suédoises, 10 suisses. L'Australie en compte 9, tout comme le Canada, et la Corée du Sud, 13. (AFP).

CHINE : mort de M^{re} Deng Yingchao, veuve de Zhou Enlai. – M^{re} Deng Yingchao, veuve de l'ancien premier ministre chinois Zhou Enlai, est décédée à Pékin, samedi 11 juillet, à l'âge de quatre-vingt huit ans, a annoncé l'agence Chine nouvelle. Elle avait été membre du bureau politique du PCC et présidente de la Conférence consultative politique du peuple chinois (CCPPC). (AFP).

Les suites de l'attentat de Lockerbie

Un tribunal new-yorkais juge la PanAm coupable de « négligence »

NEW-YORK

de notre correspondant

Après trois jours de délibérations, un tribunal fédéral de New-York a estimé que la compagnie Pan Am, Pan American World Airways (PanAm) pouvait être tenue responsable de l'explosion survenue le 21 décembre 1988 à bord du Boeing 747 de cette compagnie assurant la liaison Londres-New-York, dans la mesure où elle n'avait pas pris toutes les mesures pour assurer la sécurité de ce vol.

L'explosion s'était produite au-dessus de Lockerbie (Ecosse), tuant 259 passagers et membres d'équipage – parmi lesquels 189 Américains – soit la totalité des voyageurs à bord, ainsi que onze personnes au sol. Les familles des victimes avaient porté l'affaire devant les tribunaux, il y a trois ans et demi. Elles cherchaient à obtenir au moins 300 millions de dollars de dommages et intérêts. La PanAm a été déclarée en faillite il y a quelques mois, mais les plaignants se sont retournés vers les assureurs qui, à l'issue de ce jugement, devront assumer la responsabilité de l'accident. La PanAm s'est toutefois pourvue aussitôt en appel.

La compagnie aérienne n'est pas la seule société à voir sa responsabilité reconnue par le tribunal. Sa filiale Alert Security Management se trouve dans le même cas. Cette dernière avait été constituée pour

exploiter un système de sécurité (Alert Security Management), dont PanAm avait fait un argument publicitaire et pour laquelle elle facturait 5 dollars supplémentaires par billet d'avion à sa clientèle. L'avocat de la défense a d'ailleurs mis en avant les sommes importantes versées par PanAm au titre de la sécurité de ses vols et le fait que cette explosion résultait d'un attentat terroriste.

Mais le jury, qui est allé voir le juge Platt, jeudi, pour l'informer qu'il lui était très difficile de trancher, a finalement admis l'argument de l'accusation, selon lequel la compagnie s'était rendue coupable de « négligence » (l'engin explosif était dissimulé dans un lecteur de cassette, « bagage » non accompagné, qui n'avait pas été examiné). Cette décision ouvre la voie à des dédommagements beaucoup plus importants que les 75 000 dollars reconnus par la législation internationale sur les accidents aériens, tant qu'il n'y a pas de « négligence coupable ».

Un embargo aérien et militaire a été instauré le 31 mars par les Nations unies à l'encontre de Tripoli, afin de faire pression sur le colonel Kadhafi pour qu'il accepte d'extrader deux ressortissants libyens accusés par les justes américaines et britanniques d'être à l'origine de l'attentat de Lockerbie.

SERGE MARTI

Après l'échec des discussions avec KLM

British Airways négocie avec USAir

British Airways se tourne vers les Etats-Unis. Après l'échec des négociations avec la compagnie néerlandaise KLM, le transporteur britannique est en discussion avec la compagnie américaine USAir, en vue de prendre une participation significative dans son capital.

Cette participation ne pourrait aller au-delà de 49 % comme le prévoit la législation américaine. De son côté, Trans World Airlines (TWA) avait annoncé, le 30 juin, des négociations avec USAir en vue de son rachat éventuel par cette compagnie. Toutefois, USAir ne dispose pas d'une assise financière solide et était déficitaire ses deux dernières années.

En apportant des capitaux à USAir, British Airways faciliterait l'éventuel rachat de TWA. Cette dernière, qui se trouve actuellement sous la protection de la loi sur les faillites, éprouve des difficultés sup-

plémentaires depuis que les compagnies américaines ont entamé une guerre des tarifs en mai. Ce montage, s'il se faisait, lui éviterait de disparaître malgré un endettement de 1,7 milliard de dollars. USAir, qui est bien implantée aux Etats-Unis, trouverait pour sa part dans cet accord un débouché outre-Atlantique.

Dans le marasme actuel qui frappe les compagnies aériennes, British Airways est une des seules à afficher une très bonne santé avec des bénéfices de 285 millions de livres (soit 2,8 milliards de francs) l'an passé. En s'implantant outre-Atlantique, le transporteur britannique effectuerait une alliance importante sur des routes stratégiques pour les compagnies aériennes européennes. British Airways, qui tiendra son assemblée générale le 14 juillet, pourrait en profiter pour lever le voile sur cet éventuel accord.

SOMMAIRE

DATES

Il y a cinquante ans, la rafle du Vel d'Hiv... 2

ÉTRANGER

La réunion de la CSCE et la guerre dans l'ex-Yugoslavie... 3

Serbie : les paysans de la Voïvodine contestent le régime de Belgrade... 3

L'ETA propose au gouvernement espagnol une trêve de deux mois... 4

« Loin des capitales » : Timimoun, une oasis d'espoir en plein désert... 5

Tunisie : nouveau procès de terroristes islamiques... 5

Le général Noriega a été condamné à quarante ans de prison... 6

La visite en France du chef de l'Etat chilien... 6

POLITIQUE

Le congrès extraordinaire du Parti socialiste, l'éventuelle inculpation de M. Emmanuel et les rapports entre les élus et les juges 7, 8 et 9

Les livres politiques : « La nouvelle requête des dames », par André Laurens... 7

SOCIÉTÉ

Le procès des responsables de la transfusion sanguine... 10

Le 79^e Tour de France : la charge de la brigade légère... 10

Au tribunal correctionnel de Paris : le capitaine Barri contre le Monde... 10

HEURES LOCALES

Armada de voiliers à la pointe de la Bretagne • Douarnenez choisit la marine en bois • Renaissance d'une godiène • Etage de la légitimité économique • Peut-on faire confiance aux agences de notation... 11 et 12

CULTURE

L'ouverture du 46^e Festival d'Avignon : le Cavalier d'Orléans, de Lope de Vega, mis en scène par Louis Pasquel ; Plain Soliel, chorégraphie de Joëlle Bouvier et Régis Obadia... 13

L'occupation symbolique de la Cour d'honneur par les intermittents du spectacle... 13

Musiques : Julio Iglesias, la séduction est un métier... 14

Salse et saké... 14

Cinéma : Enquêtes cinématographiques... 14

ÉCONOMIE

L'annulation de la convention médicale... 17

Le plan de redressement économique italien... 17

La démission du ministre indien du commerce... 17

La Deutsche Bank va prendre une part de 30 % dans l'assureur Gerling... 17

La revue des valeurs. Bourse de Paris : le poids de la pierre... 18

Crédits, changes, grands marchés... 19

Services

Abonnements... 2

Carnet... 16

Météorologie... 16

Mots croisés... 16

Télévision... 16

Spectacles... 15

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un cahier « Radio-télévision »

Le numéro du « Monde » daté 11 juillet 1992 a été tiré à 487 240 exemplaires.

L'avenir du programme franco-allemand ANS

La France demande un nouveau délai sur le projet de missile anti-navires

La France a demandé à l'Allemagne un nouveau délai de réflexion sur l'avenir qui serait réservé, par les deux pays, au programme ANS d'un missile anti-navires capable, à vitesse supersonique, d'atteindre des distances de 180 kilomètres, une fois tiré de son bâtiment lanceur. L'ANS est en quelque sorte le successeur de l'Exocet. En juin, l'Allemagne avait pressé la France de prendre une décision en faveur du projet, après avoir elle-même engagé un premier financement équivalent à 300 millions de francs, pour étudier le projet (le Monde du 7-8 juin). A ce jour, le programme ANS, sous la double responsabilité du groupe français Aérospatiale et de son partenaire allemand DASA, fait l'objet, en France, de nouvelles études, ainsi, au demeurant, que le projet – qui est commun aux deux armées de terre – d'un missile dit Bréval, pour la surveillance du champ de bataille. Le délai dont a besoin la France court jusqu'à la fin de cette année, qui est le terme de la discussion par le Parlement de la nouvelle programmation militaire 1992-1994.

Dans les milieux compétents, on fait valoir que ce délai – s'il est accepté par l'Allemagne – doit permettre à la France d'obtenir des conditions nouvelles. D'abord de son industriel, pour qu'il s'engage davantage dans les frais de développement, évalués à quelque 3 milliards de francs au total et répartis, à l'origine, à parts égales entre les industriels et les Etats des deux pays concernés. Ensuite de son partenaire allemand, pour qu'il accepte de réexaminer le programme ANS selon un calendrier qui le ferait davantage participer dès le début et qui prévoirait que la France, démarant plus progressivement, arrive – en fin de compte mais plus tard – au partage égal.

En France, le programme ANS ne fait pas l'unanimité. C'est à la délé-

gation générale pour l'armement et à l'état-major de la marine nationale qu'on paraît y tenir le plus, sans oublier la division « missiles » du groupe Aérospatiale pour qui l'ANS permet de développer la technologie, qui lui est spécifique, de la propulsion par statoréacteur comme c'est déjà le cas sur le missile nucléaire ASMP des avions Mirage IV, Mirage 2000-N et Super-Éclair. En Allemagne, où le Bundestag a approuvé le premier engagement de 300 millions de francs, la marine voit, avec ce projet de missile, le moyen d'aligner désormais une flotte de haute mer, au lieu de simples pétroliers, comme l'a récemment encore insisté entendre son chef d'état-major.

J.L.

La réorganisation des commandements

Le général Cot confirme la disparition de la 1^{re} armée

Le général d'armée Jean Cot, qui commande la 1^{re} armée française, a confirmé, vendredi 10 juillet, depuis son PC de Metz, avoir « reçu ordre, il y a huit jours, de créer un groupe de travail permanent pour la constitution de l'état-major Europe », qui relèverait du chef d'état-major des armées, l'amiral Jacques Lanxade, et qui devra être prêt pour l'été 1993. Un autre état-major « hors Europe » doit être créé l'an prochain, à partir de la force d'action rapide (le Monde du 11 juillet). Le siège de ces deux états-majors interarmées n'a pas été officiellement fixé, mais on évoque Creil (Oise) pour le premier et Maisons-Laffitte (Yvelines) pour le second. « Ce système, a ajouté le général Cot, implique la disparition de la 1^{re} armée ».

EN BREF

Drume de Barbotan : un nouveau scandale. – M^{re} Nicole Bergougnan, juge d'instruction, a inculpé, vendredi 10 juillet à Auch (Gers), M. Bernard Lier, artisan charpentier à Cazabon, d'homicides et blessures involontaires dans le cadre de l'instruction sur le drame de Cazabon-Barbotan, qui avait fait vingt morts dans les thermes de la cité, le 27 juin 1991. L'artisan gersois avait mis en place la cloison dans la combustion est susceptible d'avoir provoqué l'asphyxie des victimes. M. Lier est le neuvième inculpé dans cette affaire. Pompier volontaire, il était intervenu le jour du drame en compagnie des secours. (Corresp.)

Smirnoff : bataille juridique pour la marque de vodka. – Le comité russe des marques devra déparager les droits des Smirnoff américains et ceux des Smirnoff russes qui se disputent le droit d'utiliser, en Russie, cette marque créée au siècle dernier par leur ancêtre commun. La société américaine Hube-line, qui a racheté le nom en 1939 à un des descendants Smirnoff émigré aux Etats-Unis et qui vend cette vodka dans le monde entier, a décidé de se lancer à la conquête du vaste marché russe. Ses projets se sont heurtés à M. Boris Smirnoff, descendant de la branche russe, qui a récemment décidé de racheter une entreprise d'Etat pour distiller de la vodka Smirnoff. Après avoir tenté en vain de racheter la marque russe, la firme américaine a lancé à Moscou une procédure d'enregistrement de sa marque pour pouvoir commercialiser son produit en Russie. M. Boris Smirnoff a alors contre-attaqué devant le comité russe des marques, affirmant pouvoir prouver que ses lointains cousins américains n'ont aucun droit d'utiliser le nom de Smirnoff grâce à des documents sur un partage familial décidé en 1905.

ÉTATS-UNIS : un général révoqué inculpé de trafic de drogue. – Le général Ramon Alexis Sanchez-Paz a été inculpé, jeudi 9 juillet, à Miami (Floride), pour avoir tenté d'introduire un total de 9 tonnes de cocaïne aux Etats-Unis. Attaché militaire adjoint à l'ambassade du Venezuela, mais sans statut diplomatique, il risque la détention criminelle à perpétuité dans une prison fédérale. (AFP)

Air Inter : l'Union syndicale du personnel navigant appelle à la grève les 16 et 17 juillet. – L'Union syndicale du personnel navigant d'Air Inter appelle à la grève les 16 et 17 juillet. Dans un communiqué publié vendredi 10 juillet, l'Union syndicale indique qu'elle « proteste contre la politique de démantèlement de l'entreprise mise en place par la direction du groupe Air France. (...) Aujourd'hui, Air Inter sous-traite plus de 15 % de ses vols, ce qui n'est pas acceptable ».

IBM devrait annoncer le 13 juillet une alliance sur les puces avec Siemens. – IBM, le premier groupe informatique mondial, devrait annoncer, lundi 13 juillet, au cours d'une conférence de presse, la conclusion d'un accord avec le fabricant allemand d'ordinateurs Siemens AG pour produire en commun des microprocesseurs de la prochaine génération. Selon des sources professionnelles, IBM devrait faire part d'un resserrement de l'alliance déjà conclue avec Siemens, au terme de laquelle les deux groupes produiraient ensemble des microprocesseurs 16-mégabits et coopéreraient pour la mise au point d'un microprocesseur de 64 mégabits. Les deux constructeurs devraient aussi annoncer la mise en production en commun de 18 mégabits. En décembre 1991, IBM et Siemens avaient annoncé avoir fabriqué avec succès un prototype d'un semiconducteur de 64 mégabits, le premier jamais réalisé.

RADIO

150